

# COUP DE PROJETEUR

sur le **FORUM** 2002

OCDE 

## Les grands enjeux

Sécurité, Équité, Éducation et Croissance

**L'Observateur**<sup>ocde</sup>

SUPPLÉMENT



## Forum 2002

<b>Le Forum de l'OCDE : une tribune de choix pour améliorer l'action gouvernemental</b>			
Donald J. Johnston, Secrétaire général de l'OCDE	2		
<b>La mondialisation : une évolution positive, mais ...</b>			
Guy Verhofstadt, Premier Ministre, Belgique	4		
<b>Mondialisation et sécurité : un juste équilibre</b>			
Annemie Neyts-Uyttebroeck, Ministre Déléguée au affaires étrangères, Belgique	6		
<b><u>13 MAI 2002</u></b>			
<b>Un regard nouveau sur la coopération</b>			
Concours de dissertation organisé à l'occasion du Forum 2002 de l'OCDE	17		
<b>Les Prix Nobel se penchent sur l'avenir</b>			
À l'aube du XXI <sup>e</sup> siècle	20		
<b>Différentes méthodes pour faire face à la mondialisation</b>			
Préoccupations du public face à la mondialisation	21		
<b>Loins de ralentir ou d'inverser le processus de mondialisation, les inquiétudes en matière de sécurité l'accélèrent</b>			
Le regain des préoccupations sécuritaires compromet-il la mondialisation ?	23		
<b>L'Europe et les pays du sud de la Méditerranée : une fracture profonde</b>			
Le Moyen-Orient – Vers l'intégration régionale des pays arabes et des pays de l'Europe méditerranéenne	24		
<b>Résoudre la crise</b>			
L'économie japonaise : pour aller de l'avant	26		
<b>Partager les bénéfices de la mondialisation</b>			
Mondialisation et équité	27		
<b>Partager les bénéfices de la mondialisation</b>			
Transparence, responsabilité, progrès : le rôle des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	29		
<b>Le développement pour lutter contre le terrorisme</b>			
Contribuer à la prévention du terrorisme et des conflits violents : la dimension développement	30		
<b><u>14 MAI 2002</u></b>			
<b>L'argent du terrorisme</b>			
Combattre le financement du terrorisme (en coopération avec le GAFI)	33		
<b>Alphabétisation : promesses ou périls ?</b>			
L'alphabétisation, clé de voûte des sociétés viables	34		
<b>Coûts et avantages d'un comportement socialement responsable</b>			
Développement durable : la dimension sociale	35		
<b>Assurance tout risque</b>			
Le rôle du secteur des assurances dans la gestion des nouveau risques pour la sécurité	37		
		<b>Comment amortir les chocs financiers ?</b>	
		Préserver la stabilité financière à l'échelle mondiale	38
		<b>Tous les pays doivent coopérer ou alors dire adieu à tout espoir de garantir la sécurité de l'environnement</b>	
		Comment assurer la sécurité de l'environnement	40
		<b>L'éducation : la porte de l'espoir</b>	
		Allocution par la Première Dame Laura Bush	42
		<b>La durabilité est l'affaire de tous</b>	
		Développement durable : les partenariats entre le secteur public et le secteur privé	46
		<b>L'apprentissage de la démocratie : un besoin vital</b>	
		L'éducation au service de la démocratie et de l'émergence de sociétés tolérantes	47
		<b>L'avenir de l'euro</b>	
		Discussion thématique avec Guy Quaden, Gouverneur, Banque nationale de Belgique	49
		<b>Une guerre sur de multiples fronts</b>	
		Lutter contre la corruption	50
		<b>Comment mieux utiliser votre cerveau</b>	
		Le cerveau et l'apprentissage : une révolution pour l'éducation	52
		<b>Énergie nucléaire : un débat toujours animé</b>	
		La contribution de l'énergie nucléaire au développement durable	54
		<b><u>15 MAI 2002</u></b>	
		<b>La croissance, c'est une bonne chose !</b>	
		L'économie mondiale en 2002	56
		<b>Vers un monde en pleine santé</b>	
		Santé, commerce et développement	57
		<b>Développement durable à Johannesburg : le rôle fondamental de l'éducation, de la communication et du commerce</b>	
		Comment réussir le Sommet mondiale de Johannesburg sur le développement durable	59
		<b>L'entreprenariat marche</b>	
		Entreprenariat et transition économique	60
		<b>Récoltez ce que vous semez, exportez ce que vous récoltez</b>	
		Cohérence des politiques – la dimension développement des échanges agricoles	62
		<b>Des eaux troubles pour la sécurité des transports</b>	
		Transports – Efficience et sécurité	64
		<b>Un accord partiel</b>	
		Le système commercial multilatéral – Faire en sorte que la Déclaration de Doha profite à tous les pays	65
		<b>Des chiffres, et encore des chiffres ...</b>	
		Mesurer la mondialisation – Les statistiques reflètent-elles bien la réalité ?	66
		<b>Enfants du monde</b>	
		Allocution thématique par Carol Bellamy, Directrice exécutive de l'UNICEF	68

# Le Forum de l'OCDE : une tribune de choix pour améliorer l'action gouvernementale

## Discours d'ouverture

**DONALD J. JOHNSTON**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OCDE

**J**e suis très heureux de vous accueillir aujourd'hui au troisième Forum de l'OCDE, une manifestation qui symbolise une étape importante de l'évolution de l'Organisation.

Cette année, le Forum s'est fixé un ordre du jour ambitieux – sécurité, équité, éducation et croissance – autant de questions qui font partie des enjeux les plus complexes et les plus cruciaux qui soient à l'échelle mondiale. Nous n'ignorons pas que nombre de conférences internationales sont dédiées à ces mêmes thèmes. Dans ces conditions, quel est l'intérêt spécifique de ce Forum ? J'apporterai à cette question pertinente la réponse suivante.

L'OCDE est une organisation intergouvernementale qui a pour mission de s'attaquer aux problèmes majeurs auxquels sont confrontés les pouvoirs publics, non seulement dans les pays industrialisés, mais aussi dans les pays en développement. Initialement, l'Organisation était surtout censée entretenir des contacts étroits avec les représentants des gouvernements de ses pays Membres. Cependant, pour être véritablement utile aux responsables de l'action publique, dont font bien évidemment partie les parlementaires, l'OCDE doit ajouter à son analyse professionnelle rigoureuse la dimension à la fois politique et sociale de ses recommandations.

L'avènement de la société de l'information a bouleversé de façon irréversible la relation entre le pouvoir et le savoir, autrefois réservé à quelques privilégiés. Fait plus important encore, la complexité de l'interdépendance de chaque domaine de l'action publique exige désormais que la bonne gouvernance « établisse » une immense source de connaissances et d'intérêts alimentée par tout un chacun aux quatre coins du monde. Cette tâche n'est pas aisée. Au vu de la pluralité des sujets (éducation, santé, sécurité des aliments, fiscalité, contrôle des armes à feu, préservation des fondements d'un développement durable – l'air, la terre, l'eau et la biodiversité – le drame que vivent les femmes et les enfants des pays en développement, et jusqu'à la protection d'espèces particulières), il n'est pas difficile de comprendre pourquoi le monde est peuplé d'une telle diversité d'individus qui défendent une telle multiplicité de causes chacun à sa manière. Les technologies de l'information permettent désormais à quiconque de donner son avis en toute connaissance, ou parfois « méconnaissance », de cause, car ces technologies se prêtent à la diffusion d'arguments démagogiques idéologiques sur certains sujets.

Depuis plus de 50 ans, l'OCDE est le lieu d'un formidable échange d'idées sur la politique publique autour de thèmes d'intérêt mutuel pour les gouvernements. Il est donc logique qu'elle s'efforce de tenir compte dans ces débats de l'opinion de ceux que l'on regroupe sous l'appellation générale de société civile. C'est là tout l'intérêt de ce Forum : d'où le rôle essentiel de Madame Neyts-Uyttebroeck qui, lors de la réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, rendra compte de ce qui nous est dit ici cette semaine. À ma connaissance, aucune autre tribune publique n'a autant d'influence directe sur les responsables chargés d'élaborer et de mettre en œuvre la politique gouvernementale.

Il faut par ailleurs tenir compte d'une autre dimension essentielle. Vous, qui participez à ce Forum, avez une importante contribution à apporter aux travaux des Ministres et des experts de l'OCDE. Ceux d'entre vous qui représentent la société civile se forment des opinions à partir de leur propre expérience, laquelle est extrêmement précieuse. L'imagination nécessaire à la lutte contre les problèmes d'aujourd'hui n'est l'apanage de personne. Les gouvernements ont besoin de votre concours, tout comme vous avez besoin des gouvernements pour atteindre vos objectifs et mettre en œuvre les mesures que vous soutenez.



Donald J. Johnston



**Annemie Neyts Uyttebroeck and Donald J. Johnston**

J'en arrive ainsi au point le plus important. Le Forum de l'OCDE nous offre non seulement la possibilité d'exprimer notre avis, mais aussi de nous montrer attentifs à celui des autres, sans préjugés et, si possible, en toute objectivité. Nous devrions toujours faire preuve d'empathie et considérer les faits du point de vue de nos éventuels contradicteurs.

Je souhaite que chacun prenne conscience des éléments complexes qui charpentent une démocratie. De nos jours, les élus se noient dans une déferlante d'informations et doivent affronter l'hostilité des groupes de pression. Mais l'interconnexion et l'interdépendance des politiques entraînent nécessairement des arbitrages. J'ai le sentiment que certains représentants de la société civile ne sont pas prêts à transiger sur les positions qu'ils défendent. Pourtant, les hommes politiques sont dans l'obligation de procéder à ces arbitrages.

Permettez-moi d'illustrer mon propos par cet exemple : vendredi (soit trois jours avant l'ouverture du Forum), on m'a demandé d'annuler une session sur l'énergie nucléaire. Certains opposants au nucléaire ne voient pas ce

qu'il peut apporter au développement durable dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Qu'ils aient tort ou raison n'est pas la question, mais vouloir supprimer un débat ouvert et enrichissant sur le sujet est pour moi quelque chose d'inadmissible. La palette énergétique mondiale, qui constitue l'un des enjeux fondamentaux pour l'avenir de notre planète, touche un large éventail de questions scientifiques, économiques et sociales. Le Forum de l'OCDE a pour but de s'interroger sur toutes ces questions, de faire ressortir des vérités et d'en débattre selon les principes démocratiques de nos États respectifs.

Je voudrais conclure sur une citation de Thomas Jefferson qui, à une question sur la philosophie de l'Université de Virginie qu'il a lui-même fondée, répondit : « Ici, nous suivons la vérité où qu'elle nous mène. »

Faisons en sorte que ce credo inspire notre Forum et les travaux de l'OCDE. C'est dans cet état d'esprit que nous devons maintenant aborder le débat. ■

# La mondialisation : une évolution positive, mais...

## Allocution thématique

- MODÉRATRICE : CHRISTINE OCKRENT, FRANCE TÉLÉVISION
- GUY VERHOFSTADT, PREMIER MINISTRE, BELGIQUE



De gauche à droite : Guy Verhofstadt et Christine Ockrent

Le visage du monde a bien changé depuis le Forum de l'année passée. Il y eut bien évidemment les événements du 11 septembre mais également la récession qui s'ensuivit. Vinrent s'ajouter à cela la crise au Moyen-Orient, la montée de l'extrême droite en Europe, l'effondrement de l'économie argentine et les confrontations avec les anti-mondialistes en marge des grandes réunions au sommet de Göteborg et à Gênes.

Progressivement s'installe le sentiment que le monde devient chaque jour un peu plus instable. Je pense toutefois que ce sentiment est fort exagéré. Je suis cependant frappé par le fait que les crises que je viens de citer peuvent – peut-être à l'exception du conflit au Moyen-Orient – être vues comme autant de symptômes d'un processus de mondialisation qui paraît incontrôlable.

C'est précisément ce processus qui nous occupe ici aujourd'hui. La mondialisation est un phénomène autonome, stimulé par les progrès réalisés sur le plan des technologies et de la communication. Il est par conséquent aussi irréversible que la trajectoire de la lune. Notre problème, celui des riches nations occidentales, est d'avoir trop longtemps laissé cette mondialisation

se développer comme un processus autonome. Je suis convaincu que ce processus doit être mieux géré qu'il ne l'est aujourd'hui.

Mon premier point de réflexion est le suivant : si les pays européens ont indéniablement bénéficié de la croissance des échanges et de l'investissement, entre eux surtout, les pays en développement, eux, ont profité des bienfaits de la mondialisation de façon bien plus hétérogène. Les peuples d'Asie, soit un tiers de la population mondiale, commencent à s'affranchir d'une lutte quotidienne pour trouver à se nourrir, se vêtir ou se loger. Mais il est tout aussi exact qu'un groupe de près de vingt pays, principalement des pays africains, a vu s'approfondir le fossé matériel qui les sépare des riches nations du Nord.

Guerres civiles, catastrophes naturelles, épidémies, mauvaise gouvernance expliquent en partie la situation désastreuse dans laquelle se trouvent ces pays. Mais notre propre égoïsme joue un rôle destructeur. Nous professons le libre-échange, mais un libre-échange qui protège nos propres marchés textiles et agricoles, précisément des produits de première importance pour ces États pauvres. Pire encore, à coup de subventions à l'exportation, nos excédents submergent les marchés de ces pays.

À cet égard, la réunion de Doha constituait une lueur d'espoir. Mais depuis, cet espoir s'est estompé. Le secteur de l'acier, par exemple, a connu une augmentation significative de ses tarifs douaniers. Plus récemment, le secteur agricole a vu son soutien à la production croître fortement. Ce genre de mesures protectionnistes appliquées par certains pays retarde ou entrave les réformes structurelles dont tant d'autres ont besoin.

Cela m'amène à mon deuxième axe de réflexion. Lorsque j'assumais l'année passée la présidence du Conseil européen, j'ai – après le sommet du G8 de Gênes – entamé un dialogue avec les « anti-mondialistes ». Je pense que la majorité des personnes regroupées sous cette bannière s'inquiètent réellement de la façon dont notre monde évolue et que les gouvernements doivent dialoguer ouvertement avec ces citoyens.

Ce qui me conduit à mon troisième axe de réflexion : même si l'Europe n'est pas un sujet de nature à galvaniser les foules, elle constitue néanmoins un modèle pour l'organisation de notre monde. Elle est en effet parvenue à combler le fossé entre ses régions riches et pauvres. Mais sous cette apparence se cache une méthode qui devrait faire école au niveau mondial, une méthode inhérente aux pays Membres de l'OCDE : l'organisation de la

coopération depuis le terrain économique. L'économie de marché, l'aide financière, et la coopération sont autant d'éléments qui ont été utilisés dans chaque étape de l'élargissement de l'Union européenne. Et à chaque fois, la combinaison de ces éléments a abouti à un renforcement spectaculaire de la prospérité dans les nouveaux pays Membres. Nous devons maintenant appliquer cette même méthode en Europe centrale et en Europe orientale durant la prochaine décennie. Elle doit aussi être utilisée à l'échelle mondiale, afin d'étendre la prospérité aux pays les plus pauvres.

Je tire de cette expérience européenne mon quatrième axe de réflexion : penser que le monde s'unifiera sans être gouverné est illusoire. Il est incontestable que le processus de mondialisation – qui a engendré tant d'effets positifs – présente également des aspects préoccupants qui requièrent une réponse gouvernementale et intergouvernementale. La situation difficile des pays pauvres, les risques au niveau de l'environnement et l'internationalisation de la criminalité ne sont qu'une petite partie de ces aspects. Les affaires extérieures des États-nations deviennent de plus en plus les affaires intérieures du monde entier.

J'en arrive à mon cinquième axe de réflexion : porter dans nos pays respectifs le montant de notre aide au développement à 0,7 % du revenu national brut ne doit pas être un objectif à atteindre, mais un point de départ. Le gouvernement que je conduis a récemment élaboré un schéma financier qui nous permettra enfin d'ici 2010 de nous acquitter de cette promesse faite aux Nations unies il y a trente ans. D'autres gouvernements ont déjà pris cette décision. Ensemble, nous ne représentons néanmoins toujours qu'une petite minorité des pays Membres de l'OCDE. Je considère ces 0,7 % comme le minimum décent de ce qu'un pays riche doit réserver pour le développement des régions les plus pauvres de la planète.

Ainsi, j'estime que cet objectif de 0,7 % de notre revenu national brut doit être complété par une action spécifique en matière de remise de la dette des pays les plus démunis. C'est la raison pour laquelle mon pays a rédigé une proposition concrète, intitulée Prospective Aid and Indebtedness Relief ou initiative « PAIR ». Il s'agit de constituer un fonds financé par les 23 pays les plus riches. Ceux-ci y affecteraient chacun, durant les quinze prochaines années, 0,1 % de leur produit intérieur brut. Ce mécanisme permettrait d'accélérer la réduction de la dette des 40 pays les plus démunis et de financer de nouveaux programmes de développement humain. J'ai formulé cette proposition lors de la Conférence de Monterrey sur le financement du



Guy Verhofstadt

développement, en mars dernier. Et j'ai l'intention de la soumettre demain à la réunion ministérielle de l'OCDE.

Parler et débattre de la mondialisation fait parfois penser à une forme de thérapie intellectuelle, le jeu favori de l'intelligentsia occidentale. Mais ce n'est pas que cela.

En Europe, nous avons connu la lutte des classes, il y a une centaine d'années, et tout ce qu'elle apporte : après confrontations et oppositions idéologiques fanatiques. Nous devons tout mettre en œuvre pour que cela ne se reproduise pas à l'échelle mondiale. Nous ne pouvons pas accepter une situation où nous seuls demeurons riches et les autres pauvres. Accroître la richesse des autres va également renforcer notre prospérité. Cependant, une évolution pacifique vers un monde plus juste requiert maints efforts des gouvernements des pays développés. ■

# Mondialisation et sécurité : un juste équilibre

## Discours d'ouverture

ANNEMIE NEYTS-UYTTEBROECK, MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES, BELGIQUE

Les fruits de la mondialisation ont un prix, mais un prix qui vaut souvent la peine d'être payé. La mondialisation est, stricto sensu, un processus politiquement neutre qui peut cependant être bien ou mal utilisé, pour le meilleur ou pour le pire. Elle ne contribue pas en elle-même à l'aggravation de l'insécurité du monde dans lequel nous vivons. D'aucuns affirment que la mondialisation a encouragé la criminalité internationale, notamment financière, ou encore que les narcotrafiquants ne pourraient pas agir sans l'existence d'un réseau de communication planétaire. Même les événements tragiques du 11 septembre ont été en partie imputés à la mondialisation. Il est néanmoins évident que ce raisonnement fait une confusion entre deux problèmes distincts : si la mondialisation est une

condition nécessaire à l'émergence de nouvelles formes de criminalité ou de terrorisme à l'échelle internationale, elle n'est en aucun cas suffisante.

Partant, la mondialisation est plus une chance qu'une malchance. Elle a ouvert de nouvelles voies qui, pour la plupart, mais pas toutes, mènent à un monde plus prospère et plus sûr. Certaines sont semées d'embûches qu'il nous faut identifier. Les nouveaux risques engendrés par la mondialisation entrent clairement dans le champ de nos fonctions régulatrices : gouvernement d'entreprise, délinquance financière, corruption, lacunes de la législation fiscale, etc. D'autres se situent en dehors : faillite économique d'un pays ou effondrement politique d'un État. Certains de ces risques sont passagers et étroitement liés à la conjoncture économique d'un pays ou d'une région, mais d'autres risques, d'ordre structurel, frappent nos sociétés en profondeur.

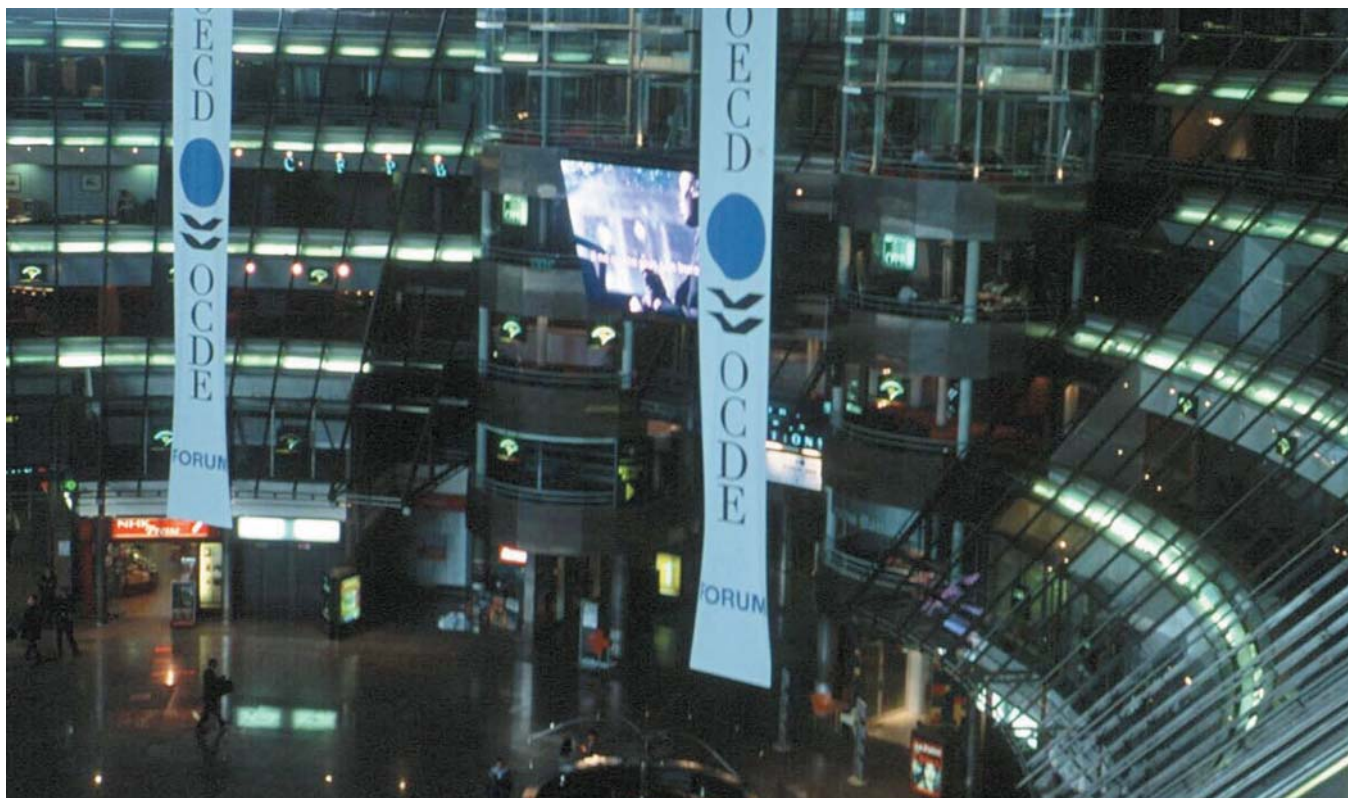
En ce qui concerne les problèmes structurels, je suis très inquiète de la fracture qui paraît se creuser entre Nord et Sud, riches et pauvres, nantis et démunis, « nantis culturels » et « démunis culturels ». Aujourd'hui, le monde est deux fois plus inégalitaire qu'en 1960. Au-delà des inégalités de revenus, le fossé séparant les riches et les pauvres peut (et devrait) aussi être mesuré à l'aune de la densité de l'infrastructure d'un pays, ou de la qualité de son système de santé et de son système éducatif. Malheureusement, il ne s'agit pas seulement d'une question d'argent. Il s'agit de bien plus que cela, quelque chose de l'ordre de la dignité humaine. J'ai l'intime conviction que la fracture entre riches et pauvres est l'un des principaux défis qui nous aurons à relever dans les années à venir.

Les causes, mais aussi les effets, de l'instabilité et de l'insécurité peuvent être divers. L'un des effets directs les plus manifestes de l'insécurité est de fragiliser la clé de voûte de l'économie de marché, la confiance du consommateur. Quant aux effets indirects, ils peuvent être multiples, mais la plupart engendrent une inflation des coûts de transaction dans les affaires internationales : l'augmentation des primes d'assurance et le renforcement des contrôles aux frontières entravent d'une part, les transactions internationales et d'autre part, l'intégration et la mondialisation.

Face à ces nouveaux risques et défis, c'est à nous, femmes et hommes politiques, de réagir. L'émoi suscité par des événements politiques intérieurs, comme une élection ou un assassinat, prouve que le public souhaite être entendu et qu'il est nécessaire de parvenir à une communauté de vues. Il



Annemie Neyts-Uyttebroeck



Le Forum de l'OCDE au CNIT, Paris, la Défense

serait illusoire de penser qu'il est en notre pouvoir de « maîtriser » le processus de mondialisation, mais nous pouvons, et devons, œuvrer en marge de ce processus et nous attaquer aux excès et aux déséquilibres générés par la mondialisation, qui pourraient dégénérer en insécurité.

L'élaboration de nouvelles politiques, dans un cadre réglementaire adapté, ne signifie pas que nous voulons enrayer la mondialisation, mais plutôt que nous essayons d'orienter la mondialisation vers les résultats souhaités. Oserai-je suggérer que le monde dans son ensemble prenne l'Union européenne comme un modèle de politiques équilibrées ?

En régulant la mondialisation pour des raisons de sécurité et en élaborant de nouvelles mesures destinées à lutter contre les problèmes structurels, nous devrions prêter une attention toute particulière à la relation duale qui existe entre la menace et sa solution : premièrement, nous devons trouver le juste équilibre entre efficacité et sécurité ; deuxièmement, nous devrions

avoir à l'esprit que nous aggravons ce que l'on peut appeler « l'asymétrie des menaces », ce qui nous oblige à reconsidérer l'adéquation entre la menace et la solution préconisée ; enfin, nous devrions mesurer l'impact de nos nouvelles réglementations sur l'économie mondiale : les budgets nationaux s'en trouveront affectés, les coûts de transaction pourraient s'alourdir, de nouveaux contrôles sur la circulation internationale pourraient entraver les flux commerciaux, et les ressources productives pourraient être détournées vers des services moins productifs, dans le secteur de la défense et de la police, par exemple.

Autant de coûts qui peuvent entamer une partie des dividendes de la paix accumulés pendant la période de l'après-Guerre froide, mais une partie seulement. La véritable question, en l'occurrence, est de savoir quel serait le visage du monde sans ces interventions régulatrices. Ce prix pourrait bien valoir la peine d'être payé lorsqu'on aura trouvé le juste équilibre entre efficacité et sécurité. ■



## Liste des intervenants

© OCDE 2002

Prix d'un exemplaire :

15 euros

ISBN 92-64-29848-7

Tel.: +33 (0) 1 45 24 82 00

Fax: +33 (0) 1 45 24 18 15

sales@oecd.org

Publié en français par

l'Organisation de Coopération  
et de Développement Économiques  
Les éditions de l'OCDE

2 rue André-Pascal 75775

Paris CEDEX 16, oecdforum@oecd.org

www.oecd.org

DIRECTEUR DU FORUM DE L'OCDE

John West

REDACTEURS EN CHEF:

Rory Clarke et John West

REDACTEURS EN CHEF ADJOINTS:

Will Davis, Sue Kendall-Bilicki

ASSISTANTS:

Rosemary Chas

Elodie Beth

Meera Dominick

Alexandra Gaskell

Lorcan Lyons

JOURNALISTES:

Peter Gaskell

Alan Katz

Patricia Ochs

Brian Rohan

Lynn Selhat

MISE EN PAGE:

OCDE

COORDINATRICE DE LA PRODUCTION:

Nadine N'diaye-Robinson

RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE:

Silvia Thompson

Photographies :

© OCDE sauf indication du contraire

VERSION INTERNET:

Nadine N'diaye-Robinson

MARKETING:

Toby Green

LOGO ET CONCEPTION GRAPHIQUE:

Linéale Production

IMPRESSION:

OCDE Boulogne

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles des articles doivent être adressées au Chef des éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris, CEDEX 16, France.

Les articles reproduits ou traduits doivent être accompagnés de la mention «Reproduit (ou traduit) du magazine Coup de Projecteur sur le Forum 2002 de l'OCDE»

Les articles signés ne peuvent être reproduits ou traduits qu'avec leur signature. Toute correspondance doit être adressée au rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue de rendre des manuscrits non sollicités.

- **Tom Arnold**, Directeur exécutif, Concern Worldwide, Irlande
- **Judith E. Ayres**, Administrateur, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement
- **Christopher Ball**, Recteur, Université de Derby, Royaume-Uni
- **Hélène Ballande**, Les Amis de la Terre, France
- **Bruna Basini**, Rédactrice en chef adjointe, L'Expansion, France
- **Carol Bellamy**, Directrice générale, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
- **Jagdish N. Bhagwati**, Professeur, Département économique, Université de Columbia, États-Unis
- **Lorenzo Bini Smaghi**, Directeur des relations financières internationales, Ministère de l'économie et des finances, Italie
- **Nicholas Biwott**, Ministre du commerce extérieur et de l'industrie, Kenya
- **Joëlle Bourgois**, Représentante permanente de la France auprès de l'OCDE
- **François Bourguignon**, Professeur d'économie, École des Hautes Études en Sciences Sociales, France
- **Boutros Boutros-Ghali**, Secrétaire général, Organisation internationale de la francophonie
- **Jorge Braga de Macedo**, Président du centre de développement OCDE
- **Chris Brooks**, Directeur des relations extérieures et de la communication, OCDE
- **Jermyn Brooks**, Directeur exécutif, Transparency International
- **Laura Bush**, Première Dame des États-Unis
- **Maria Livanos Cattai**, Secrétaire général, Chambre de commerce internationale
- **Dae Whan Chang**, Président et éditeur, Maeil Business Newspaper and TV, Corée
- **Yvonne T. Chua**, Directrice de la formation, Centre d'investigation du journalisme des Philippines
- **Leonardo Clerici**, Président, Istituto di Skriptura, Italie
- **Corrado Clini**, Directeur général, Ministère de l'environnement, Italie
- **Bertrand Collomb**, Président-directeur général, Lafarge, France
- **Bruno Comby**, Président, Association des écologistes pour

l'énergie nucléaire, France

- **Helena Conruyt-Engenent**, Conseiller général, Ministère des affaires étrangères, Belgique
- **Kathleen B. Cooper**, Sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, Département du commerce des États-Unis
- **David Crane**, Rédacteur, The Toronto Star, Canada
- **Andrew Crockett**, Directeur général, Banque des règlements internationaux
- **Bronwyn Curtis**, Rédacteur en chef, Bloomberg Television, Royaume-Uni
- **François David**, Président-directeur général du groupe COFACE; Président du Club du CEPPII, France
- **Belmiro de Azevedo**, Président, Sonae SGPS, SA, Portugal
- **Henri de Castris**, Président du Directoire, AXA, France
- **Léo Delwaide**, Président, Port d'Anvers, Belgique
- **Padma Desai**, Directeur du centre des économies en transition, Université de Columbia, États-Unis
- **Ileana Di Giovan Battista**, Directeur de la coopération économique internationale, Ministère des affaires étrangères, Argentine
- **Évelyne Dourille-Feer**, Économiste, Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), France
- **Arkady Dvorkovich**, Ministre délégué, Ministère du commerce et du développement économique, Fédération de Russie
- **Leo Esaki**, Prix Nobel de physique, et Président, Shibaura Institute of Technology, Japon
- **John Evans**, Secrétaire général, Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE
- **Magdi Farahat**, Ministre conseiller, Mission permanente de l'Égypte auprès des Nations unies, Genève
- **J Kayode Fayemi**, Directeur, Centre pour le développement et la démocratie, Royaume-Uni
- **Anna Fielder**, Directeur du bureau pour les économies en transition, Consumers International
- **Jean-Paul Fitoussi**, Professeur, Institut d'études politiques de Paris
- **Niall FitzGerald**, Co-président-directeur général, Unilever

- **Lionel Fontagné**, Directeur, Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), France
- **Yves Franchet**, Directeur général, Commission européenne/Eurostat
- **Brant W. Free**, Vice-président, Affaires extérieures internationales, The Chubb Corporation, États-Unis
- **Julio Frenk Mora**, Ministre de la santé, Mexique
- **Ahmed Galal**, Directeur exécutif, Centre égyptien des études économiques
- **Jean-Daniel Gardère**, Directeur général, Centre français du commerce extérieur (CFCE)
- **Reiner Geiger**, Directeur adjoint des affaires financières, fiscales et des entreprises, OCDE
- **Raymond V. Gilmartin**, Président-directeur général, Merck & Co. Inc., États-Unis
- **Almira Ginyatullina**, Président du conseil, Chambre du commerce et de l'industrie de Bishkek, Kirghizistan
- **Enrico Giovannini**, Directeur des statistiques, OCDE
- **Ronnie Goldberg**, Vice-Président, Politique et programme, Conseil des États-Unis pour les affaires internationales
- **Edward Goldsmith**, Éditeur fondateur, The Ecologist, Royaume-Uni
- **Charmian Gooch**, Co-fondateur et co-directeur, Global Witness Limited, Royaume-Uni
- **Pierre-Henri Gourgeon**, Directeur général exécutif, Air France
- **Jorge Rodriguez Grossi**, Ministre de l'économie, Chili
- **Cicero R. Habito**, Gagnant du concours de dissertation, Philippines
- **Bob Harris**, Consultant, Internationale de l'éducation
- **Gudmund Hernes**, Directeur, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO
- **Dean R. Hirsch**, Président-directeur général, World Vision International, États-Unis
- **Paul Hohnen**, Conseiller spécial, Global Reporting Initiative
- **Wolfgang Hübner**, Chef de la division des transports, OCDE
- **R. Glenn Hubbard**, Président, Conseil des expert économiques, États-Unis

## Liste des intervenants

- **Harold Hyman**, Journaliste, Radio Classique, France
- **Lelio Iapadre**, Professeur, Université de Rome "La Sapienza", Italie
- **David Ignatius**, Directeur de la rédaction, International Herald Tribune
- **Toshiro Ikemura**, Responsable du bureau de Paris, The Yomiuri Shimbun
- **Takatoshi Ito**, Professeur, Research Centre for Advanced Science and Technology, Université de Tokyo, Japon
- **Pierre Jeannot**, Président-directeur général, Association internationale des transports aériens
- **Donald J. Johnston**, Secrétaire général, OCDE
- **L. Craig Johnstone**, Vice-président, The Boeing Company
- **Yaacov Katz**, Directeur, Département pédagogique, Ministère de l'éducation, Israël
- **Parag Khanna**, Gagnant du concours de dissertation, Suisse
- **Sachie Kikkawa**, Gagnant du concours de dissertation, Japon
- **Joongi Kim**, Professeur de droit, Université de Yonsei, Corée
- **Morio Kimura**, Gouverneur, Préfecture de Aomori, Japon
- **Hideaki Koizumi**, Directeur du laboratoire de recherche avancée, Hitachi Ltd., Japon
- **Charles Kovacs**, Vice-président du conseil de surveillance, SPB Investment Limited, Hongrie
- **Bruno Lamborghini**, Président d'Olivetti Tecnost, Membre du conseil d'administration d'Olivetti, Italie
- **Anne Lauvergeon**, Président-directeur général, AREVA, France
- **Daniel Lebègue**, Directeur général, Caisse des Dépôts et Consignations, France
- **Jacques Lesourne**, Conseiller pour la prospective, EDF, France
- **Clarie Lo**, Président, Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI), et déléguée à la lutte contre la drogue, Hong Kong, Chine
- **Tom Luce**, Fondateur et président, Just for the Kids and the National Centre for Educational Accountability, États-Unis
- **Leanne Macmillan**, Directeur, Stratégie internationale, Amnesty International
- **Philippe Manière**, Rédacteur en chef, L'Expansion, France
- **Claude Martin**, Directeur général, WWF International
- **John Martin**, Directeur de l'éducation, de l'emploi, du travail et des affaires sociales, OCDE
- **Barry McGaw**, Directeur adjoint de l'éducation, de l'emploi, du travail et des affaires sociales, OCDE
- **Pradeep S. Mehta**, Secrétaire général, Consumer Unity and Trust Society, Inde
- **Paul Mentré**, Conseiller, EDF, France
- **Gérard Mestrallet**, Président-directeur général, SUEZ, France
- **Juan Millán**, Gouverneur, État de Sinaloa, Mexique
- **Maite Millogo**, Gagnant du concours de dissertation, France
- **Takahiro Miyao**, Professeur, Centre pour les communications globales, Université internationale du Japon
- **John Monks**, Secrétaire général, Trades Union Congress, Royaume-Uni
- **Siegmar Mosdorf**, Membre du parlement, Bundestag, Germany
- **Martina Motlova**, Ministre adjoint à l'environnement, République tchèque
- **Kenizé Mourad**, Écrivain, Turquie
- **Robert Mundell**, Prix Nobel d'économie, Professeur d'économie, Université de Columbia, États-Unis
- **Annemie Neyts-Uyttebroeck**, Ministre délégué aux affaires étrangères, Belgique
- **Ronald K. Noble**, Secrétaire général, Interpol
- **William D. Novelli**, Directeur exécutif et président, AARP, États-Unis
- **Christine Ockrent**, Journaliste, France Télévision
- **Kenichi Ohno**, Professeur, National Graduate Institute for Policy Studies, Japon
- **Angela Orozco**, Ministre du commerce extérieur, Colombie
- **Supachai Panitchpakdi**, Directeur général désigné, Organisation mondiale du commerce (OMC)
- **John Page**, Directeur, Réduction de la pauvreté et gestion du réseau économique, Banque mondiale
- **Beatriz Paredes Rangel**, Président de la chambre des députés, Mexique
- **Laurence Parisot**, Président-directeur général, Institut français de l'opinion publique
- **Robert H. Pasternack**, Secrétaire adjoint, Bureau de l'éducation spéciale et des services réhabilitatifs, Département de l'éducation, États-Unis
- **Andrew Peek**, Gagnant du concours de dissertation, États-Unis
- **Mark Pieth**, Professeur de Criminologie, Université de Basle, Suisse
- **Clyde V. Prestowitz**, Président, Economic Strategy Institute, États-Unis
- **Guy Quaden**, Gouverneur, Banque nationale de Belgique
- **Govindasamy Rajasekaran**, Secrétaire général, Malaysian Trades Union Congress, Malaisie
- **Valerie Reyna**, Conseiller principal, Département de l'éducation des États-Unis
- **Burton Richter**, Prix Nobel de physique, Professeur de physique, Université de Stanford, États-Unis
- **Maria Joao Rodrigues**, Coordinateur général, Programme national pour l'innovation, Cabinet du premier ministre, Portugal
- **Michael Roeskau**, Directeur de la coopération pour le développement, OCDE
- **Martina Rosakova**, Gagnant du concours de dissertation, République slovaque
- **Guy Ryder**, Secrétaire général, Confédération internationale des syndicats libres
- **Gideon Sagee**, Président, Israel Small and Medium Enterprises Authority, Israël
- **Il Sakong**, Président-directeur général, Institut pour l'économie globale, Corée
- **Christian Sautter**, Maire adjoint de Paris
- **Brigita Schmögnerová**, Secrétaire exécutif, Commission économique pour l'Europe des Nations unies
- **Christian Schricke**, Secrétaire général, Société Générale, France
- **Susan Sclafani**, Conseiller auprès du ministre de l'éducation des États-Unis
- **Charles Secrett**, Directeur exécutif, Friends of the Earth, Royaume-Uni
- **Cvetka Selsek**, Président-directeur général, SKB Banka D.D., Slovaquie
- **Ar\_I Seren**, Secrétaire général de la fédération des bourses Euro Asiatique
- **Emile Servan-Schreiber**, Président, NewsFutures.com, France
- **Ibrahim Seaga Shaw**, Président et rédacteur en chef, Expo Times, Sierra Leone
- **Manfred Spitzer**, Président de l'hôpital psychiatrique, Université d'Ulm, Allemagne
- **John J. Sweeney**, Président, American Federation of Labour and Congress of Industrial Organisations (AFL-CIO), États-Unis
- **Christopher Tabilo Heavey**, Gagnant du concours de dissertation, Chili
- **Stefan Tangermann**, Directeur de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries, OCDE
- **Robert Taylor**, Associé pour la recherche, Centre pour la performance économique, London School of Economics, Royaume-Uni
- **Roberto Toscano**, Ministre plénipotentiaire, Ministère des affaires étrangères, Italie
- **Laurence Tubiana**, Conseillère pour l'environnement auprès du premier ministre, France
- **Simon Upton**, Président de la table ronde de l'OCDE sur le développement durable
- **Adolfo Urso**, Ministre du commerce extérieur, Italie
- **Shunichiro Ushijima**, Conseiller économique auprès du ministre d'État pour la politique économique et fiscale, Japon
- **René Valladon**, Secrétaire confédéral, Force Ouvrière (CGT-FO), France
- **Paul Van den Bergh**, Département des questions monétaires et économiques, Banque des règlements internationaux
- **Jan Vandemoortele**, Conseiller principal, Bureau pour la politique du développement, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
- **Guy Verhofstadt**, Premier ministre, Belgique
- **Lucia Vitali**, Professeur d'économie des assurances, Université de Rome, Italie
- **Jean-Marc Vittori**, Directeur de la rédaction, L'Expansion, France
- **Luzius Wasescha**, Directeur général pour le commerce mondial, Secrétaire d'État à l'économie, Suisse
- **Jeremy Webb**, Editeur, New Scientist, Royaume-Uni
- **Douglas C. Worth**, Secrétaire général, Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE



Making the most of life after 50.

AARP is a nonprofit, nonpartisan membership organization of more than 35 million people 50 and over. By providing information and education; legislative, consumer, and legal advocacy; community service opportunities; and a range of products and services, we help our members make the most of life after 50.



AARP  
601 E Street, NW  
Washington, DC 20049 USA  
Phone: +1 202 434 2402  
E-mail: [Intlaffairs@aarp.org](mailto:Intlaffairs@aarp.org)  
[www.aarp.org](http://www.aarp.org)

Profiter pleinement de la vie après 50 ans.

AARP est une organisation d'adhésion non-partisane, à but non-lucratif, regroupant plus de 35 millions de personnes âgées de 50 ans et plus. Elle fournit des renseignements et de la formation, aide à la défense de ses membres tant sur le plan législatif et juridique, qu'en tant que consommateurs, et leur offre l'opportunité d'agir comme bénévoles au sein des collectivités locales. En fournissant également un large éventail de produits et de services, AARP aide ses membres à profiter pleinement de la vie après 50 ans.

making the sky the best place on earth

**AIR FRANCE**

The Air France international network.  
Fly away and discover the world.

Member of SKYTEAM

More than 450 destinations via Paris-Charles-de-Gaulle hub. [www.airfrance.com](http://www.airfrance.com)

\* IATA, Bureau de l'aviation internationale

www.boeing.com

## L'AVENIR A UN AMBASSADEUR.

Nous sommes fiers de parrainer  
 Organisation de Coopération et  
 de Développement Économiques  
*TOMORROW HAS AN AMBASSADOR.*  
 We are proud to sponsor  
 the Organisation for Economic  
 Co-operation and Development.

Adresse <http://www.cepii.fr>

**English version**  
 Le CEPII  
 Equipe  
 Axes de recherche  
 Documents de travail  
 Bases de données  
 Publications  
 Réunions  
 Partenaires  
 Offres d'emplois  
 Contacts  
 Liens  
 Presse  
 E-mailing  
 Aide

**CEPII**  
*Le Club*

© CEPII 2001

CENTRE  
 D'ETUDES PROSPECTIVES  
 ET D'INFORMATIONS  
 INTERNATIONALES

Actualités

Rechercher [The CEPII's Business Club](#)

Lieu d'échanges et d'analyses sur l'économie mondiale

Rencontres avec des experts français et étrangers sur des thèmes d'actualité économique internationale

Quarante sociétés membres : entreprises, organisations professionnelles et syndicales, établissements publics

Forum of information and analysis on the world economy

Forum of dialogue with French and foreign experts on international economics major issues

More than 30 meetings per year with participation of 40 firms representatives from the french business world

**Version française**  
 The CEPII  
 Staff  
 Research Areas  
 Working Papers  
 Databases  
 Publications  
 Meetings  
 Partnerships  
 Jobs  
 Contacts  
 Links  
 Press  
 E-mailing  
 Help

**CEPII**  
*Le Club*

© CEPII 2001

9, rue Georges Pitard - 75015 Paris - Tél. : (33) 1 53 68 55 00



## EDF: Controlled Growth

The EDF Group, Europe's leading electrical utility and an investor in 22 countries world-wide, has 42.9 million customers, including 31.9 million in France. Increased sales in 2001 of 40.7 billion Euros (+ 18.3%) marks both the parent company's strong global dynamism and its good capacity for reaction in the face of the opening of the markets.

In an open and keen market, the EDF Group stepped up its growth in 2001 to establish a network of companies in Europe and fully implement its skills for added value as the world's foremost electricity company.

The share of sales revenue outside electricity in France now comes to 35%, the objective being 50% in 2005. The Group features genuine growth relays throughout the world: the contribution of the Group's member companies to its sales revenue has climbed to 31.2%.

During the year 2001, all of the customer categories in France were able to benefit from an average drop in electricity prices despite a rise of 1% in November 2001. EDF's tariffs are still among the most competitive in Europe.

The EDF Group has enhanced its commitment to a long-term strategy which combines the three requirements of sustainable development: sustained growth, ongoing action to preserve the quality of the environment and a commitment not to achieve economic progress without social progress for everyone, an idea which expresses the acknowledgement of the right to energy.

In 2002, EDF will strengthen its positions in Europe and pursue the balanced development of all its activities, based in particular on synergies between its member companies. EDF also intends to combine economic efficiency and the general interest by committing itself to a modernised public service.

THE DEPARTMENT STORE CAPITAL OF FASHION  
LE GRAND MAGASIN, CAPITALE DE LA MODE

G A L E R I E S  
*Lafayette*

DUTY FREE SHOPPING  
DÉTAXE À L'EXPORTATION

WELCOME SERVICE  
BUREAU D'ACCUEIL

INTERPRETERS  
INTERPRÈTES

PRIVATE WEEKLY FASHION SHOWS  
DÉFILÉS DE MODE HEBDOMADAIRES

CURRENCY EXCHANGE OFFICE  
BUREAU DE CHANGE

LAFAYETTE GOURMET:  
DE LUXE GROCERY  
ÉPICERIE FINE

RESTAURANTS

GALERIES LAFAYETTE - 40, BD HAUSSMANN 75009 PARIS. MÉTRO CHAUSSÉE D'ANTIN-LA FAYETTE  
OPEN MONDAY THROUGH SATURDAY FROM 9.30 AM TO 7.30 PM.  
LATE NIGHT OPENING EVERY THURSDAY UNTIL 9 PM. TEL.: 01 42 82 36 40  
OUVERT DE 9 H 30 À 19 H 30 DU LUNDI AU SAMEDI. NOCTURNE JUSQU'À 21 H LE JEUDI. TÉL.: 01 42 82 36 40  
[www.galerieslafayette.com](http://www.galerieslafayette.com)

## G | M | F The German Marshall Fund of the United States

### STRENGTHENING TRANSATLANTIC COOPERATION

The German Marshall Fund of the United States (GMF) is an American institution that stimulates the exchange of ideas and promotes cooperation between the United States and Europe in the spirit of the postwar Marshall Plan. GMF was created in 1972 by a gift from Germany as a permanent memorial to Marshall Plan aid.

Through its work in the United States and Europe, GMF has pursued its founding mission to create a closer understanding between partners on both sides of the Atlantic. GMF's programs promote the study of international and domestic policies, support comparative research and debate on key issues, and assist policy and opinion leaders' understanding of these issues.

### FOR MORE INFORMATION

on GMF's grantmaking, fellowship, and/or partnerships,

#### please contact:

Julianne Smith, German  
Marshall Fund, 11 Dupont Circle  
NW,  
Suite 750,  
Washington, DC, 20007.

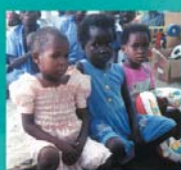
Tel: (202) 238-4003.

Fax: (202) 265 1662.

Email: [jsmith@gmfus.org](mailto:jsmith@gmfus.org).

[www.gmfus.org](http://www.gmfus.org)

## Hope Through Lasting Solutions



We believe that lasting solutions to address the major health problems of the developing world will be achieved through comprehensive public/ private partnerships.

The Merck Mectizan Donation Program, as well as the African Comprehensive HIV/AIDS Partnerships with the Government of Botswana and the Bill & Melinda Gates Foundation, are two partnerships that exemplify our long-term commitment to make medicines accessible around the world.

Continued efforts to train physicians and nurses in sub-Saharan Africa, and a partnership with the World Bank in Senegal also demonstrate the value of working together to bring the best of healthcare to those in need.

Nous sommes convaincus que de grands partenariats publics/privés nous permettront d'atteindre des solutions durables qui répondent aux problèmes de santé du monde en voie de développement.

Le programme de dons Merck Mectizan ainsi que le vaste partenariat africain avec le gouvernement du Botswana et la Fondation Bill & Melinda Gates sont deux exemples de notre engagement à long terme de rendre les médicaments accessibles dans le monde entier.



Nos efforts constants pour former les médecins et les infirmières de l'Afrique subsaharienne ainsi que notre partenariat avec la Banque Mondiale au Sénégal démontrent également la valeur des

collaborations visant à apporter les meilleurs soins médicaux aux personnes qui en ont besoin.



Merck & Co., Inc., Whitehouse Station NJ USA, is a global pharmaceutical company known in most countries outside the United States as Merck Sharp & Dohme (MSD).

An international strategy • Une stratégie internationale

The Société Générale Group is one of the largest banks in the eurozone. The Group employs 85,000 people worldwide in three key businesses :

- **Retail Banking** : Société Générale Group serves 13,4 million retail customers worldwide.
- **Asset Management & Private Banking** : Société Générale ranks third in the eurozone in terms of assets under management (EUR 298 billion in 2001).
- **Corporate & Investment Banking** : SG is the fourth largest bank in the eurozone based on net banking income.

La Société Générale est un des groupes financiers les plus importants de la zone euro. Avec plus de 85 000 personnes dans le monde, son activité se concentre autour de trois grands métiers :

- **la banque de détail** compte 13,4 millions de clients en France et à l'international.
- **la gestion d'actifs**. Le Groupe est n°3 parmi les banques de la zone euro par le montant des actifs gérés (298 Md EUR fin 2001).
- **la banque de financement et d'investissement** SG est n°4 de la zone euro de par son produit net bancaire.

[www.socgen.com](http://www.socgen.com)





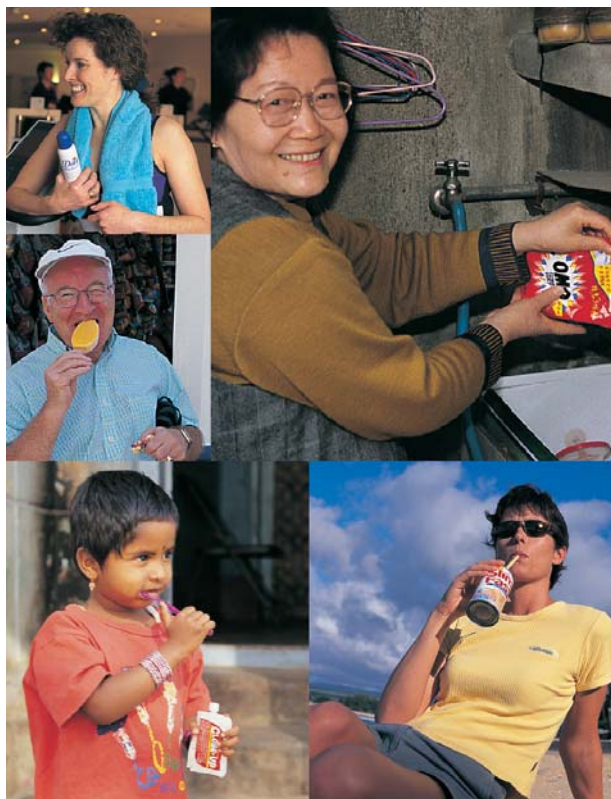
RETAIL BANKING • ASSET MANAGEMENT • CORPORATE AND INVESTMENT BANKING

D. Muench/Gorbits



Groupe mondial de services, SUEZ offre des solutions globales dans l'énergie, l'eau et la propreté, pour les particuliers, les entreprises et les collectivités. A travers sa filiale Ondeo, SUEZ dessert ainsi plus de 115 millions de clients en eau sur 5 continents. **Vous apporter l'essentiel de la vie.**

Global services group, SUEZ provides solutions in energy, water and waste services for individuals, businesses and municipalities. Through its subsidiary Ondeo, SUEZ serves 115 billion customers with water, over 5 continents. **Delivering the essentials of life.**



## Meeting everyday needs of people everywhere

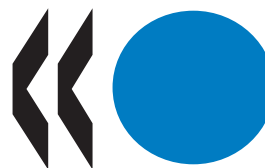
Our purpose in Unilever is to meet the everyday needs of people everywhere – to anticipate the aspirations of our consumers and customers and to respond creatively and competitively with branded products and services which raise the quality of life.

Unilever believes in sustainable development – meeting the needs of the present without compromising resources for future generations. This commitment begins and ends with our consumers. We believe that by constantly evolving to meet their changing needs, we can continue to develop our business in a profitable as well as socially and environmentally sustainable way.



[www.unilever.com](http://www.unilever.com)

# SourceOCDE



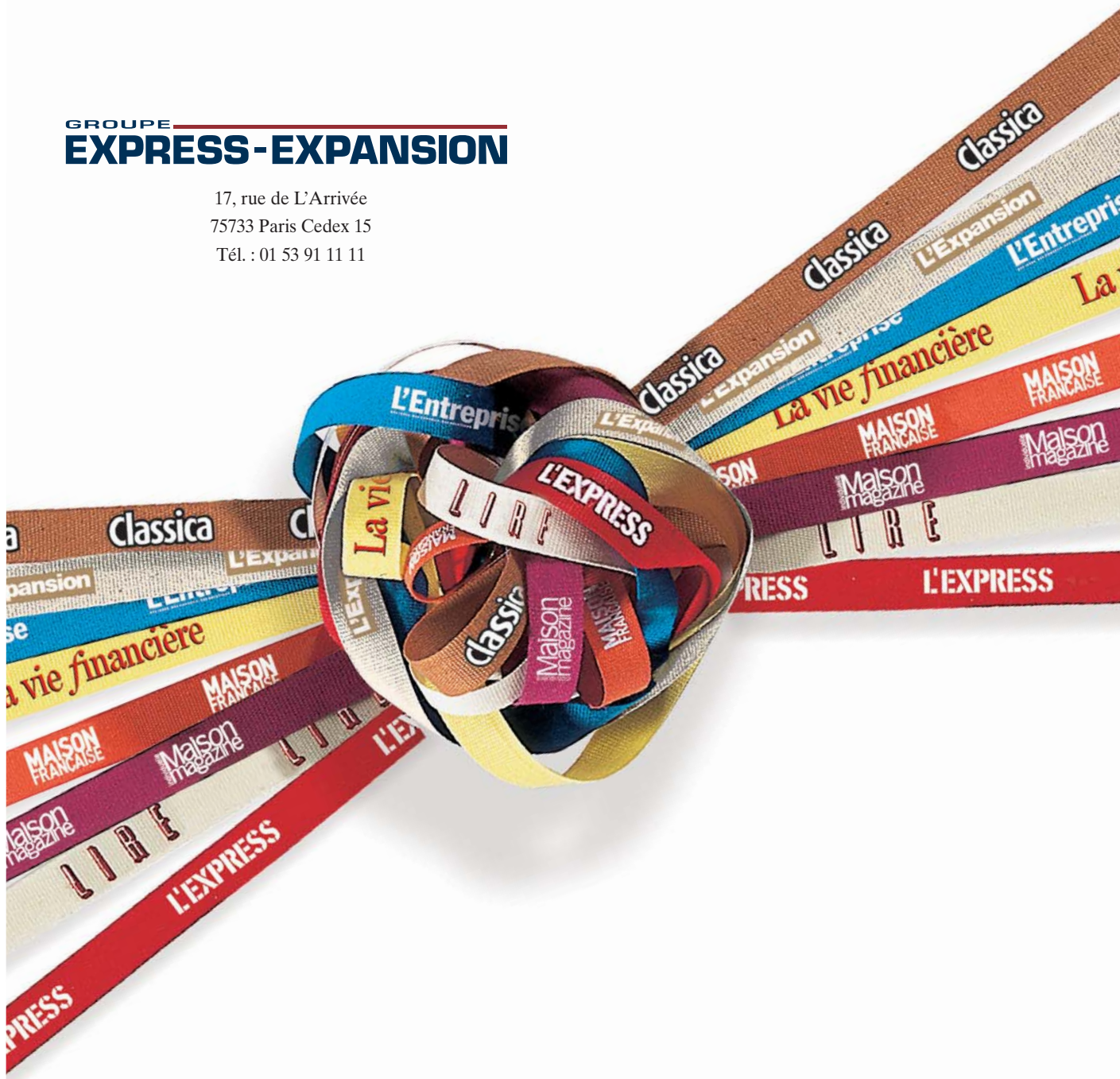
Un service parfaitement adapté aux universités,  
entreprises, consultants et administrations

[www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)



GRUPE  
**EXPRESS-EXPANSION**

17, rue de L'Arrivée  
75733 Paris Cedex 15  
Tél. : 01 53 91 11 11



**A**ctualité, économie, finance, culture, art de vivre  
huit grandes marques de Presse Magazine  
s'attachent entre elles pour satisfaire  
les centres d'intérêts des cadres et des hauts revenus.

# Un regard nouveau sur la coopération

## Concours de dissertation organisé à l'occasion du Forum 2002 de l'OCDE

• **MODÉRATEURS: HAROLD HYMAN**, JOURNALISTE ET PRÉSENTATEUR, RADIO CLASSIQUE, FRANCE

• **TOSHIRO IKEMURA**, RESPONSABLE DU BUREAU DE PARIS, YOMIURI SHIMBUN, JAPON

Le concours de dissertation pour les responsables de demain, a été organisé à l'occasion du Forum 2002 de l'OCDE, avec le généreux concours des autorités japonaises. Des étudiants du monde entier, âgés de moins de 25 ans, ont été invités à rédiger une dissertation sur le thème «**L'état du monde en 2002 – Comment la coopération internationale peut-elle contribuer à l'édification d'un monde meilleur ?**»

114 dissertations provenant de 43 pays ont été soumises. Les lauréats du concours ont participé à la cérémonie d'ouverture du Forum 2002 de l'OCDE. On trouvera ci-après des extraits particulièrement intéressants des huit dissertations sélectionnées.



**Médecine et mondialisation, pour un monde meilleur**  
de Cicero R. Habito  
(Philippines)

Je termine mes études de médecine, aux Philippines où, en dépit des progrès récents, un traitement aux antibiotiques reste inabordable pour plus de la moitié de la population. Ce n'est pas tant une question de pauvreté que de coût élevé des médicaments. Dans mon pays, le salaire minimum s'élève à 200 pesos par jour, soit moins de la moitié du prix d'une seule dose de Co-Amoxiclav. Les malades doivent souvent prendre trois doses par jour pendant une semaine. Par contre, dans des pays comme l'Inde, 200 pesos suffiraient largement pour un jour de traitement. Là-bas, les médicaments sont produits en grandes quantités et facilement accessibles à la population, au point que l'on voit des touristes et



Membres du panel

des voyageurs étrangers emporter chez eux des réserves de médicaments en vente libre.

Comment la coopération internationale peut-elle contribuer à l'édification d'un monde meilleur ? Dans mon pays, c'est un petit groupe d'importateurs et de fabricants de médicaments qui contrôle ouvertement leur distribution. Cette situation durait depuis des décennies, jusqu'à ce que, récemment, le gouvernement lance un programme parallèle d'importation de médicaments d'usage courant. Ce programme a permis d'inonder le marché philippin de médicaments moins chers, mais tout aussi efficaces, d'origine indienne. Il faut maintenant espérer que cette situation obligera les grossistes locaux à revoir leur politique de prix et incitera, à long terme, des industriels à fabriquer au niveau local des médicaments à moindre coût. Voilà pour moi un exemple concret de la manière dont la coopération internationale peut aider à régler un problème qui se pose à l'échelle locale.



**Géodiplomatie**  
de Parag Khanna (Suisse)

Chaque année, le Département d'État américain publie un rapport intitulé Patterns of Global Terrorism dans lequel le terrorisme est défini comme

« des actes de violence prémédités et perpétrés à des fins politiques par des groupes subnationaux contre des cibles civiles... » En janvier dernier, cependant, des intellectuels musulmans réunis en séminaire à la Mecque en ont adopté une nouvelle définition : « tous les actes d'agression commis par des individus, des groupes ou des États à l'encontre des personnes, y compris les attaques contre leur religion, leur vie, leurs idées ou leurs biens ». Comment allons-nous faire progresser la coopération internationale si nous ne parvenons même pas à en définir les objectifs ? La coopération ne peut contribuer à l'édification d'un monde meilleur que si elle repose sur un ensemble d'hypothèses communes.

Lorsque le Président iranien, Seyed Mohammed Khatami, a invité l'Assemblée générale des Nations unies à déclarer l'année 2001 « année internationale des Nations unies pour le dialogue entre civilisations », il a souligné que « ce dialogue pourrait permettre d'ouvrir la voie à l'instauration d'une justice et d'une liberté universelles ». Comme il le sous-entend avec raison, il n'existe aucun consensus universel sur la notion de « justice universelle ». Cette absence de consensus est grosse de dangers : dans la mesure où le triomphe de la justice, lorsqu'elle est réclamée à tout prix, passe souvent par le recours à la force, voire, la guerre. Traditionnellement, la « guerre » prenait la forme de conflits armés et d'une hostilité ouverte entre combattants d'États

souverains. En 1999, pourtant, deux colonels chinois ont publié sous le titre *Guerre sans limites*, un traité sur l'art de mener une guerre « qui transcende toutes les frontières et les limites... et ne recule devant aucun moyen, destructeur ou non, y compris la force, armée ou non armée, militaire ou non militaire, pour contraindre l'ennemi à accepter les finalités visées ». De toute évidence, nous ne sommes plus en mesure de distinguer collectivement le terrorisme et la guerre, ce qui crée une situation précaire et non-viable dans laquelle ces deux moyens sont utilisés par différents individus pour se faire justice.

La politique mondiale connaît une transformation systémique qui englobe la coopération traditionnelle inter-États dans un nouveau processus politique planétaire : la « Géodiplomatie ». Dans ce cadre élargi de coopération mondiale, la résolution des problèmes exige la participation active de multiples acteurs : gouvernements, secteur privé, organisations internationales, syndicats, société civile, milieux intellectuels et communautés religieuses.



**Favoriser l'écllosion d'une conscience mondiale, grâce à la coopération internationale**  
de Sachie Kikkawa (Japon)

Dans une économie qui se mondialise sous la poussée du progrès technologique, il est un facteur qu'il ne faut pas oublier, à savoir que les hommes sont la main-d'œuvre, les forces vives qui constituent le fondement traditionnel de la prospérité des nations. Pourtant, alors que les technologies ont suscité un accueil enthousiaste dans le monde entier, la dimension humaine n'a pas été suffisamment privilégiée. Il paraît donc indispensable pour favoriser la prospérité mondiale que la coopération internationale facilite l'accès aux connaissances et contribue à améliorer le niveau de la main-d'œuvre.

La révolution post-technologique, qui a beaucoup rapproché les nations, exige que chacun soit animé d'une « conscience mondiale » pour que les nations puissent fonctionner comme un ensemble. Une « conscience mondiale » exige une sensibilité culturelle, une faculté d'adaptation à la mondialisation et la volonté de coopérer avec autrui. Or, le monde vit des tragédies imputables à des points de vue égocentriques ou désireux de faire primer les intérêts locaux. Les tensions per-

ceptibles dans le monde entier après les événements du 11 septembre et les crises économiques mondiales qui s'en sont suivies, l'attestent. Ces tensions sont nées de l'absence « de conscience mondiale ». Ainsi, c'est en œuvrant conjointement à l'avènement d'une « conscience mondiale » partout sur la terre, au même degré et aussi rapidement que les nations produisent des experts en informatique et en technologies, que l'on désamorçera les crises présentes et futures qui mettent en péril la prospérité du monde.



**La coopération internationale : s'unir pour atteindre des objectifs communs**  
de Patrick Kiyemba (Ouganda)

Du point de vue politique, la coopération aide les habitants du monde entier à mettre en place une bonne gouvernance d'un État. Celle-ci va de pair avec le respect des droits de l'homme et des régimes politiques suffisamment forts pour garantir la paix et la stabilité.

La coopération internationale dans le domaine économique peut aboutir à l'amélioration de la qualité de vie. Grâce au commerce, des ressources qui sont abondantes dans une région du monde peuvent être acheminées vers d'autres régions où elles sont rares ou font cruellement défaut. La vente d'aliments biologiques à l'Europe, par exemple, pourrait sauver des vies en Afrique, dont les habitants pourraient en retour importer des médicaments dont ils ont le plus grand besoin. Grâce aux échanges internationaux, les populations des pays les moins développés peuvent profiter de biens et de services auxquels ils n'auraient pas accès sans ce type de coopération.

La coopération internationale facilite aussi le transfert de technologies et de savoir-faire entre différentes régions du monde. En Ouganda, par exemple, nombreux sont ceux qui ont acquis des compétences et des technologies adaptées grâce au programme allemand *Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ). La coopération joue aussi un rôle clé dans la recherche (lutte contre le SIDA, par exemple). En Ouganda encore, de nombreux programmes de recherche ont apporté une contribution décisive à la résolution de problèmes de portée mondiale. Citons, à titre d'exemple, les travaux menés par Sir Albert Cook qui ont permis d'inverser les terribles effets de la maladie du sommeil.



**Les entreprises peuvent contribuer au développement d'un pays**  
de Maité Millogo (France)

L'instabilité politique dans de nombreux pays constitue en fait un frein à leur développement. C'est le cas, notamment, des pays qui ont des problèmes de corruption ou de ceux dont les dirigeants ne se soucient guère du bien-être de la majorité de la population. Cela est particulièrement évident dans les pays où le montant des ressources allouées aux soins de santé et à l'éducation de base est insuffisant. Malheureusement, la coopération internationale n'a généralement que peu de moyens d'infléchir la politique menée par certains gouvernements et le développement est donc tributaire des réformes politiques intérieures. Or, ces réformes ne peuvent être engagées sans volonté populaire. Néanmoins, une option s'offre aux pays développés : soutenir la croissance des petites entreprises du Tiers-monde, en contournant les organismes publics corrompus pour faire parvenir directement l'aide aux personnes qui se lancent dans des activités commerciales. En effet, le développement d'un pays est souvent le fruit de cette dynamique économique interne enclenchée par les entrepreneurs.

Les acteurs de la coopération internationale doivent, par conséquent, utiliser tous les moyens dont ils disposent pour aider les habitants des pays en développement à trouver leur place dans l'économie. Mais cette aide extérieure doit respecter les us et coutumes de chaque nation, pour que l'économie ne se développe pas aux dépens de l'identité nationale. C'est là que réside la principale difficulté. Nous pourrions alors assister à l'avènement d'un monde meilleur, régi non pas par un modèle économique unique, imposé aux pays en développement, mais par des modèles différents, adaptés chacun aux besoins et aux atouts spécifiques des différentes cultures.



**Les objectifs du développement international**  
de Andrew Peek (États-Unis d'Amérique)

Le tir, bas et puissant, décrivait une courbe inexorable en direction du but. Un but assuré jusqu'à ce que le ballon vienne frapper la tête de Daoud

Nabavi. Celui-ci s'écroula sur le terrain, étranger aux joueurs qui tournoyaient encore autour de lui. L'un des joueurs américains courut néanmoins vers Nabavi qui gisait immobile, le retourna et se mit à parler à l'Iranien d'une voix réconfortante. La partie finit par s'interrompre et les porteurs de civière arrivèrent. Mais ce bref moment d'un match du tournoi international inter-lycées de 1996 avait permis de transcender près de deux décennies d'hostilité officielle entre nos deux pays.

De façon plus générale, ce match de football symbolisait, plus éloquemment qu'aucun des innombrables rapports officiels, la réussite de la coopération internationale. Les formes les plus efficaces de coopération internationale ne se réduisent pas aux rapports entre fonctionnaires et gouvernements – même s'ils partagent les mêmes idées – ou entre les participants aux opérations militaires conjointes ou les convives des dîners officiels, que ce soit à la Maison blanche, au Kremlin ou au Mont du Temple. Les exemples les plus durables de coopération entre les nations s'observent au niveau de leurs habitants, entre des personnes unies par des intérêts et des aspirations similaires. Un simple match de football n'a évidemment pas permis de dégeler les relations entre les deux pays ennemis, mais à long terme, il a contribué à ce résultat. Si l'Iran et les États-Unis devaient entrer en guerre, Nabavi hésiterait sans doute davantage à prendre les armes contre un ennemi qu'il sait respectable, tout comme l'Américain hésiterait lui aussi.

Bien que les deux équipes luttèrent d'arrachepied, ce furent finalement les Iraniens qui remportèrent la victoire d'un but marqué sur penalty à moins d'une minute de la fin. Après le match, je vis Daoud se diriger vers les vestiaires avec plusieurs de ses coéquipiers et je m'arrêtai un instant, me demandant s'il se souvenait. Nabavi se retourna et croisa mon regard. D'un air penaud, frottant d'une main sa joue violacée, il se mit à crier en anglais avec un accent prononcé, mais néanmoins compréhensible : « Joli tir. Remercie ton ami de m'avoir aidé à me relever » et en faisant un geste d'adieu, il s'en alla, et la détente entre les États-Unis et l'Iran venait de faire à nouveau un petit pas en avant.

Comment, et jusqu'à quel point, la coopération internationale peut-elle contribuer à l'édification d'un monde meilleur ? Le rôle positif que peut jouer la coopération internationale est bien connu. La coopération entre les alliés durant les

guerres mondiales a eu une importance capitale dans l'Histoire. Mais les alliances de ce genre ont toutefois vu le jour dans des circonstances pénibles, et ces guerres ont provoqué des tensions entre les pays et la bipolarisation de la planète. Néanmoins, la fin de la seconde Guerre mondiale a aussi mis en évidence la nécessité de développer une coopération économique à l'échelle mondiale. En 1947, les États-Unis ont fourni, dans le cadre du plan Marshall, l'aide économique nécessaire à la reconstruction des pays européens ravagés par la guerre. Malheureusement, les pays d'Europe de l'Est qui auraient pu être aidés et sauvés après avoir été mis à sac durant la guerre, n'ont pu bénéficier de cette aide en raison de l'influence soviétique. Aujourd'hui, avec la chute du rideau de fer, nous pouvons de nouveau envisager une initiative importante visant à étendre la coopération économique mondiale à tous les pays.



#### La coopération internationale fondée sur le respect

de Martina Rosakova  
(République slovaque)

Il est nécessaire que cette coopération avance de manière à éviter les conflits du passé, afin de créer un monde meilleur. En faisant de l'assistance mutuelle notre principal objectif, nous pourrions établir des relations plus pacifiques entre les États. Il est vrai que la devise de la France (« liberté, égalité, fraternité ») peut servir de modèle au monde entier. L'effort de coopération doit être fondé sur le respect indispensable à la découverte de cultures différentes. Il s'agit de trouver des voies de coopération, et pas uniquement d'imitation. Chaque pays apporte à la communauté internationale ses particularismes, ses différentes manières de faire. Il est extrêmement important d'initier les enfants aux principes de la coopération internationale, afin de garantir un avenir qui sera bâti sur le respect et la tolérance réciproques à l'égard des besoins d'autrui. En fait, la clé d'une coopération efficace entre les pays, d'une amélioration réelle du monde actuel, peut se résumer en une seule notion, celle de respect.

« La démocratie est le pire des systèmes... à l'exception de tous les autres », Winston Churchill. Les hommes ne sont plus ce qu'ils étaient. Dans la culture occidentale, les hommes étaient au centre de la vie sur Terre. Dieu nous a donné le pouvoir de dominer la création, et les rapports entre les

hommes étaient au cœur de la philosophie durant les 20 derniers siècles. Tout au long de notre histoire, nous avons développé de nombreux modes d'appartenance : famille, communautés, États, partis politiques, etc. Nous avons aussi dominé notre environnement, en changeant les choses comme bon nous semblait, en créant de nouvelles.



#### Les consommateurs de la démocratie

de Christopher Tabilo Heavey  
(Chili)

Puis, nos rapports avec les marchés ont fait de nous des consommateurs. Aussi, aujourd'hui, nous comportons-nous en consommateurs lorsque nous voulons obtenir quelque chose de nos proches, de nos camarades d'école ou des institutions publiques : nous voulons que cela soit « prêt à l'emploi », au meilleur prix et d'un aspect agréable. Ces vingt dernières années, mon pays, le Chili, a fait de l'économie de marché la clé de voûte de ses institutions. Ce système a modifié le mode de pensée de nombre de mes compatriotes qui maintenant pensent et agissent davantage comme des consommateurs.

Nous devons, pourtant, assumer aussi un autre rôle : celui de citoyen. Les citoyens font partie d'un État, d'une communauté et ne peuvent se soustraire à un droit et à un devoir fondamental : celui de participer. Il est surprenant de constater que nombreux sont ceux qui rejettent cette idée. Les dirigeants attirent alors l'attention de leurs concitoyens en les poussant à faire ce qu'ils jugent urgent. Le pouvoir émane du peuple, mais la plupart des dirigeants s'efforcent de le retenir pour eux. La démocratie est un régime politique non autoritaire car il limite les pouvoirs des dirigeants, mais il a besoin de la participation active de ses citoyens pour fonctionner correctement. Nous devons, par conséquent, apprendre à jouer notre rôle de citoyens. La coopération internationale doit se fixer comme objectif la défense des gouvernements démocratiques, en améliorant l'éducation de leurs citoyens. ■

# Les Prix Nobel se penchent sur l'avenir

## À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle

- **MODÉRATRICE: ANNEMIE NEYTS-UYTTEBROECK**, MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES, BELGIQUE
- **LEO ESAKI**, PRÉSIDENT, SHIBAURA INSTITUTE OF TECHNOLOGY, JAPON
- **ROBERT MUNDELL**, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE COLUMBIA, ÉTATS-UNIS
- **BURTON RICHTER**, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE STANDFORD, ÉTATS-UNIS



De gauche à droite : Robert Mundell, Leo Esaki and Annemie Neyts-Uyttebroeck

Liberer la créativité, donner accès aux technologies et stabiliser le système monétaire international : voilà, selon les lauréats du Prix Nobel réunis au Forum 2002 de l'OCDE, trois défis que nous aurons probablement à relever au cours des 10 à 15 prochaines années. **Annemie Neyts-Uyttebroeck** affirme que ces défis ne sont en aucun cas circonscrits à un seul pays, à une seule culture ou à un seul continent. Les solutions doivent nécessairement transcender les frontières et les cultures, démarche que ces Prix Nobel ont toujours suivi.

Dans sa recherche d'un juste équilibre entre humanité et technologie, **Léo Esaki** apporte quelques lumières sur l'école zen et le rôle qu'elle pourrait éventuellement jouer pour stimuler la créativité. Il justifie la nécessité d'un système éducatif « moderne », dans lequel la créativité permettrait aux élèves de faire face aux aléas de demain, par sa propre expérience dans le domaine de l'électronique, où les idées totalement originales ont souvent été source de progrès. « Aucune recherche, aucune amélioration du tube à vide, si importantes fussent-elles, n'aurait pu donner naissance au transistor qui a débouché sur un foisonnement d'innovations technologiques », dit-il. « L'esprit créateur constitue la force motrice du progrès. »

Toutefois, puisque le progrès économique découle des pays riches et puissants, généralement en quête de plus de richesses et de puissance, ils n'ont guère de raisons de partager ses bienfaits avec les pays pauvres. C'est en tout cas

l'opinion de **Burton Richter**. D'après lui, un « arbitre » est indispensable et les mieux placées pour jouer ce rôle sont actuellement les organisations non gouvernementales (ONG). Ainsi, l'accès à l'Internet pourrait permettre aux scientifiques et aux chercheurs des pays en développement (PVD) de prendre connaissance au jour le jour des dernières découvertes. Mais, en raison de ce que Burton Richter décrit comme une mauvaise politique menée dans les PVD, les communications téléphoniques coûtent trop cher. Il suggère donc que les gouvernements des PVD trouvent un moyen de fournir aux écoles et aux chercheurs un accès bon marché à l'Internet via les lignes téléphoniques intérieures tandis que les pays riches devraient financer les connexions longue distance.

Anticipant une possible évolution des mentalités, Léo Esaki prévoit que l'éducation traditionnelle, fondée sur la faculté de discernement, l'esprit d'analyse et la capacité à juger en connaissance de



Burton Richter

cause, sera supplantée par l'éducation moderne, qui fait la part belle à l'imagination. « Les élèves à qui on demande d'avoir des idées originales doivent opérer la transition de la culture traditionnelle à la culture moderne », affirme-t-il. Chose qui leur est impossible s'ils ne font que recopier un cours et le répéter mécaniquement à leurs professeurs.

D'après Léo Esaki, valoriser l'auto-apprentissage et l'autonomie, caractéristiques de la philosophie zen, peut nous aider à développer la créativité. « Quand on me demande ce qu'enseigne l'école zen, je réponds qu'elle n'enseigne rien. Quels qu'ils soient, les enseignements du zen émanent de notre esprit. »

Néanmoins, Burton Richter prévient que la créativité seule ne suffit pas. Les gens doivent être capables de juger par eux-mêmes la fiabilité des informations qu'on leur livre. Les aliments transgénétiques : un bien ou un mal ? Le réchauffement climatique : urgence ou problème secondaire ? Burton Richter fait valoir que nul n'est besoin d'être un expert pour en considérer les dangers et les avantages. Mais nous devons être capables de juger par nous-mêmes. L'éducation est fondamentale, ajoute-t-il, en marquant bien la différence entre éducation et formation. « La formation vient se greffer sur l'éducation, elle nous enseigne une tâche bien précise. L'éducation devrait nous apprendre à apprendre, car il en sera ainsi notre vie durant. »

L'innovation sera, peut-être, le produit d'un juste dosage entre les systèmes éducatifs traditionnel et

moderne. Léo Esaki a précisé sa pensée en citant la célèbre phrase d'Isaac Newton : « J'ai vu plus loin que les autres parce que je me suis juché sur les épaules de géants. » Burton Richter convient que la créativité n'est rien si elle ne repose pas sur une base solide de connaissances préalablement acquises. Ainsi, les artistes doivent savoir dessiner avant de pouvoir devenir de grands maîtres et « l'idiot savant » qui trouve des idées géniales alors qu'il est ignare est un mythe.

Tandis que Léo Esaki évoquait les tubes à vide, **Robert Mundell** parlait du vide laissé dans le système monétaire international. Ce fossé creusé dans les années 1970 lorsque les États-Unis ont mis fin à la convertibilité du dollar en or et ont



Robert Mundell

adopté des taux de change flottants doit être comblé, dit-il. Les taux de change flottants ne sont pas une bonne idée, car un système monétaire inter-

national stable a besoin de règles alors que le terme « flottant » revient à dire qu'il n'y a pas de règles. À ce jour, le vide laissé par l'or, étalon monétaire mondial pendant 25 siècles environ, n'a pas été véritablement rempli et c'est là la cause principale de l'instabilité de l'économie mondiale au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Il prévoit la création d'une monnaie internationale commune qui jouerait un rôle identique à celui de l'étalon or dans les 10 à 15 prochaines années. À cette date, l'euro et le dollar seront devenus deux grandes monnaies internationales, coexistant peut-être avec d'autres monnaies régionales et il y aurait moins de raisons pour une zone monétaire de faire obstacle à une évolution vers un étalon monétaire international. ■

## Différentes méthodes pour faire face à la mondialisation

### Préoccupations du public face à la mondialisation



De gauche à droite : Edward Goldsmith, David Crane, Dae Whan Chang et Chris Brooks

- **MODÉRATEUR: CHRIS BROOKS**, DIRECTEUR, DIRECTION DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE LA COMMUNICATION, OCDE
- **DAE WHAN CHANG**, PRÉSIDENT ET ÉDITEUR, MAEIL BUSINESS NEWSPAPER AND TELEVISION, CORÉE
- **DAVID CRANE**, RÉDACTEUR D'ARTICLES ÉCONOMIQUES, THE TORONTO STAR, CANADA
- **EDWARD GOLDSMITH**, FONDATEUR ET RÉDACTEUR EN CHEF, "THE ECOLOGIST", ROYAUME-UNI
- **BEATRIZ PAREDES RANGEL**, PRÉSIDENTE DE LA CELLULE DE DIRECTION, CHAMBRE DES DÉPUTÉS, MEXIQUE
- **LAURENCE PARISOT**, PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL, INSTITUT FRANÇAIS DE L'OPINION PUBLIQUE (IFOP)

Les intervenants expriment des critiques plus ou moins vives concernant les effets de la mondialisation, critiques qui vont du rejet total au réajustement assez conséquent. De même, les remèdes qu'ils proposent vont du rejet de l'idée même de mondialisation, avec retour au concept du « tout ce qui est petit est mignon » s'agissant des entreprises, à la réalisation du problème en y mettant le prix.

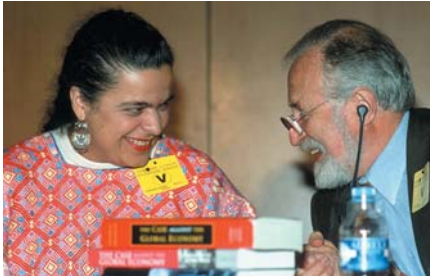
D'après **Dae Whan Chang**, l'écart grandissant entre le monde des nantis et celui des démunis découle des disparités entre les revenus, qui, elles-mêmes, résultent de l'inégale répartition du savoir. Pour remédier à cette situation, il faudrait

mettre en œuvre un plan international en quatre points axé sur le développement de la démocratie et de l'éducation à l'échelle mondiale, la disparition du fossé numérique et la création d'un programme international destiné aux personnes hautement qualifiées. Il cite en exemple son propre pays dont la réussite résulte de cette stratégie. En effet, la Corée, qui, en 1960, était au même niveau que le Ghana, est aujourd'hui l'un des principaux pays développés.

Les entreprises internationales, les multinationales ont pris part à la transformation du pays et ont contribué à combler le fossé. La clé du succès réside dans la mise en place de politiques qui

13 Mai 2002

mettent l'accent sur l'éducation et conduisent à une économie fondée sur le savoir. Rappelant la réussite du projet « Vision Corée » (Vision Korea Project), Dae Whan Chang propose la création d'une « force internationale du savoir » dont les spécialistes, mobiles, seraient envoyés dans les pays qui en exprimeraient le besoin.



De gauche à droite: Beatriz Paredes Rangel et David Crane

David Crane indique que la plupart de ses compatriotes souscrivent à un système capitaliste fondé sur les lois du marché, mais qu'ils sont également favorables à une économie mixte qui attache de l'importance aux biens et aux services publics. Il se trouve, en effet, que les quatre principales préoccupations au sujet de la mondialisation portent sur 1) l'idéologie du libéralisme à tout crin (parfois dénommée « consensus de Washington »), 2) le manque de transparence et de responsabilité (ce qu'il convient d'appeler le déficit de démocratie), 3) l'incapacité grandissante de la société à influencer sur son environnement socio-économique et 4) l'accroissement des inégalités sur le plan mondial associé à ce qui est perçu comme l'injustice du système international.

L'idée que tout est à vendre dans un monde où les gouvernements maîtrisent de moins en moins la situation a entraîné une désillusion chez les

citoyens qui hésitent maintenant à aller voter. Dans cette atmosphère d'hostilité croissante, la méfiance vis-à-vis des organisations internationales s'est accentuée. Selon David Crane, la contribution de la mondialisation est cruciale pour faire avancer le monde. Aussi, la définition de codes de conduite tels que les Lignes directrices de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales est-elle très importante. « La mondialisation peut nous apporter des conditions de vie meilleures, plus confortables, » déclare-t-il « mais nous devons l'orienter dans la bonne direction et créer des systèmes de gestion des affaires publiques et de règles qui tiennent compte des besoins et des aspirations des peuples de tous les pays libres. »

Dans une critique globale des politiques internationales actuelles en matière de finance et de développement, Edward Goldsmith fait observer que les échanges et l'investissement internationaux ont des effets désastreux sur les pays du Tiers monde qui s'enfoncent inéluctablement dans la pauvreté. Il accuse la Banque mondiale et le FMI de contraindre ces pays à appliquer des politiques qui privilégient largement l'exportation de denrées alimentaires au détriment de la production d'aliments vitaux pour leur propre population. Il ajoute que les entreprises multinationales sont en train de piller les ressources naturelles de la planète dans le seul but de continuer à faire des bénéfices. « Les entreprises ne sont plus soumises à quelque contrainte que ce soit. Le problème, aujourd'hui, ce n'est pas seulement le développement, mais la survie, » déclare Edward Goldsmith. « Les entreprises transforment les ressources naturelles du monde en espèces sonnantes et trébuchantes, » prévient-il, « nous ne pouvons pas continuer dans cette direction, il nous faut changer de cap avant qu'il ne soit trop tard. »

Beatriz Paredes déclare que la principale critique que l'on peut formuler à l'encontre de la mondialisation est qu'il s'agit d'un système d'exclusion qui impose une stratification sociale, concentre les disparités de revenus et provoque des effets dévastateurs sur l'environnement. La notion même d'État-nation est, aujourd'hui, menacée, comme le fut, hier, la souveraineté nationale. L'idée selon laquelle seul le travail mérite salaire doit être révisée. Dans la plupart des régions de l'Amérique latine, les descendants des populations indigènes ont été exclus des retombées favorables de la mondialisation et se sont sentis contraints d'émigrer. Le défi à relever aujourd'hui est celui d'une « mondialisation du développement et des perspectives d'avenir ».

Laurence Parisot indique que, selon un sondage d'opinion réalisé en France pendant la campagne présidentielle, 47 % des Français pensent que leur pays a plus à perdre qu'à gagner de la mondialisation, contre 41 % qui estiment qu'ils peuvent y gagner davantage. Les personnes les plus inquiètes se situent à l'extrême gauche et à l'extrême droite sur l'échiquier politique français. Trente et un pour cent des personnes interrogées pensent que les États-Unis sont « un ennemi de la France » ; les deux raisons le plus souvent avancées sont la peur de la mondialisation et une trop grande dépendance à l'égard de ce qu'on appelle les « grandes multinationales ».

Pour conclure, Chris Brooks évoque la complexité du débat. La mondialisation est un thème fourre-tout, qui sert parfois à justifier une idéologie et il faut s'interroger sur ce lien de cause à effet. On distingue deux tendances diamétralement opposées : d'un côté les personnes qui sont entièrement favorables à la mondialisation, de l'autre, les opposants à la modernité que tout progrès technique effraie. ■



Un service adapté aux demandes des individus

[www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

# Loin de ralentir ou d'inverser le processus de mondialisation, les inquiétudes en matière de sécurité l'accélèrent

## Le regain des préoccupations sécuritaires compromet-il la mondialisation ?

- **MODÉRATRICE: ANNEMIE NEYTS-UYTTEBROECK**, MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES, BELGIQUE
- **FRANÇOIS DAVID**, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE COFACE, FRANCE
- **PADMA DESAI**, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE COLUMBIA, ÉTATS-UNIS
- **AHMED GALAL**, DIRECTEUR EXÉCUTIF, CENTRE ÉGYPTIEN DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
- **DAVID IGNATIUS**, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION, INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
- **L. CRAIG JOHNSTONE**, VICE-PRÉSIDENT ET DIRECTEUR RÉGIONAL POUR L'EUROPE, THE BOEING COMPANY
- **SIEGMAR MOSDORF**, MEMBRE DU PARLEMENT FÉDÉRAL, ALLEMAGNE



De gauche à droite: François David et Annemie Neyts-Uyttebroeck

Ahmed Galal considère pour sa part que l'intitulé de la question posée est absurde, car en fait si le processus de mondialisation devait faire marche arrière, ce serait très probablement sous la poussée de révoltes populaires déclenchées par les disparités de revenus entre les pays riches et les pays

pauvres plutôt que du fait du terrorisme. « A mon avis, c'est ce genre de révoltes qui risquent d'inverser le processus plus que tout autre aspect touchant à la sécurité. »

La plupart des intervenants s'accordent à penser que le rythme de la mondialisation s'est plutôt accéléré que ralenti depuis le 11 septembre et préconisent d'accorder une plus grande attention à la régulation des échanges financiers mondiaux.

Cela ne veut pas dire que les craintes concernant la sécurité soient sans influence sur la mondialisation. Bien au contraire, les intervenants font observer que les efforts déployés pour améliorer la sécurité ont conduit à renforcer les contacts entre les gouvernements et les réglementations financières ainsi qu'à élargir les priorités en matière d'aide et d'investissement à l'étranger. Ces mêmes craintes ont, par ailleurs, aussi fait ressortir la supériorité militaire des États-Unis par rapport à ses alliés, situation qui risque avec le temps d'aviver les tensions entre les États-Unis et leurs alliés.

« Les communautés sont de plus en plus proches les unes des autres, de sorte que nous sommes confrontés aux problèmes des uns et des autres », fait observer Siegmur Mosdorf. « Nous devons trouver des valeurs communes » pour être en mesure de résoudre ces problèmes. Il préconise un renforcement de la coopération entre les États ainsi que la formation d'un vaste partenariat entre le secteur public et les entreprises dans le domaine de l'investissement étranger. « Nous devrions interpréter les événements du 11 septembre comme offrant la possibilité d'œuvrer ensemble avec plus de détermination qu'auparavant et de définir des valeurs et des objectifs communs pour l'ensemble de l'économie mondiale. »

David Ignatius déclare que la politique de publication des noms des coupables suivie par l'OCDE



David Ignatius

à l'égard des paradis fiscaux et des blanchisseurs d'argent sale montre aussi que l'intégration financière mondiale s'est poursuivie après le 11 septembre 2001. « Il existe en fait un système nerveux financier et la menace de s'en voir exclu peut être fatale. »

Les perspectives ne sont pas entièrement favorables. Durant la période qui a immédiatement suivi les attentats, les voyages d'affaires et de loisir ont marqué un recul brutal, l'investissement direct étranger s'est ralenti et des sommes considérables d'argent ont été affectées au financement d'opérations militaires en Afghanistan. Mais huit mois plus tard, les répercussions des attentats sur l'économie des États-Unis, sur les échanges et les investissements internationaux paraissent peu sensibles.



L. Craig Johnstone

« Nous n'avons pas de raisons de penser que le terrorisme aura des effets concrets sur la mondialisation », déclare L. Craig Johnstone, qui ajoute « cette tragédie pourrait non seulement avoir conduit à encourager la mondialisation mais aussi à assurer une plus grande équité sociale ».



13 Mai 2002

François David reconnaît que les attentats perpétrés à New York et à Washington n'ont guère eu d'effets durables sur la mondialisation mais ajoute qu'une mondialisation incontrôlée risque de renforcer l'insécurité à certains égards, par exemple du fait de la propagation des crises financières d'un pays à l'autre.

Les combats en Afghanistan sont une autre source d'inquiétude, de même que de manière plus générale, la guerre déclenchée par les États-Unis contre le terrorisme, et les Européens s'inquiètent de savoir quelle en sera l'issue, notamment au vu des menaces d'assauts prochains contre l'Iraq, brandies par certains responsables américains, et de la poursuite de la violence au Moyen-Orient. Les divergences entre les États-Unis et l'Europe risquent de briser l'unité de vue qui avait prévalu depuis l'an dernier et pourraient conduire à une impasse les efforts déployés pour préserver une position commune sur la conduite de la lutte contre le terrorisme.



Padma Desai

« Les partenaires européens des États-Unis ressentent une certaine frustration d'être contraints de jouer un rôle en quelque sorte de subordonné » dans l'alliance contre le terrorisme, déclare **Padma Desai**. Elle fait valoir que du fait de leur supériorité militaire et technologique, les États-Unis continueront à prendre l'initiative des engagements militaires en laissant à l'Europe le soin de nettoyer derrière eux et se charger des opérations de maintien de la paix et de reconstruction des nations.

Selon David Ignatius, un déséquilibre aussi manifeste entre les moyens militaires des États-Unis et ceux de l'Europe ne peut manquer d'avoir « des conséquences politiques réelles ». Il ajoute qu'à moins que les Européens ne décident d'accroître de manière considérable leurs investissements et leurs efforts de recherche militaire, ils devront accepter de la part des États-Unis une certaine dose d'unilatéralisme sur le plan militaire, qui risque de les mettre dans une position inconfortable.

En dépit des nuages évoqués ci-dessus, les intervenants s'accordent pour reconnaître les effets tout à fait positifs que peut avoir la mondialisation, aussi longtemps qu'elle peut être effectivement réglementée, ce qui exigera de ne pas relâcher les efforts et de faire preuve de vigilance. « La mondialisation peut être assimilée à un feu qui brûle dans la cheminée », conclut Ahmed Galal. « s'il est modéré, sa chaleur vous permettra d'affronter la froidure des hivers, s'il flambe trop fort, il finira par brûler toute la maison. » ■

## L'Europe et les pays du sud de la Méditerranée : Une fracture profonde ?

### Le Moyen-Orient – Vers l'intégration régionale des pays arabes et des pays de l'Europe méditerranéenne

- **MODÉRATEUR : JORGE BRAGA DE MACEDO**, PRÉSIDENT, CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE ET ANCIEN MINISTRE DES FINANCES DU PORTUGAL
- **BOUTROS BOUTROS-GHALI**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE
- **LEONARDO CLERICI**, PRÉSIDENT DE L'ISTITUTO DI SKRIPTURA
- **JEAN-PAUL FITOUSSI**, INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES, FRANCE
- **KENIZE MOURAD**, ÉCRIVAIN, TURQUIE

En dépit des liens historiques, culturels et souvent privilégiés tissés entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée, le développement de l'Europe s'est souvent écarté de celui de ses voisins du sud a déclaré **Boutros Boutros-Ghali** au Forum 2002 de l'OCDE.

« Lorsque le marché commun a été créé en 1957, il regardait vers le nord. L'intégration ultérieure de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce en 1985 et un nouvel élargissement en 1995 ont entraîné la marginalisation économique de certains pays



Boutros Boutros-Ghali

du sud de la Méditerranée comme le Maroc », ajoute Boutros Boutros-Ghali. Aujourd'hui, l'Union européenne se prépare à un nouvel élargissement cette fois-ci vers l'Est et les disparités qui se sont creusées entre une UE forte de 15 pays et 12 pays sous-développés pourraient poser de graves problèmes à l'avenir.

L'Europe a eu tendance à ne pas vouloir regarder en face cette réalité : elle est inextricablement liée par la géographie, la démographie et d'autres facteurs aux problèmes des pays du sud de la Méditerranée. « Or, les problèmes que connaissent aujourd'hui ces pays seront ceux de l'Europe de demain, » souligne Boutros Boutros-Ghali. La population augmente dans les pays situés sur le pourtour sud de la Méditerranée. En 2050, plus de la moitié de sa population sera âgée de moins de 15 ans. Ces pays sont dépourvus de politiques d'éducation solides et les millions de futurs candidats seront confrontés à une pénurie d'emplois.

Dans le même temps, l'Europe verra diminuer sa population. Durant les 50 années à venir, elle baissera de 17 % et d'après un rapport des Nations unies, il faudra 1.6 million d'immigrants par an pour combler les pertes économiques. Sur les millions d'immigrants que compte actuellement l'Europe, la plupart sont originaires des pays du sud de la Méditerranée. Pourtant, ils sont sous-représentés dans les instances dirigeantes. Il importe de se poser la question des moyens à prendre pour intégrer les millions de musulmans en Europe.

La réflexion actuelle sur l'intégration régionale a progressé lors d'une réunion organisée il y a deux ans au Caire avec le Centre de développement de l'OCDE, la Banque mondiale et le Forum de recherche économique sur le thème des perspectives d'intégration régionales pour les pays arabes, l'Iran et la Turquie rappelle **Jorge Braga de Macedo**. Cette réunion avait pour but d'enrichir

de nouveaux points de vue un débat qui s'était ouvert dans les années 30 sur la question de savoir si l'intégration régionale permettrait de libéraliser les échanges mondiaux. Les débats de cette réunion ont conduit à dépasser le cadre des économies pour aborder des questions touchant à la culture et à la politique.



Kenizé Mourad

« Nous vivons à une époque difficile où la démocratie est fragile », fait valoir **Jean-Paul Fitoussi** en se référant aux récentes élections en France et ailleurs en Europe. Mais il ajoute que l'Europe « devrait être perçue comme une force de nature à renforcer la démocratie » dans les pays du sud de la Méditerranée, qu'il est nécessaire de construire une sorte de marché commun dans la région, et qu'il est dans l'intérêt de l'Europe d'encourager l'intégration.

Si l'on ne peut parler d'affrontement entre les cultures de la région, on ne peut nier l'existence de fortes turbulences depuis l'ère qui s'est ouverte le 11 septembre, alors que l'Islam, qui est la religion dominante des pays du sud de la Méditerranée, reste extrêmement mal compris, fait remarquer **Kénizé Mourad**. Elle ajoute que par exemple, le terme « djihad » ne devait pas être traduit par celui de « guerre sainte », mais qu'il signifie plutôt le combat que chacun doit mener contre le mal.

Kénizé Mourad signale que la notion d'intégration entre l'Europe et les pays du sud s'est heurtée à la focalisation des médias sur les éléments extrémistes de l'Islam et non sur la résurgence des tentatives menées par les musulmans modérés pour tenter d'expliquer au monde leur vision d'un Islam modéré. Elle ajoute que les efforts déployés pour faire publier en occident des ouvrages sur l'Islam modéré échouent souvent parce que c'est l'extrémisme qui intéresse l'opinion.

Toutefois, des liens historiques et philosophiques puissants ont toujours existé entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée rappelle **Leonardo Clerici**, président de l'Istituto di Skriptura, qui se consacre à l'explication des liens conceptuels entre les langues et les cultures grecques, latines et arabes. Il est nécessaire, selon lui, que les gouvernements adoptent une approche plus métaphysique de l'intégration. Cela signifie qu'ils doivent établir davantage de liens entre les actifs invisibles, les valeurs et la créativité de l'esprit et de l'âme. Il souligne l'importance que présente la métaphysique islamique pour le développement durable (notamment en s'appuyant sur les connaissances et sur le rôle de la technologie). Depuis Nietzsche, Descartes, Voltaire, Goethe, Heidegger, Van de Velde, les mouvements futuristes et surréalistes dans l'art et la littérature modernes ont été fortement influencés par l'Islam – il mentionne la calligraphie et la grammaire universelle – et sa vision synthétique iconoclaste. Nous en voyons des preuves dans nos sociétés modernes et cette vision a une influence importante sur la mondialisation. « Où dit-on que l'Islam est censé être opposé à nous ? » demande Leonardo Clerici. Même la polygamie et le port du voile, insiste-t-il, sont des signes de la métaphysique de l'amour dans l'Islam, en tant que formes supérieures d'expression, et même de liberté, et non le contraire, comme le cinéaste Pasolini ou l'écrivain Foucault, l'ont fait valoir. ■



Plus qu'une librairie en ligne ... un véritable service adapté aux besoins des particuliers.

[www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

# Résoudre la crise

## L'économie japonaise : pour aller de l'avant

- **MODÉRATEUR : JEAN-MARC VITTORI**, RÉDACTEUR EN CHEF DU MAGAZINE L'EXPANSION, FRANCE
- **EVELYNE DOURILLE-FEER**, ÉCONOMISTE, CEPIL, FRANCE
- **TAKATOSHI ITO**, PROFESSEUR, CENTRE DE RECHERCHE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE, UNIVERSITÉ DE TOKYO, JAPON
- **TAKAHIRO MIYAO**, PROFESSEUR, CENTER FOR GLOBAL COMMUNICATIONS, UNIVERSITÉ INTERNATIONALE DU JAPON
- **CLYDE PRESTOWITZ**, PRÉSIDENT, ECONOMIC STRATEGY INSTITUTE, ÉTATS-UNIS

Cela fait déjà 10 ans que le Japon souffre des mêmes maux. Il est urgent d'agir et aussi de faire un diagnostic courageux des problèmes à résoudre. « Nous sommes ici pour discuter de l'une des questions les plus importantes auxquelles est confronté le monde aujourd'hui : la crise de l'économie japonaise qui dure depuis 10 ans » — tel est l'avertissement sans fard lancé par **Jean-Marc Vittori**.



Takatoshi Ito

Pour **Takatoshi Ito**, on peut envisager deux scénarios principaux si on laisse persister la crise : un « effondrement » de l'économie japonaise, avec les entreprises qui iront se délocaliser en Chine, ou ailleurs en Asie, de sorte que le Japon perdrait son rang de première puissance économique de cette région du monde. Certes, le pays possède encore quelques fleurons : Sony et Toyota qui s'en

tirent bien et les télécommunications à large bande qui connaissent une expansion rapide. Mais la situation sur le plan macro-économique et structurel est très médiocre. La dette publique est la plus élevée de celles des Sept plus grands pays industriels et on enregistre une déflation, en dépit de taux d'intérêt très bas. Takatoshi Ito reconnaît que les politiques monétaires et budgétaires classiques ne pourraient guère améliorer la situation et fait part d'une certaine déception au vu des réformes mise en œuvre par le gouvernement jusqu'ici.

Pour **Evelyne Dourille-Feer**, les causes des difficultés du Japon sont à rechercher dans une crise de confiance et un enchaînement de circonstances malheureuses, depuis le tremblement de terre de Kobé jusqu'à la crise asiatique. On note aussi une désaffection à l'égard des consommateurs des produits « made in Japan ». Le modèle mis en place par le Japon pour rattraper les États-Unis et se doter de capacités de production indépendantes est mal en point. Les Japonais ont été incités à épargner, non à consommer. On peut déplorer un manque de transparence institutionnelle, dans la mesure où l'économie s'est bâtie sur un réseau de réglementations et de liens entre entreprises industrielles.

**Clyde Prestowitz** suggère que le gouvernement fait ce qu'il peut pour redresser la situation actuelle mais déplore la place considérable accordée à l'épargne dans l'économie, en dépit de la faiblesse des taux d'intérêt. Il l'attribue à l'interdiction de procéder à des investissements directs étrangers pendant de si nombreuses années qui n'a pas laissé d'autre option que l'épargne. Les politiques de rattrapage sont à incriminer même si dès 1964 des économistes avaient commencé à saluer le miracle économique japonais. Dans les années 80, chacun s'accordait à interpréter l'excédent commercial comme un signe de la réussite japonaise alors qu'avec le recul, on peut y voir le résultat d'excès et donc, de faiblesse. En dépit des accords du Plaza et d'autres accords conclus pour ajuster les taux de change face à la vigueur du yen et aux tensions commerciales nippo-américaines, le Japon est resté attaché à l'ancien système.



Clyde Prestowitz

Même lorsque la bulle spéculatrice a éclaté, personne ne pouvait croire que le temps de la croissance ne reviendrait pas. Et aucun changement ne se produira, affirme **Clyde Prestowitz**, tant que l'on ne s'accordera pas à reconnaître que l'ancien modèle a vécu.

**Takahiro Miyao** considère, pour sa part, que la déflation du prix des actifs est la principale cause des difficultés actuelles du Japon par ce qu'elle a « déséquilibré les budgets des ménages ». Il rappelle que dans les années 80, on entendait souvent dire, sur le mode de la plaisanterie que si le Japon vendait le Palais impérial de Tokyo il pourrait acheter toute la Californie. Or maintenant cela est loin d'être vrai. En 1991, la valeur foncière totale du Japon s'établissait à 13 000 milliards de dollars des États-Unis, contre 5 000 milliards aujourd'hui. Actuellement, la valeur totale des actions n'est plus que le tiers de celle de 1991. La perte totale actions/valeur foncière se chiffre donc à 10 000 milliards de dollars des États-Unis, soit deux fois le PIB japonais. Le gouvernement a tort de laisser croire que lorsque les autres



Takahiro Miyao

problèmes économiques du Japon auront été résolus, cela suffira à mettre un terme à la déflation des actifs. Il faudrait, à son avis, faire de l'inflation du prix des actifs une condition préalable de la reprise à moyen et à long terme. Car actuellement, ni les ménages, ni les grandes sociétés – de nombreuses créances douteuses étant le résultat de l'effondrement du prix des actifs – ne peuvent avoir confiance pour investir. Si l'on décide d'agir sur ce plan maintenant, l'économie japonaise pourrait alors connaître une reprise ample et durable. Il suggère d'attaquer sur trois fronts : réduire la fiscalité sur l'immobilier et les valeurs mobilières ; autoriser la déduction fiscale des intérêts sur les prêts immobiliers ; et fixer des objectifs explicites en matière d'inflation des actifs.

Takatoshi Ito reconnaît qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour encourager une hausse

des prix en ajoutant que le gouvernement fait inutilement preuve d'une prudence excessive, étant donné que l'inflation peut être maîtrisée. Mais il envisage aussi d'autres réformes dans le cadre d'un programme d'action plus vaste. Il se félicite que le gouvernement ait déjà supprimé l'Agence pour la construction d'autoroutes qui construisait « des ponts et des routes ne menant nulle part » et préconisé une augmentation des investissements publics dans l'éducation et la formation, de même qu'une réforme fiscale. Par ailleurs, les calculs des fonds propres nets ont montré que les banques étaient sous-capitalisées et qu'une recapitalisation s'imposait. Les tentatives précédentes n'ont pas réussi en partie en raison d'un manque de fermeté de la part de l'Agence des services financiers.

Il s'agit certes là d'un programme d'action complet reconnaît Clyde Prestowitz, encore qu'on

pourrait, à son avis, y ajouter une dimension politique supplémentaire : le parti du Premier Ministre Koizumi a pour le moment maîtrisé ses désirs de réforme. Il l'invite à dissoudre le Parlement et à tirer parti de sa popularité pour faire campagne en vue de sa réélection sur un programme réformiste. Evelyne Durille-Feer n'est pas convaincue et fait valoir que le LDP est un reflet de l'opinion publique. Elle ajoute que ce dont le peuple a besoin c'est d'une vision plus claire de l'avenir. Elle met en garde contre le risque de suivre le modèle anglo-saxon du capitalisme financier qui pourrait apporter certains avantages économiques mais aggraverait l'instabilité sociale. En bref, ce qui est nécessaire c'est un modèle plus hédoniste, une société fonctionnant en réseau, où la durée du travail serait raccourcie et le temps de loisirs augmenté, c'est-à-dire un modèle nouveau pour une société traditionnelle. ■

## Partager les bénéfices de la mondialisation

### Mondialisation et équité

- **MODÉRATEUR : PHILIPPE MANIÈRE**, RÉDACTEUR EN CHEF, L'EXPANSION, FRANCE
- **FRANÇOIS BOURGUIGNON**, PROFESSEUR, ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES, FRANCE
- **LEANNE MACMILLAN**, DIRECTEUR DE LA STRATÉGIE INTERNATIONALE, AMNESTY INTERNATIONAL
- **KENICHI OHNO**, PROFESSEUR, NATIONAL GRADUATE INSTITUTE FOR POLICY STUDIES, JAPON
- **JORGE RODRIGUEZ GROSSI**, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, CHILI
- **GUY RYDER**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES (CISL)
- **CVETKA SELSEK**, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, SKB BANQUE, SLOVÉNIE



Les membres du panel

Les bénéfices de la mondialisation doivent être répartis plus équitablement, mais s'agit-il d'arriver à des parts plus égales ou à des parts plus importantes ? Selon les intervenants participant au débat sur la mondialisation et l'équité, l'existence

d'un fort sentiment d'injustice a souvent plus de poids que le degré réel d'inégalité, ce qui confronte les responsables à des choix difficiles : s'attaquer aux vrais problèmes ou répondre à des doléances qui peuvent être assez éloignées de la réalité.



Jorge Rodriguez Grossi

**François Bourguignon** montre, données à l'appui, l'importante accentuation des inégalités de revenu intervenu entre le début du XIX<sup>e</sup> siècle et 1920 environ ; l'inégalité a par la suite été atténuée dans les pays développés grâce aux efforts délibérés des gouvernements. Aujourd'hui, le véritable problème réside dans l'écart entre pays riches et pays pauvres, encore qu'en Afrique subsaharienne l'inégalité au sein des pays se soit également aggravée. L'important est que l'inégalité dans le monde reste excessive, quelle que soit la mesure utilisée, et que le sentiment d'injustice s'amplifie.

**Cvetka Selsek et Jorge Rodriguez Grossi** constatent que leurs deux pays, de taille relativement réduite, ont tiré parti de la mondialisation. Selon Cvetka Selsek, une mondialisation bien gérée comporte « davantage d'aspects positifs que négatifs ». Elle note cependant que, si la Slovénie est un pays tourné vers l'exportation, elle exporte essentiellement vers l'UE, ce qui oblige à reconnaître que, pour un petit pays, « la mondialisation est appelée à s'inscrire dans un cadre régional ». En outre, les investissements étrangers ne sont pas sans soulever de problèmes, comme la diminution du pouvoir national de décision.

Jorge Rodriguez Grossi fait remarquer que l'ouverture de l'économie chilienne depuis 1974 a permis une réduction du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et une augmentation des dépenses sociales, même si le chômage reste élevé. L'économie du pays est passée par une

importante phase de transformations avec l'ouverture à la concurrence internationale. Si certains secteurs se sont effondrés, d'autres comme l'agriculture se sont renforcés, et de nouvelles activités ont vu le jour (l'élevage du saumon par exemple). L'intervenant souligne l'importance de la légitimité sociale, considérant que « la meilleure réforme est celle adoptée à la majorité », et indique que la démocratie a été un facteur clé de la réussite de son pays. Quelque 85 % du total des investissements étrangers réalisés depuis 1974 l'ont été dans les années 90, suite à l'instauration de la démocratie. Jorge Rodriguez Grossi souligne l'importance de l'équité mais aussi d'autres objectifs comme la croissance, la réduction de la pauvreté, la concurrence et l'éducation.

**Guy Ryder** estime, quant à lui, que la dimension sociale de la mondialisation est trop souvent négligée. « La mondialisation n'a pas servi la cause de l'équité », mais plutôt les intérêts de ceux jouissant déjà du pouvoir et de la prospérité. Les gouvernements nationaux ont renoncé à la responsabilité de la réglementation du système au profit des organisations internationales, mais sans s'assurer de l'efficacité de ces dernières. S'il est difficile de nier que la réglementation des marchés nationaux a été positive, force est de constater que bien des domaines n'ont pourtant pas encore bénéficié d'un processus semblable au niveau international. De l'avis de Guy Ryder, nous sommes face à un système hiérarchique rigide, dans lequel les institutions s'occupant des questions financières ou économiques ont un pouvoir et une influence réelles tandis que celles chargées des questions « résiduelles » (société et emploi) ont moins d'autorité. Remédier à cette situation permettrait de réconcilier mondialisation et équité.

**Leanne Macmillan** considère que, face à la mondialisation l'indivisibilité des droits de l'homme doit être garantie : les droits civiques et politiques ne peuvent plus être dissociés des droits économiques, sociaux et culturels. C'est dans cette optique qu'Amnesty International a étendu son champ d'action à toutes les dimensions des droits de l'homme. Mais la responsabilité en matière de droits de l'homme s'étend également : si elle

incombe essentiellement aux États pour ce qui est des droits civiques et politiques, le respect des droits économiques, sociaux et culturels peut dépendre d'autres acteurs, comme les entreprises. Il est désormais plus difficile de déterminer qui doit être rendu responsable des violations des droits de l'homme. La protection de ces droits n'est plus du seul ressort des États. Les droits de l'homme devraient être une priorité internationale au même titre que la sécurité, l'équité, l'éducation et la croissance.



Leanne Macmillan

**Kenichi Ohno** déplore que « la lutte contre la pauvreté soit considérée aujourd'hui comme un objectif exclusif du développement » et estime que la démarche actuelle est inéquilibrée et trop étroitement ciblée. Il critique la Banque mondiale qui, selon lui, change beaucoup trop souvent de stratégie de développement et dont trop d'actions sont centrées sur un seul problème. Les nouvelles approches en matière de réduction de la pauvreté ont remplacé les ajustements stratégiques alors qu'elles auraient dû compléter l'éventail des possibilités d'action. En outre, alors que chaque pays en développement présente une situation différente, les mêmes « recettes » de développement sont recommandées à tous. Kenichi Ohno prône à cet égard plus de diversité, notamment la prise en compte des options qui ont fait le succès de l'Asie de l'Est, où l'accent a été mis d'abord sur le développement économique, considéré comme le plus sûr chemin vers la réduction de la pauvreté. Ce modèle doit être proposé aux pays en développement qui décideront eux-mêmes de l'option, ou de l'association d'options, à privilégier. ■

# Partager les bénéfices de la mondialisation

## Transparence, responsabilité, progrès : le rôle des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales

- **MODÉRATEUR : ROBERT TAYLOR**, CHERCHEUR ASSOCIÉ, CENTRE FOR ECONOMIC PERFORMANCE, LONDON SCHOOL OF ECONOMICS, ROYAUME-UNI
- **RAINER GEIGER**, DIRECTEUR ADJOINT DES AFFAIRES FINANCIÈRES, FISCALES ET DES ENTREPRISES, OCDE
- **RONNIE L. GOLDBERG**, VICE-PRÉSIDENTE POLICY AND PROGRAMME, COUNCIL FOR INTERNATIONAL BUSINESS, ÉTATS-UNIS
- **PAUL HOHNEN**, CONSEILLER SPÉCIAL, GLOBAL REPORTING INITIATIVE
- **PRADEEP MEHTA**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CONSUMER UNIT AND TRUST SOCIETY, INDE
- **RENÉ VALLADON**, SECRÉTAIRE CONFÉDÉRAL, CGT-FO-FORCE OUVRIÈRE, FRANCE



Les membres du panel

Tout comme les multinationales font face à une multitude d'options quant à la conduite à tenir dans les différents pays, les gouvernements du monde entier appliquent des politiques tout aussi variées. Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales leur permettent de trouver un terrain d'entente : les entreprises, souvent beaucoup plus puissantes que les autorités locales, se conduisent de façon responsable, à condition que les gouvernements adoptent des politiques d'investissement « non interventionnistes ».

Depuis l'introduction des Principes directeurs, il y a plus de 25 ans, des gouvernements de pays appartenant ou non à la zone de l'OCDE y ont souscrit. **Robert Taylor** souligne l'ampleur qu'ils ont prise, cette série de Principes directeurs étant la seule à avoir été entérinée par des gouvernements dans le monde entier.

« Eu égard au mouvement antimondialisation mais aussi à la résistance et au mécontentement

immenses que semblent entraîner, tout du moins dans certaines parties du monde, les conséquences sociales et économiques de cette mondialisation – notamment en ce qui concerne le rôle des entreprises multinationales – je souhaite que cette séance apporte un nouvel éclairage sur la situation actuelle et donne des indications sur les responsabilités de l'OCDE et le rôle qu'elle peut jouer », indique Robert Taylor.

Bien qu'ils aient été révisés plusieurs fois – avec consultation publique – les Principes directeurs, dont le respect par les entreprises demeure facultatif, sont restés fidèles à leurs ambitions initiales de transparence, de responsabilité des dirigeants et d'intégrité des activités des entreprises. « Ces règles ont été établies de manière à couvrir l'ensemble du comportement d'une entreprise et elles apportent un plus au débat sur la mondialisation », précise **Rainer Geiger**. « Elles facilitent également le processus d'investissement et le règlement des différends par leur contribution au processus de négociation », ajoute-t-il.

L'élaboration de principes analogues sur le comportement des entreprises n'a pas émoussé l'efficacité des règles établies par l'OCDE, dans la mesure où les entreprises ne sont pas tenues de les respecter et où leur adoption par les gouvernements se fait dans le cadre d'une « offre groupée » comprenant également la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales de l'OCDE. Lorsqu'ils approuvent les Principes, les gouvernements doivent en effet s'engager à supprimer les obstacles à l'investissement direct étranger.

nements se fait dans le cadre d'une « offre groupée » comprenant également la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales de l'OCDE. Lorsqu'ils approuvent les Principes, les gouvernements doivent en effet s'engager à supprimer les obstacles à l'investissement direct étranger.

**Ronnie Goldberg** évoque l'évolution des Principes directeurs depuis l'époque où il n'existait que 400 multinationales jusqu'à aujourd'hui, où il en existe plus de 60 000 et où les gouvernements se battent pour les accueillir. « Les Principes directeurs sont très importants pour les entreprises tout autant que pour les autorités, car ils permettent une amélioration de la gestion », indique Ronnie Goldberg. Ils n'ont pas vocation à se substituer à un gouvernement de qualité, mais à en renforcer l'efficacité.

Lors des négociations pour la révision des Principes directeurs, un accord général s'est dégagé pour ne pas faire de compte rendu annuel délibéré sur leur respect par les entreprises, c'est-à-dire de ne pas créer de listes « noire » ou « blanche » de conformité aux Principes. On devrait donc plutôt maintenir le système actuel des points de contact nationaux (PCN), qui permet de contrôler la mise en application des Principes directeurs. Ces PCN sont des organes



Ronnie Goldberg

nationaux auxquels les parties concernées peuvent s'adresser pour obtenir un arbitrage en cas de problème.

**Paul Hohnen** évoque la mission de la Global Reporting Initiative (GRI), qui consiste à susciter l'écoute de personnes bien informées dans l'opinion, qui, en dépit de ce qu'affirment les entreprises, est toujours désireuse de plus de transparence. La GRI est une organisation non gouvernementale qui s'est engagée à établir de nouvelles normes comptables pour les entreprises. « Les gens veulent du concret », affirme Paul Hohnen. L'année dernière, la GRI a accompli

des progrès considérables – elle espère normaliser les niveaux de transparence et de participation des entreprises à des mesures telles que celles de l'OCDE. La GRI est également partie prenante au Pacte mondial des Nations unies.

Les Principes directeurs de l'OCDE ne pourraient certes pas empêcher une nouvelle débâcle comme l'affaire Enron si les accusations portées à cette occasion s'avéraient fondées, mais les participants ont généralement admis qu'une plus grande transparence des entreprises ne pourrait être que positive. **Pradeep Mehta** appelle les organisations comme la GRI à porter plus particulièrement leur attention sur les entreprises accusées de corruption.

Dans la salle, des participants se demandent comment les Principes directeurs de l'OCDE pouvaient s'ajuster aux principes édictés par d'autres organisations internationales, et comment ces principes directeurs, si on ne prend pas de mesures pour les faire appliquer, pouvaient protéger les intérêts de pays plus pauvres et plus petits des ambitions des entreprises.



Pradeep Mehta

« Il y a un besoin de normes universelles dans le modèle de travail anglo-saxon, et nous en sommes encore à la phase des études » répond un intervenant, **René Valladon**, qui se demande si les Principes directeurs de l'OCDE ont tenu leurs promesses, deux ans après leur révision. Il estime qu'il est encore un peu tôt pour en juger, mais que les premiers indices sont plutôt favorables. On ne peut en douter étant donné les efforts déployés par la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) pour promouvoir les Principes directeurs à travers le monde. ■

## Le développement pour lutter contre le terrorisme

### Contribuer à la prévention du terrorisme et des conflits violents : la dimension développement

- **MODÉRATEUR : ROBERTO TOSCANO**, ITALIE, PRÉSIDENT DU RÉSEAU SUR LES CONFLITS, LA PAIX ET LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT, DU COMITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (CAD), OCDE
- **J. KAYODE FAYEMI**, DIRECTEUR, CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA DÉMOCRATIE, ROYAUME-UNI
- **CHARMIAN GOOCH**, CO-FONDATEUR ET CO-DIRECTEUR, GLOBAL WITNESS LIMITED, ROYAUME-UNI
- **TOSHIRO IKEMURA**, RESPONSABLE DU BUREAU DE PARIS, THE YOMIURI SHIMBUN, JAPON
- **IBRAHIM SEAGA SHAW**, PRÉSIDENT ET DIRECTEUR EXÉCUTIF, EXPO TIMES, SIERRA LEONE

Bien des raisons expliquent la naissance des conflits et de la violence dont les effets prennent une dimension de plus en plus mondiale. A cet égard, les politiques de développement dans lesquelles il n'est pas tenu compte des préoccupations régionales ou locales risquent d'entretenir les conflits.

Les politiques de développement qui n'associent pas les acteurs présents sur le terrain sont vouées à l'échec. Ainsi, il est crucial pour les grands pays de redoubler de vigilance : « après le temps du pouvoir, vient celui des responsabilités », déclare **Roberto Toscano**, « et les pays les plus puissants sont ceux qui ont le plus de responsabilités ». Tels sont les messages forts exprimés lors de cette session essentiellement centrée sur l'Afrique où



J. Kayode Fayemi et Roberto Toscano

les conflits sont souvent alimentés par des intérêts extérieurs.

Pour comprendre les causes des conflits violents, nous devons nous écarter des « notions simplistes



Les membres du panel

comme « la cupidité », « la pauvreté » ou « l'appartenance ethnique », déclare **J. Kayode Fayemi** qui reproche aux politiques macro-économiques imposées à l'Afrique dans les années 80 d'avoir engendré des crises de gouvernance et la dégradation des conditions sociales des années 90. Selon lui, il y a un lien direct entre le retrait de l'aide des grands pays et la « privatisation de la violence ». Il ajoute avec un brin d'ironie, que croire, comme le fait l'OCDE, que la mondialisation peut résoudre tous les conflits témoigne d'un manque de clairvoyance. En fait, la mondialisation a ouvert la porte à un marché des armes florissant. Sur la totalité des armes qui affluent sur le continent africain, 87 % proviennent de pays Membres du Conseil de Sécurité des Nations unies, dont la moitié des États-Unis.

Étant donné que les conflits violents reposent sur des facteurs sociaux, économiques et politiques complexes, il convient de trouver des solutions extrêmement diversifiées elles aussi, déclare J. Kayode Fayemi. Le plan qu'il propose prévoit : la sécurité de l'humanité comme fondement de la paix, la démocratie et la transparence de la gestion des affaires publiques, la transformation des conflits violents par des processus politiques et une sécurité commune à tous les pays africains.

Selon lui, la reconstruction des pays ne peut être consolidée que par une intégration régionale, soutenue par un partenariat mondial – une sorte de stratégie « mondialocalisée » de résolution des conflits.

Global Witness Limited illustre les efforts

entrepris sur le plan régional. Cette ONG basée au Royaume-Uni examine le rôle des ressources naturelles dans les conflits. L'an dernier, Global Witness Limited a proposé des lignes directrices, connues sous le nom de « Processus de Kimberly », pour amener les États, les ONG et les entreprises à définir, ensemble, une réglementation visant à améliorer la transparence de l'industrie du diamant. « Terrorisme et diamants sont étroitement liés » a déclaré **Charmian Gooch** – Global Witness Limited a enquêté sur les groupes de rebelles qui vendent des diamants pour acheter des armes, ainsi que sur le rôle du commerce de diamants dans le blanchiment d'argent. S'il réussit, le groupe espère utiliser cette méthode pour d'autres industries telles que le bois et l'or. Tous les grands pays producteurs de diamants qui adhéreront au processus de Kimberly devront respecter rigoureusement les contrôles à l'importation et à l'exportation de diamants. Le processus aborde également la question de savoir où se situe exactement la responsabilité. « Qui est responsable ? les entreprises ou les États ? » demande Charmian Gooch. Elle-même pense qu'il appartient aux États et aux organisations internationales de surveiller les codes de conduite des entreprises. A cet égard elle considère les lignes directrices du CAD 2001, OCDE, intitulées *Contribuer à la prévention des conflits violents* comme un point de départ important.

Cependant, les États et les ONG ne sont pas les seuls à avoir une responsabilité dans l'arrêt des conflits violents en Afrique. **Ibrahim Seaga Shaw** se montre préoccupé de l'image de l'Afrique véhicu-

lée par les médias, qui, selon lui, serait susceptible d'aggraver les conflits sur ce continent. L'image déformée de l'Afrique que renvoient les médias occidentaux fait fuir les investisseurs potentiels et les organisations humanitaires, ajoute-t-il. Toutefois, le pire est l'absence même de couverture médiatique : « Les actualités ne consacrent que peu de place à l'Afrique » déclare Roberto Toscano, « ce qui est une tragédie dans la tragédie ».

**Toshio Ikemura** attribue un rôle tout aussi important au choix des mots employés par les journalistes qui couvrent les conflits violents. Des termes comme « terroriste » et « kamikaze » ne sont pas forcément interchangeables car leurs contextes culturels et historiques sont différents.



Toshio Ikemura

Lorsqu'on demande à J. Kayode Fayemi si l'on assiste à un conflit des civilisations, il répond que la situation n'est pas désespérée. Pour dépasser le paradigme de l'opposition Est-Ouest, il faut que les gens considèrent le développement comme quelque chose allant au-delà d'un simple produit venu des pays riches, déclare-t-il. L'élaboration de stratégies par les pays eux-mêmes exigera des donneurs de déléguer davantage de responsabilités aux dirigeants et aux citoyens africains. « Vous ne pouvez pas réaliser le développement à la place des gens. Ce sont eux qui doivent s'y atteler », conclut-il. ■



# Observer<sup>oecd</sup>

## Your key to the OECD

A magazine and online service to keep you ahead of today's economic and social policy challenges

### Expert views on global issues

economic performance, trade, world development, environment, electronic commerce, education, finance and investment, industry, urbanisation, transport and more

### Special in-depth reports

on major policy issues facing the OECD countries

### An overview of the current economic indicators of OECD countries

gross domestic product, consumer prices, current balances, unemployment, interest rates, government budgets and other financial indicators

### Links, references and bibliographies

for further research and background



### Brief reports

on new OECD publications, books and periodicals

### Plus

the annual *OECD in Figures*, the gateway to the OECD's rich and unrivalled statistical database, free with an annual subscription to the *OECD Observer*

[www.oecdobserver.org](http://www.oecdobserver.org)

with free articles, news and more

### Subscribe today

For information and prices contact  
[www.oecdobserver.org](http://www.oecdobserver.org)

# L'Observateur<sup>ocde</sup>

## Votre accès à l'OCDE

Un magazine et un service en ligne riches en informations sur des sujets économiques et sociaux internationaux

### Expertise des questions internationales

performance économique, commerce, monde en développement, environnement, commerce électronique, finance et investissement, industrie, urbanisation, transport et autres

### Dossiers spéciaux

les grandes questions politiques auxquelles sont confrontés les pays de l'OCDE

### Aperçu des indicateurs économiques des pays de l'OCDE

produit intérieur brut, prix à la consommation, balances des paiements, emploi, taux d'intérêt, budget de l'État, etc.

### Liens, références et bibliographies

pour approfondir les recherches et se documenter



### Brèves descriptions

nouveaux périodiques et nouvelles publications de l'OCDE

### Et

*L'OCDE en chiffres* : un accès privilégié à une base de données unique en son genre, offerte à tout abonné à *L'Observateur*

### Abonnez-vous dès aujourd'hui

Information et prix :  
[www.observateurocde.org](http://www.observateurocde.org)

# L'argent du terrorisme

## Combattre le financement du terrorisme (en coopération avec le GAFI)

- **MODÉRATRICE : CLARIE LO**, PRÉSIDENTE DU GROUPE D'ACTION FINANCIÈRE SUR LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET DÉLÉGUÉE À LA LUTTE CONTRE LA DROGUE, HONG KONG, CHINE
- **RON NOBLE**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, INTERPOL
- **ANGELA OROZCO**, MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, COLOMBIE
- **CHRISTIAN SCHRICKE**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, FRANCE

Les stratégies habituelles de lutte contre le blanchiment de capitaux constituent un bon point de départ, mais face au réseau complexe d'activités de financement du terrorisme, une diversification s'impose, notamment parce qu'une grande partie des financements ont une origine légale. Les intervenants estiment nécessaire une approche intégrée, associant les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé.



Clarie Lo

Le Groupe d'action financière (GAFI), déjà engagé dans lutte contre le blanchiment d'argent, a aujourd'hui élargi son champ d'action pour s'attaquer au financement des activités terroristes. **Clarie Lo** espère que les gouvernements, qu'ils soient membres ou non du GAFI, accepteront les huit recommandations formulées par le groupe en octobre dernier, au lendemain des attentats du 11 septembre.

Parmi ces huit recommandations figurent des mesures visant à empêcher que des

entités légitimes, comme les organismes à but non lucratif, ne soient utilisées de manière abusive pour financer le terrorisme, ainsi que des mesures destinées à assurer une plus grande transparence des transferts bancaires ou le gel des biens des terroristes. Ces dispositions s'imposent car, contrairement au blanchiment de capitaux classique, les fonds utilisés pour les activités terroristes sont souvent transférés par petits montants, donc difficilement détectables, et qu'ils peuvent également être acheminés par des entités légitimes.



Ron Noble

**Ron Noble**, un ancien président du GAFI, souligne que les forces de police du monde entier doivent être totalement parties prenantes à la lutte contre le financement du terrorisme. Même si de nouvelles approches sont nécessaires, il ne faut pas négliger les « fondamentaux » : communication entre les forces de police, échange d'informations et techniques d'enquête traditionnelles. Le travail d'INTERPOL est, dans la réalité, bien loin du tableau sensationnel qu'on en dresse dans les films : il consiste pour l'essentiel à rétablir laborieusement les liens entre des informations sans rapport apparent. Partout dans le monde, les forces de police devraient être en mesure d'échanger et de consulter les informations, comme le font actuellement les organismes bancaires pour les cartes de crédit.

Un enjeu majeur auquel sont confrontés les organismes chargés de l'application des lois concerne les activités commerciales légales (petites entreprises) ou même les groupes religieux, qui participent à l'acheminement de fonds vers des organisations terroristes.

En procédant à des transferts électroniques relativement peu importants, ils se maintiennent en effet en deçà du seuil de détection. Contrairement aux enquêtes sur le blanchiment, qui remontent les filières pour tarir la source du financement de l'activité criminelle, la lutte contre le terrorisme consiste à empêcher les fonds d'atteindre les terroristes, même s'ils proviennent de sources légales.

**Angela Orozco** note que la Colombie, du fait de son expérience malheureuse en matière d'activités terroristes, est sans doute bien placée pour donner son avis dans ce domaine. « L'argent du trafic de drogue nourrit le terrorisme. » Pour démanteler ce trafic, qui a engendré le narco-terrorisme, il faut s'attaquer à tous les maillons de la chaîne : production, distribution, consommation, blanchiment d'actifs et d'argent, contrebande d'armes et activités de transformation chimique. Parmi les initiatives colombiennes de lutte contre le narco-trafic figurent l'action sociale, notamment par le biais des récoltes de remplacement et d'un effort d'accroissement de la productivité, les mesures d'interdiction et la destruction forcée des cultures.



Angela Orozco

Le ministère colombien du Commerce extérieur évalue le coût du terrorisme en Colombie – dépenses militaires, infrastructures, santé, victimes humaines, enlèvements, cambriolages et extorsion – à 2 % environ du PIB national. Mais ce problème ne concerne pas uniquement la Colombie : « Le terrorisme n'a pas de frontières. Si aujourd'hui, seuls quelques pays sont concernés, il s'agira demain d'un

14 Mai 2002

fléau d'envergure mondiale », déclare Angela Orozco, qui appelle à passer de l'action unilatérale à la coopération multilatérale.

Elle réclame un contrôle plus strict des « paradis bancaires » dont l'existence facilite le financement des organisations terroristes. Lorsqu'on parle de « cartel de la drogue », on pense à des groupes de guérilleros dans la jungle, oubliant parfois que l'argent généré par ces groupes est blanchi par les systèmes bancaires du monde développé.

**Christian Schricke** note que, si les banques sont pour leur part déterminées à participer à la lutte contre le terrorisme, elles ne sont pas des experts en la matière et ne sont pas non plus chargées de faire appliquer la loi. Le problème est encore aggravé par le caractère ambigu du terrorisme. Il est difficile de s'entendre sur la définition même du terrorisme. Défendre les libertés, pour les

uns, c'est se livrer à des actes terroristes, pour les autres.

« Le trafic de drogue et le crime organisé sont des phénomènes que nous pouvons appréhender, mais ils ne peuvent être assimilés au terrorisme », ajoute Christian Schricke. Le volume des transactions (en France, 4.5 millions de chèques sont traités chaque année) complique l'identification des activités suspectes sous la forme de transferts de petits montants, qui sont le moyen de financement privilégié des activités terroristes.

Christian Schricke appelle donc à harmoniser et à renforcer le cadre juridique afin d'aider les banques à concilier leur participation à la lutte contre le terrorisme et leur obligation de confidentialité à l'égard de leurs clients. « Il faut définir clairement ce qui est attendu des banques. »



Christian Schricke

Mais le principal problème tient peut-être au fait que la lutte contre le terrorisme consiste à intervenir avant que les délits n'aient lieu, alors même que le recours à des sources de financement légales ne laisse que peu de possibilités de détection. C'est aux citoyens, autant qu'aux pouvoirs publics, qu'il appartient d'être vigilants et prêts à signaler tout comportement suspect. ■

## Alphabétisation : promesses ou périls ?

### L'alphabétisation, clé de voûte des sociétés viables

- **MODÉRATEUR: BARRY MCGAW**, DIRECTEUR ADJOINT DE L'ÉDUCATION, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES, OCDE
- **BOB HARRIS**, CONSULTANT PRINCIPAL, INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION, SUISSE
- **TOM LUCE**, FONDATEUR ET PRÉSIDENT, JUST FOR THE KIDS, ET NATIONAL CENTER FOR EDUCATIONAL ACCOUNTABILITY, ÉTATS-UNIS
- **ROBERT PASTERNAK**, ASSISTANT SECRETARY FOR SPECIAL EDUCATION AND REHABILITATIVE SERVICES, DEPARTMENT OF EDUCATION, ÉTATS-UNIS
- **MARIA JOÃO RODRIGUES**, COORDINATRICE DE L'UNITÉ DES ÉTUDES PROSPECTIVES, CABINET DU PREMIER MINISTRE, PORTUGAL



Panel Members

Selon **Bob Harris**, « tout en étant un pilier d'une société viable, l'alphabétisation est loin d'être une condition suffisante pour mettre en place une telle société ». Facteur de croissance, elle ne garantit pas toutefois nécessairement notre sécurité ; l'Holocauste et les attentats du 11 septembre en témoignent.

Bob Harris ajoute que l'instauration de l'enseignement primaire dans tous dans les pays du Nord a fait du XX<sup>e</sup> siècle une ère porteuse de « promesses et de périls ». L'alphabétisation est, aux dires de cet intervenant, « la source des promesses et des périls ». Elle a jeté les bases d'un progrès industriel spectaculaire et parallèlement posé les fondements de la démocratie et de la citoyenneté. Toutefois, elle a également « ouvert la boîte de Pandore de la technologie et fait naître des possibilités de manipulation à grande échelle, deux phénomènes jadis inimaginables ».

Bob Harris affirme également que la connaissance ouvre de nouveaux horizons à chacun et que l'accès à la formation renforce l'équité. Toutefois, il n'y a pas d'égalité devant la connaissance car l'économie du savoir progresse avec une telle rapidité

qu'elle provoque une vaste « fracture numérique » et, par là même, creuse plus encore les écarts qui existaient déjà. « Il est scandaleux que nous soyons encore en train de nous évertuer à savoir comment mettre l'instruction à la portée de tous dans les pays du Sud d'ici à 2015, comme nous en sommes convenus à Lisbonne en 2000. » Bob Harris souligne que les recherches consacrées au niveau de maîtrise des savoirs fondamentaux et aux résultats de l'enseignement sont « très éloignées de ce qu'est réellement l'instruction dans les pays relativement pauvres où les enfants n'ont peut-être même pas accès à une école ».

**Barry McGaw** affirme que le milieu social « influe sur les résultats des élèves, mais [que] de mauvais résultats scolaires ne sont pas le corollaire obligé d'une origine modeste ». Le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) illustre ce constat, et montre également que des pays comme les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni ont un taux élevé de maîtrise des savoirs fondamentaux (littératie), mais présentent une faible dispersion ce qui fait ressortir que l'on accorde moins d'attention aux mauvais élèves qu'aux bons. Dans des pays comme la Corée ou la Finlande, la dispersion est plus équitable. Barry McGaw estime que tous les pays peuvent réaliser cette performance :

« qualité et équité peuvent être obtenues simultanément et il est possible d'atténuer l'impact des privilèges dus à l'origine sociale ».

**Tom Luce** est persuadé que l'essentiel pour améliorer les niveaux de maîtrise des savoirs fondamentaux est d'utiliser l'information pour obtenir des résultats : « Sans connaissances certaines, vous n'êtes qu'une personne de plus à émettre un avis ». Il ajoute que l'augmentation de la demande dans ce domaine, qui est due au développement de la nouvelle économie, génère un besoin d'informations auxquelles parents, chefs d'établissements et professeurs puissent accéder et qu'ils puissent comprendre aisément. « La base de données Just for Kids, à laquelle adhèrent 12 millions d'élèves, donne un aperçu des questions clé que ces derniers posent pour comprendre l'actualité. » Tom Luce insiste sur le fait que l'information créée doit impérativement être utilisée pour « changer les choses ».

**Robert Pasternack** fait observer qu'aux États-Unis, 70 % des élèves de quatrième année lisent moins bien que la moyenne. Ce constat a amené les pouvoirs publics à entreprendre des réformes touchant les enfants, mais également la profession enseignante : « Peu importent les décisions législatives et politiques, nous ne pourrions rien changer sans les enseignants. » Il met

ensuite l'accent sur les progrès réalisés aux États-Unis dans l'enseignement dispensé aux enfants handicapés : « handicap n'est pas synonyme d'incapacité » lorsque l'aide vient de personnes qualifiées.

**Maria João Rodrigues** clôt le débat en ajoutant que le savoir devient actuellement la principale source de prospérité, mais aussi d'inégalité, ce qui accroît la nécessité



Tom Luce

de partager les capacités d'apprentissage. Prenant l'Europe pour exemple, elle ajoute que le fait d'élargir l'accès à l'Internet, de transformer les bibliothèques en centres d'information et d'enseigner les langues a réduit les effets de l'exclusion sociale tout en sensibilisant la population à la culture. « Le libre échange et les marchés financiers jouent un rôle important, mais pour atténuer la pauvreté, il faut investir dans les personnes », ajoute elle. « L'éducation est le principal passport pour l'avenir. » ■

# Coûts et avantages d'un comportement socialement responsable

## Développement durable : la dimension sociale

- **MODÉRATEUR: JOHN MARTIN**, DIRECTEUR DE L'ÉDUCATION, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES, OCDE
- **BERTRAND COLLOMB**, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL, LAFARGE, FRANCE
- **BRUNO LAMBORGHINI**, PRÉSIDENT, OLIVETTI TECNOST, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'OLIVETTI, ITALIE

- **DANIEL LEBÈGUE**, CEO, CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, FRANCE
- **JOHN MONKS**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS BRITANNIQUES, ROYAUME-UNI
- **WILLIAM D. NOVELLI**, DIRECTEUR EXÉCUTIF ET PRÉSIDENT, AARP, ÉTATS-UNIS

Les considérations sociales sont l'un des aspects déterminants du développement durable dans les pays en développement et les pays industrialisés, mais il n'existe pas de formule universelle pour les intégrer dans l'ensemble de mesures à prendre.

« Ces aspects sociaux revêtent-ils une importance en tant que moyens d'atteindre des objectifs environnementaux ou en tant que fins en soi ? »



Daniel Lebègue

demande **John Martin**. « La notion d'aspect social du développement durable intervient-elle uniquement dans le cas des pays en développement pauvres ou pourrait-elle fournir un cadre utile pour l'examen de tout un éventail de problèmes sociaux auxquels sont confrontés les pays de l'OCDE ? »

D'un point de vue économique, l'une des questions essentielles est de savoir si la rentabilité est forcément sacrifiée dans les entreprises responsables au niveau social et environnemental, déclare **Daniel Lebègue**. Les entreprises socialement responsables peuvent gagner en efficacité et donc en rentabilité. Si ce n'est pas dans l'immédiat, ce sera à moyen ou à long terme, ajoute-t-il. Des signes montrent que les partenaires et les acteurs commencent à comprendre qu'ils ont tout intérêt à protéger l'environnement. « En 2001, pour la première fois, une majorité d'investisseurs institutionnels ont déclaré qu'ils préféreraient investir dans des entreprises qui attachent de l'importance à ces questions », déclare Daniel Lebègue, « même si le rendement à court terme est plus faible ». Il ajoute que si l'on considère la responsabilité comme un élément important, il faut alors déterminer des critères pour mesurer les résultats obtenus par les entreprises sur le plan social. « Nous disposons de critères pour évaluer les



Bertrand Collomb

émissions de gaz à effet de serre d'une entreprise donnée, mais pour les critères sociaux, c'est une toute autre affaire.

**Bertrand Collomb** estime, lui aussi, que « nous devons trouver de nouvelles façons de rendre les entreprises socialement responsables sur le plan international ». Certains objectifs sont délicats comme élaborer et formaliser des lignes directrices d'action, améliorer les conditions de vie des travailleurs et des communautés locales, veiller au respect des droits de l'homme – « non seulement chez nous mais aussi chez nos fournisseurs » – et rester vigilants face à la corruption. « Il ne suffit pas d'y croire, nous devons les mettre en place », déclare Bertrand Collomb.



William Novelli

Les entreprises disposent de plusieurs leviers d'action, déclare Daniel Lebègue. Elles peuvent, par exemple, ouvrir la porte du marché du travail aux jeunes peu qualifiés, et améliorer la condition des salariés les plus âgés en valorisant les travailleurs en fin de carrière. **William Novelli** acquiesce : une plus grande attention devrait être portée aux conséquences du vieillissement de la population. Il y a un siècle, la durée de vie moyenne d'un américain était de 47 ans. Aujourd'hui, elle est de 77 ans. L'augmentation considérable du nombre de personnes âgées dans les pays industrialisés a de profondes répercussions sur « nos économies, nos politiques, notre système de santé et nos infrastructures », ajoute-t-il.

« Pourrons-nous continuer à financer les soins de santé, les pensions et autres charges sociales comme nous le faisons aujourd'hui ? » demande William Novelli. Comment pouvons-nous empêcher la discrimination

envers les personnes âgées ? Quelles seront les conséquences sur le développement socio-économique d'une société dans laquelle le nombre de personnes prolongeant la durée de leur vie active n'a jamais été aussi élevé ? Aucun de ces problèmes n'est insurmontable si nous nous attaquons dès aujourd'hui à la question de cette évolution démographique, conclut-il.

Le capital humain et le développement du système éducatif deviendront également de plus en plus importants, car « l'employabilité est la caractéristique clé de la durabilité », déclare **Bruno Lamborghini**. Dans le même temps, la concurrence de plus en plus féroce nous oblige à rester efficaces. « Nous devons aller plus loin et examiner quels sont les éléments indispensables à la durabilité dans sa globalité », ajoute-t-il. « Dans le nouveau scénario, l'intelligence humaine sera la pièce maîtresse. » Pour améliorer notre environnement, nous devons nous appuyer sur les individus, sur leurs compétences et leur intelligence, afin d'amorcer une évolution. Les entreprises doivent résolument s'engager dans le renforcement de la communauté humaine en construisant des usines, belles sur le plan esthétique, et en concevant l'urbanisation dans un souci d'amélioration de la culture et de l'éducation.



Bruno Lamborghini

Néanmoins, le développement économique a des effets dévastateurs sur de nombreux pays, déclare **John Monks**, et depuis le Sommet de la Terre de Rio, peu de progrès ont été accomplis. « Tout le monde s'accorde à dire que la dimension sociale du développement durable a été malmenée. »

John Monks ajoute que les syndicats s'emploient à améliorer la qualité de vie présente et future et qu'ils se sont



John Monks

fermement engagés en faveur d'un développement actuel qui ne compromette pas l'avenir. « Présents sur les lieux de travail, nous bénéficions d'une position stratégique pour promouvoir les principes de la dimension sociale – conditions de travail humaines, juste rétribution du travail, sécurité. Telles sont les valeurs que nous souhaitons voir inscrire dans l'auto-évaluation des entreprises », déclare John Monks. « Nous ne soutenons pas les

mouvements anti-mondialisation. Mais, nous sommes conscients que ces mouvements vont se multiplier à moins que des mesures ne soient prises pour faire respecter ces valeurs. » ■

## Assurance tout risque ?

### Le rôle du secteur des assurances dans la gestion des nouveaux risques pour la sécurité

- **MODÉRATRICE : HELENA CONRYUT-ANGENENT**, CONSEILLER GÉNÉRAL, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, BELGIQUE, ET PRÉSIDENTE DU COMITÉ DES ASSURANCES DE L'OCDE
- **HENRI DE CASTRIES**, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE, AXA, FRANCE
- **BRANT FREE**, VICE PRÉSIDENT PRINCIPAL, AFFAIRES EXTÉRIEURES INTERNATIONALES, CHUBB CORPORATION, ÉTATS-UNIS
- **LUCIA VITALI**, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE DES ASSURANCES, UNIVERSITÉ DE ROME, ITALIE



Membres du panel

jamais subi par les assurances (aussi bien du fait d'une action humaine que du fait d'une catastrophe naturelle), il est évident que le secteur se soumettra encore pendant quelque temps à un examen de conscience, réévaluant même certains de ses principes fondamentaux.

Outre un coût estimé de 40 à 70 milliards de dollars des États-Unis pour les compagnies d'assurance, les attaques contre le World Trade Center ont réduit en poussière un quart des actifs mondiaux des réassureurs, qui prennent en charge une grande partie des risques des assureurs. Face au coup porté au secteur par un sinistre d'une telle ampleur, les principes d'évaluation des risques eux-mêmes ont fait grimper les primes ; si la fréquence des

futures attaques est prise en compte, la question de la capacité de financement pourrait se poser.

« La catastrophe considérée jusque-là comme la plus lourde de conséquences avant les attaques terroristes contre le World Trade Center est l'ouragan Andrew, qui a ravagé les États-Unis en 1992 », souligne **Lucia Vitali**. Mais, dans le cas des catastrophes naturelles, il y a des moyens de prévoir et de mesurer les risques. Que doivent faire les compagnies d'assurance dans la situation actuelle, où la menace réelle est impossible à mesurer, mais l'intérêt pour l'assurance s'accroît ?

La portée de l'assurance elle-même est ainsi remise en question. En Europe, où le

Il est difficile d'imaginer aujourd'hui qu'avant le 11 septembre, les assurés étaient couverts contre les attaques terroristes pratiquement gratuitement, souvent en vertu de règles ou de clauses non écrites considérées à peu près comme un bonus dans leur police d'assurance. Cependant, après le plus gros préjudice

marché unique devrait permettre une approche unifiée de la couverture du terrorisme, le fait que des actes de violence isolés puissent engendrer de telles pertes financières a conduit le secteur à se tourner vers l'État pour demander une aide, notamment sous la forme d'un plafonnement des coûts à prendre en charge par l'assureur. Il en va de même aux États-Unis, encore qu'il paraisse plus difficile d'obtenir le soutien du Congrès.

« L'objectif des assureurs aujourd'hui est d'offrir à leurs clients la possibilité de survivre à leurs actifs. Mais c'est là une mission difficile, car les particuliers surestiment souvent les capacités du secteur, considérant qu'il dispose de ressources illimitées », dit **Henri de Castries**. « Les risques augmentent et les gens deviennent plus soucieux de leur sécurité », ajoute-t-il.

Henri de Castries comme **Brant W. Free** conviennent qu'aussi bien les dommages-intérêts punitifs que les dédommagements

considérables versés aux particuliers ont fait grimper le montant des primes. Henri de Castries note également que si les gouvernements fixent les règles, les assureurs doivent s'adapter à l'environnement ainsi créé. « Les pouvoirs publics devraient aussi être prêts à s'impliquer en tant qu'assureurs de dernier recours et éviter une trop forte augmentation des primes sous l'effet des mécanismes du marché. »



Henri de Castries

« Les assurances ne doivent jamais se substituer à l'exercice de la prudence ou de la gouvernance, en particulier lorsqu'il s'agit d'événements de nature politique, comme le terrorisme », selon Brant Free.

Inciter les pouvoirs publics à intervenir dans les situations d'urgence et faire prendre raisonnablement conscience au public des contraintes des assureurs constituent autant d'orientations positives pour le secteur, reconnaît-il. « Les assureurs doivent aussi apprendre à mettre de l'ordre chez eux », estime Henri de Castries, ajoutant que le secteur des assurances ne peut être comparé à l'industrie du jeu. Les assureurs doivent mieux cerner les besoins de leurs clients et mieux les conseiller.

Pour ce qui est de l'opinion publique, elle évolue sans doute déjà dans la bonne direction. « Les événements du 11 septembre ont vraisemblablement contribué à sensibiliser davantage le public au risque », conclut Henri de Castries. ■

## Comment amortir les chocs financiers ?

### Préserver la stabilité financière à l'échelle mondiale

- **MODÉRATEUR : LORENZO BINI SMAGHI**, DIRECTEUR DES RELATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES, ITALIE, ET PRÉSIDENT DU COMITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS DE L'OCDE
- **ANDREW CROCKETT**, DIRECTEUR GÉNÉRAL, BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX, ET PRÉSIDENT DU FORUM SUR LA STABILITÉ FINANCIÈRE
- **IL SAKONG**, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL, INSTITUTE FOR GLOBAL ECONOMICS, ANCIEN MINISTRE DES FINANCES, CORÉE
- **COMMENTATEUR : JEAN-MARC VITTORI**, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION, L'EXPANSION, FRANCE

Selon les intervenants, la prochaine crise financière internationale, puisqu'à n'en pas douter prochaine crise il y aura, viendra peut-être de la faillite d'une grande banque ou de la perte de confiance des investisseurs dans les marchés, plutôt que des perturbations du marché des changes caractéristiques des séismes des années 1990.

Les réponses apportées par les pays en développement et les autorités de tutelle financières internationales pour juguler les crises des années 1990 ont permis de limiter considérablement les débâcles en série comme celles qui se sont produites pendant la crise asiatique de 1997, même si les intervenants conviennent que beaucoup de



Andrew Crockett

chemin reste à parcourir. Cela étant, ils divergent sur les mesures à appliquer.

Bien qu'ils considèrent tous que la stabilité est tributaire de la rigueur des politiques

monétaires et budgétaires, de la transparence des marchés, de la solidité des régimes juridiques et de la clarté des règles comptables, **Andrew Crockett** a, pour sa part, désigné les taux de change fixes, comme l'un des éventuels signes avant-coureurs de crise. « Pour moi, ce n'est pas un hasard si presque toutes les crises monétaires » de la dernière décennie « sont survenues dans des régimes de changes fixes », dit-il. En outre, toujours selon lui, les pays capables d'imposer des mesures économiques permettant de surmonter des chocs commerciaux ou financiers en régime de changes fixes sont extrêmement rares.



Il Sakong

Ce n'est pas l'avis de **Il Sakong**. Face au Fonds monétaire international (FMI) qui préconise depuis des années des taux de change flottants, M. Sakong déclare : « Nous pensons qu'il n'existe pas de régime de taux de change unique qui soit bon pour tous les pays tout le temps. » Il cite l'Argentine en exemple, qualifiant sa caisse d'émission aujourd'hui supprimée de « bonne idée » lorsqu'elle a été instaurée, mais qui a été maintenue trop longtemps après être devenue un handicap.

Il Sakong s'en prend aussi à ce qu'il appelle la conception bipolaire de la politique de change adoptée par le FMI et de nombreux pays industrialisés, selon laquelle les pays peuvent adopter soit un système de taux fixe soit un système de taux flottant. « Le FMI défendait auparavant cette conception bipolaire. Ce que je souhaiterais, c'est que des experts du FMI se rendent dans ces pays et travaillent avec eux pour trouver un

régime de change adapté, plutôt que de les enfermer dans ce dilemme. » Il Sakong pense que l'adoption du dollar des États-Unis comme monnaie par certains petits pays pourrait leur être bénéfique, tandis que d'autres pourraient tirer profit de la création d'une caisse d'émission ou d'un régime de flottement contrôlé dans lequel la monnaie ne peut s'échanger qu'à un prix évoluant dans des marges de fluctuation prédéfinies.

Autre point de désaccord entre les intervenants, le contrôle des mouvements de capitaux, à savoir la limitation des entrées ou sorties de fonds d'un pays. Il Sakong préconise un contrôle des mouvements de capitaux « régi par les mécanismes de marché », comme la taxe chilienne sur les entrées de capitaux, pour les pays qui craignent que leurs marchés ne soient déstabilisés par un afflux massif de capitaux. « Pour le court terme, une certaine intervention des mécanismes de marché est indispensable. C'est pourquoi je souhaite que les pays en développement prévoient ces instruments dans leur panoplie et s'en servent le cas échéant, sans risquer d'être pénalisés. »

L'évocation par Il Sakong du Chili comme exemple positif de contrôle des mouvements de capitaux répondait à une question de **Padma Desai** (Université de Columbia, États-Unis), soulignant que de tels dispositifs devaient faire l'objet d'une surveillance ou d'un contrôle par le FMI.

En revanche, Andrew Crockett rejette ces propositions. « En règle générale, le contrôle des mouvements de capitaux me laisse très sceptique », indique-t-il. Ces mesures risquent d'aboutir à une confusion entre les bons et les mauvais flux de capitaux, souvent difficiles à distinguer les uns des autres et à entraver la discipline du marché. Par ailleurs, il s'agit « d'une source notoire de corruption » car c'est une administration, plutôt que le marché, qui donne accès aux devises.

Il reconnaît tout de même « l'intérêt de cette mesure, appliquée à court terme, »



De gauche à droite : Jean-Marc Vittori à Il Sakong

dans certaines situations où les risques d'effondrement financier sont considérables et s'accroissent. Il a fait expressément allusion au Chili et au rôle joué par l'organisme de contrôle malaysien pendant la crise financière en Asie. Il souligne que les pouvoirs publics de chacun de ces deux pays sont conscients que le contrôle des entrées et des sorties de capitaux leur ont évité un sort bien pire.

Anticipant l'avenir, les intervenants déclarent que l'effet de dominos auquel on a assisté pendant la crise asiatique pourrait bien être le dernier. Leur confiance repose sur l'absence de répercussions des crises argentine et turque sur des pays tiers. Comme le souligne **Jean-Marc Vittori**, « quand on l'examine globalement, on constate que le système est stable, même si quelques pays sont en fâcheuse posture ».

Les intervenants s'accordent à penser que le prochain grand séisme risque plus de résulter de scandales boursiers ou comptables du genre de l'affaire Enron. « Peut-être que la prochaine crise financière ne viendra pas d'un pays et des difficultés de sa monnaie, mais des problèmes d'un établissement financier tentaculaire ou d'atteintes portées à l'intégrité des marchés », déclare M. Crockett.

Mais quelle que soit l'origine de la prochaine crise, les participants conviennent qu'il faut œuvrer au renforcement de l'architecture financière mondiale pour lui permettre d'amortir le choc. ■



# Tous les pays doivent coopérer ou alors dire adieu à tout espoir de garantir la sécurité de l'environnement

## Comment assurer la sécurité de l'environnement

- MODÉRATRICE **BRUNA BASINI**, RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT DU MAGAZINE EXPANSION, FRANCE
- **JUDITH E. AYRES**, ADMINISTRATEUR ADJOINT, AGENCE DES ÉTATS-UNIS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
- **BRUNO COMBY**, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES ÉCOLOGISTES POUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE, FRANCE
- **GÉRARD MESTRALLET**, PRÉSIDENT ET PDG DE SUEZ, FRANCE
- **CHARLES SECRETT**, DIRECTEUR EXÉCUTIF, LES AMIS DE LA TERRE, ROYAUME-UNI



De gauche à droite : Judith E. Ayres et Gérard Mestrallet

Le risque d'explosion nucléaire est manifestement le danger le plus visible auquel est exposé le monde, mais la pénurie d'eau potable et la pollution de l'eau, les problèmes majeurs posés par le changement climatique comme le réchauffement de la planète et les gaz à effet de serre sont le lot quotidien de centaines de millions de gens. Les intervenants se sont accordés à reconnaître que la coopération entre les nations, entre les organisations du secteur public et privé ainsi que la participation de tous est le seul moyen de sortir d'une situation qui menace d'être catastrophique.

Judith E. Ayres donne plusieurs exemples de cas dans lesquels la coopération internationale a permis de résoudre des problèmes graves qu'il aurait été impossible de traiter autrement. Dans des régions du monde victimes de dommages écologiques provoqués par des conflits armés, comme la pénurie d'eau dans le Moyen-Orient déchiré par la guerre, le seul moyen de trouver des solutions passe par la coopération entre les pays ou les communautés touchées.

Judith Ayres cite un exemple majeur d'action menée en commun avec succès dans l'Arctique où à la suite de l'Accord de réduction des armements nucléaires conclu entre les États-Unis et l'Union soviétique, la Russie enfouissait du combustible nucléaire usé. Les Américains ont proposé d'aider les Russes à construire une usine de retraitement à Mourmansk afin d'éliminer en toute sécurité le combustible usé et, de ce fait, la Russie a maintenant cessé de rejeter dans l'Arctique ses déchets de faible activité. Une coopération de ce type est le seul moyen de faire face à des risques d'ampleur internationale, comme dans ce cas, la diffusion de polluants organiques persistants. Pour faire face à une menace de pollution à l'échelle mondiale, le seul moyen de réussir à mettre en place une politique favorable a consisté à avancer pas à pas vers l'objectif qui est d'instaurer la sécurité.

Bruno Comby fait observer que la planète est « petite, belle mais fragile ». L'énergie, souvent tirée de combustibles fossiles, est au cœur du développement économique mais s'accompagne de pollution. C'est pourquoi

la meilleure solution pour répondre aux besoins énergétiques du monde est l'énergie nucléaire, car il faut faire face à l'arrivée de nouveaux consommateurs toujours plus nombreux dans des pays comme le Brésil et l'Inde. Une autre raison de préférer l'énergie nucléaire tient au fait que les circuits d'approvisionnement du pétrole sont souvent situés dans des lieux stratégiquement vulnérables comme le Détroit d'Ormuz au Moyen-Orient. Or, les deux tiers de la production mondiale de pétrole transitent par ce détroit, qui est, pour une bonne part, sous le contrôle de l'Irak. Il convient par-dessus tout de ne pas oublier la grave menace que la combustion de combustibles fossiles fait peser sur l'état de l'environnement. « Nous sommes déjà en mauvaise posture et une action d'ampleur majeure s'impose de toute urgence. »

Gérard Mestrallet, qui exprime le point de vue d'une entreprise privée, rappelle qu'un milliard de personnes dans le monde ne disposent pas d'eau potable et deux milliards d'électricité. Son entreprise est confrontée chaque jour à des défis en

matière de développement durable et jamais jusqu'ici, le fossé économique qui sépare les pays riches des pays pauvres n'a été aussi profond. Exprimant un point de vue personnel, il fait observer « qu'il ne peut y avoir de sécurité de l'environnement sans partage de la croissance ». A la suite d'une étude menée par un comité international à haut niveau pour le compte de l'entreprise Suez, il a lancé un appel dans lequel il citait une conclusion de cette étude, « le véritable combat est de permettre à chacun de couvrir ses besoins en eau ». Il a adressé cet appel à 2 500 personnalités mondiales et à tous les chefs de gouvernement.

Gérard Mestrallet insiste sur le fait que les mesures nécessaires sont évidentes et à notre portée. « Nous devons économiser l'eau, réduire les pertes dans les réseaux d'approvisionnement, gérer l'irrigation de manière plus rationnelle et, aussi, mettre un terme à la pollution de l'eau. » Il préconise la mise au point de nouvelles formules d'investissement associant le public et le privé pour les pays en développement. « Chacun a son rôle à jouer : l'initiative, la décision et le contrôle relèvent de l'autorité politique, l'exécution et la gestion des entreprises privées. »

Les craintes suscitées dans certains milieux par la privatisation de l'eau sont compréhensibles mais mal placées. Sa compagnie respecte trois principes fondamentaux : l'eau est un bien public et le

prestataire garantit un service (qui, dans le cas de sa compagnie, continue à être assuré, quelles que soient les difficultés, comme en Argentine aujourd'hui) ; il n'est pas nécessaire pour le prestataire de posséder les infrastructures qui devraient appartenir à l'autorité publique ; l'accès de chacun aux ressources en eau devrait être considéré comme un droit.

« En tant que dirigeant d'entreprise, je mets la rentabilité et la responsabilité sur le même plan » conclut Gérard Mestrallet. « Nous devons développer des partenariats entre secteur public et secteur privé et l'OCDE a un rôle à jouer en y sensibilisant les acteurs économiques au niveau multilatéral. »



Charles Secrett

Charles Secrett déclare que la déstabilisation de systèmes écologiques d'importance cruciale fait peser des menaces sur la planète. Les pays en développement sont toujours beaucoup plus gravement touchés

par les catastrophes naturelles que ceux du monde développé parce que les premiers n'ont pas les moyens de réagir à ces catastrophes rapidement et efficacement. La sécurité de l'environnement signifie un certain nombre de choses. Premièrement, il est essentiel de gérer les situations en tenant compte de l'avenir à long terme de chaque habitant de la planète, de manière à pouvoir aider les plus pauvres qui sont contraints de fuir devant les catastrophes. Deuxièmement, il s'agit aussi de lutter contre l'insécurité économique et sociale afin d'instaurer l'équité, ce qui signifie aussi de remédier au problème posé par la mauvaise gestion et les modes de consommation qui favorisent le gaspillage des ressources.

Les marchés réussissent bien à assurer une allocation équitable et efficiente des ressources tant que les différents acteurs se font concurrence sur un pied d'égalité. Pour y parvenir, il est nécessaire de renforcer les règles et les réglementations, de gérer sagement les ressources, de garantir un code des droits fondamentaux pour assurer à tous l'égalité d'accès aux ressources essentielles. Dans le même temps, le monde développé devrait faire preuve de sens des responsabilités et agir avec transparence, et respecter les règles de la bonne gouvernance. Il cite la Convention sur le changement climatique comme un modèle en matière de développement durable. ■



Plus qu'une librairie en ligne ... un véritable service adapté aux besoins des particuliers.

[www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

# L'éducation : la porte de l'espoir

## Extraits d'une allocution thématique

• **MME LAURA W. BUSH**, PREMIÈRE DAME  
DES ÉTATS-UNIS



Madame Laura Bush et les membres du panel

**J**e remercie les nombreux ambassadeurs des pays Membres de l'OCDE de leur présence ici aujourd'hui.

Le Forum de l'OCDE de cette année porte sur quatre grands enjeux : la sécurité, l'équité, l'éducation et la croissance ; ils sont tous les quatre importants mais, pour moi, l'éducation est le fondement des trois autres : elle ouvre la porte de l'espoir pour les enfants du monde entier.

Chers amis et invités de marque, peu importe votre pays d'origine, peu importent nos différences culturelles, traditionnelles ou religieuses, il est une valeur qui transcende toutes les frontières : l'amour ; les pères et mères du monde entier aiment leurs enfants et souhaitent ce qu'il y a de mieux pour eux.

Je reprendrai ici les mots du Président Bush dans son Discours au Congrès prononcé au

début de l'année sur l'état de la Nation : « Les pères et mères de toutes les sociétés du monde souhaitent que leurs enfants reçoivent une éducation et soient préservés de la pauvreté et de la violence... Aucune nation ne détient le monopole de ces aspirations, et aucune nation n'est dispensée d'y répondre »

Nous voulons tous que nos enfants grandissent dans un monde en paix. Aujourd'hui, la communauté mondiale a engagé une lutte sans merci contre les agents de la terreur. Bon nombre des pays représentés ici collaborent étroitement avec nos officiers, nos agents de renseignement et nos policiers pour trouver les terroristes et les livrer à la justice et le peuple américain vous remercie de votre aide.

Les récents attentats en Russie, en Israël, et au Pakistan où 11 Français ont trouvé la mort, nous rappellent tragiquement que la terreur menace chacun dans le monde

entier. Tous les pays doivent donc s'unir pour faire face à cette menace qui pèse sur notre paix et notre sécurité.

Nous devons premièrement et avant tout enseigner à tous les enfants du monde le respect de la vie – de leur propre vie et de celle des autres. Tout parent, enseignant ou dirigeant a le devoir de condamner l'horrible tragédie qui pousse des enfants à se faire exploser pour en tuer d'autres.

L'éducation peut aider les enfants à envisager un monde sans haine ni désespoir : l'éducation fait grandir le respect de soi et des autres, elle suscite une compréhension et une tolérance plus grandes. Elle invite à plus d'équité car elle dote nos enfants des outils dont ils auront besoin pour réussir dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui. Et l'éducation nourrit aussi la croissance puisqu'elle stimule la créativité individuelle et forme la main-d'œuvre qualifiée indis-



Donald J. Johnston

pensable à la croissance et au développement.

La possibilité de voyager facilement et la rapidité des télécommunications nous offrent aujourd'hui des possibilités nouvelles et fantastiques de communiquer et d'enseigner. Grâce à des forums comme celui de l'OCDE, nous pouvons coordonner nos efforts pour améliorer l'éducation dans nos pays respectifs et dans le reste du monde.

L'éducation est une priorité absolue pour le Président Bush, pour moi-même et pour toute son administration.

Aux États-Unis, nos écoles publiques sont ouvertes à tous les enfants sans exception, et nous œuvrons pour qu'ils bénéficient tous d'une éducation de qualité. Le Congrès vient d'approuver une loi, signée par mon mari, qui prévoit la vague de réformes de l'éducation publique qui devrait être la plus radicale depuis une génération. Cette loi, intitulée «No Child Left Behind» (aucun enfant laissé pour compte), se fonde sur les principes de responsabilité et d'efficacité. Elle définit des normes élevées et tient les écoles pour responsables de les atteindre. Elle prévoit que les États et les districts scolaires locaux doivent faire passer des examens aux élèves et en publier les résultats pour que les parents puissent distinguer les bonnes écoles des mauvaises. Cette loi donne à ces districts une plus grande liberté pour obtenir des résultats et permet aux parents et aux élèves de mieux s'informer, et d'avoir plus de possibilités de choix.

Pour offrir une éducation de qualité à nos enfants, il faut commencer par le commencement. Or l'éducation commence toujours par l'apprentissage de la lecture. La lecture

est la première étape de l'apprentissage. Pour que tous nos enfants puissent réaliser leurs rêves, mon pays et les pays du monde entier doivent améliorer l'enseignement de la lecture. Les enfants qui savent lire ont plus de chances à l'école et dans la vie. Selon une récente étude de l'OCDE, au moins 15 % des jeunes âgés de 15 ans ne peuvent lire que des textes tout à fait élémentaires (ce pourcentage monte à 30 % dans certains pays).

Une autre de mes priorités est de recruter des enseignants de qualité. L'un des moyens les plus rapides et efficaces d'améliorer l'enseignement et d'atteindre l'objectif principal du Président est : mettre un bon professeur à la tête de chaque classe. Au cours des 10 prochaines années, les États-Unis vont avoir besoin de 2 millions de nouveaux enseignants. Je travaille d'ailleurs avec diverses organisations pour encourager les jeunes diplômés de l'université, des experts et les militaires à la retraite à venir partager leurs compétences avec les élèves. La qualité des enseignants fait réellement la différence. La plupart d'entre nous pouvons nous souvenir d'un enseignant qui nous a particulièrement inspiré ou encouragé dans notre enfance. J'adorais tellement une de mes maîtresses du primaire que j'ai décidé de devenir enseignante à mon tour. Et les années que j'ai passées à enseigner ont été les plus épanouissantes de ma vie.



Madame l'Ambassadeur Phillips présentant Madame Bush

Parce que l'éducation ouvre des perspectives d'avenir, les États-Unis collaborent avec leurs amis et alliés pour renforcer l'enseignement dans le monde entier.

Par le biais de l'USAID (Agence américaine pour le développement international), les

États-Unis investissent 357 millions de dollars dans l'éducation cette année, une augmentation substantielle par rapport aux 285 millions versés l'année passée. Ces fonds serviront à financer des programmes d'alphabétisation, des formations pour les enseignants, des formations en informatique, et les efforts dirigés vers ceux que l'on oublie trop souvent : les enfants les plus



Madame Laura Bush

pauvres et les jeunes filles. L'USAID a également fait des partenariats entre le public et le privé l'un des piliers de nos activités d'aide au développement. Les États-Unis vont ainsi investir 20 millions de dollars dans trois centres d'excellence en Amérique latine et dans les Caraïbes pour améliorer la formation des professeurs et la qualité de l'enseignement de la lecture dans les écoles, et le secteur privé aux États-Unis et en Amérique latine apporteront une contribution équivalente.

Le Peace Corps des États-Unis (Corps des volontaires de la paix) participe depuis longtemps aux efforts que nous déployons dans le monde en faveur de l'éducation. Il participe actuellement à 55 projets éducatifs dans 52 pays du globe, et le Président Bush s'est engagé, dans le cadre de la nouvelle initiative USA Freedom Corps, à doubler les effectifs de volontaires dans les cinq années à venir.

Lors d'un récent déplacement en Afghanistan, le Directeur du Peace Corps a rencontré le Dr. Sima Simar, ministre chargée des droits de la femme. Lorsqu'il a commencé à lui parler du Peace Corps, Mme Simar l'a interrompu : « Je connais le Peace Corps car c'est l'un de ses volontaires qui m'a enseigné l'anglais ».

14 Mai 2002

Depuis son lancement en 1947, notre programme d'échanges Fulbright a permis à plus de 250 000 jeunes étudiants, enseignants et professeurs universitaires des États-Unis et de 140 autres pays de voyager. Nous devons œuvrer pour que tous les enfants, y compris les filles, aient accès à l'éducation qu'ils soient issus de minorités ethniques ou handicapés. Je suis fière que mon mari ait pris position en ce sens lorsqu'il était gouverneur du Texas. Tandis qu'un État voisin envisageait d'interdire l'école aux enfants d'immigrés clandestins, mon mari a déclaré « Au Texas, nous instruisons tous les enfants, quel que soit le statut de leurs parents ».

Aux États-Unis, nous considérons que chaque individu est responsable de ses décisions, de ses enfants et de sa communauté et que les entreprises ne font pas exception et doivent, elles aussi, se comporter en citoyens responsables. En apportant leur soutien à l'éducation, les entreprises petites et grandes peuvent réellement contribuer à atteindre les quatre objectifs de ce forum.

Il n'existe pas de meilleur exemple de collaboration entre les gouvernements, les entreprises et les citoyens que l'action maintenant engagée en Afghanistan : ce pays est en pleine reconstruction – et saisit une occasion qui ne s'était encore jamais présentée – grâce aux efforts conjoints des Nations unies, des États-Unis, du nouveau gouvernement afghan et de la coalition formée avec nos partenaires du monde entier.



Néanmoins, la paix n'engendrera pas la prospérité si les femmes et les enfants ne sont pas instruits. Lorsque les citoyens sont instruits, et particulièrement lorsque les femmes sont instruites, la qualité de vie s'améliore également de façon significative. Les progrès en matière d'instruction des

femmes ont par exemple contribué plus que toute autre chose au déclin de la malnutrition infantile, et le taux de mortalité des enfants nés de mère dotées d'une instruction de niveau secondaire est inférieur de 36 % à celui des enfants nés de mères n'ayant pas dépassé l'école primaire.

Les enfants d'Afghanistan ont repris le chemin de l'école en mars, mais pour bien des petites filles, c'était la première fois de leur vie – le monde entier a pu voir les enseignants retrouver leur place restée vide depuis si longtemps tandis que les élèves ouvraient leurs livres pour leurs premières leçons.

Les États-Unis se sont engagés à aider le peuple afghan à réaménager son système éducatif. L'USAID va envoyer aux écoles près de 10 millions de manuels rédigés en langues Pashtoune et Dari, et finance cinq équipes d'enseignants actuellement chargées d'organiser des stages de recyclage pour les enseignants dans les écoles de la région de Kaboul. L'USAID collabore avec les forces armées et civiles des États-Unis pour reconstruire 58 écoles et centres de formation dans tout l'Afghanistan.

Le Président Bush a également fait appel aux élèves américains en leur demandant de donner chacun un dollar à l'America's Fund for Children. Jusqu'ici, les enfants des États-Unis ont réuni plus de 4 millions de dollars destinés à procurer de la nourriture, des vêtements, des jouets, des abris et des soins médicaux aux enfants d'Afghanistan. Une petite fille a envoyé au Président la lettre suivante : « J'envoie un dollar pour aider les enfants innocents d'Afghanistan. Je m'appelle Grace et j'ai 11 ans. Je voudrais vraiment faire ce cadeau aux orphelins. Je suis fière d'être américaine. Je voudrais également aider un enfant à vivre ».

La Croix Rouge américaine coordonne elle aussi un projet de collecte nationale de fournitures scolaires qui suffiront pour 120 000 enfants afghans. Quelques 1 000 colis ont déjà été confectionnés et envoyés.

L'Academy for Educational Development (AED), organisation à but non lucratif basée aux États-Unis, a envoyé aux écoles primaires afghanes 40 000 sacs à dos remplis



d'ardoises, de craies, de fournitures scolaires et de jouets pour les enfants de réfugiés et s'emploie actuellement à envoyer 200 000 sacs supplémentaires cet automne.

Avant de devenir chargé d'affaires, Haron Amin enseignait dans le secondaire à Kaboul. Il a déclaré qu'il avait eu beaucoup de mal à convaincre ses élèves d'écrire sur leurs nouvelles feuilles de papier car ils n'avaient jamais rien eu d'aussi propre.

Je suis convaincue que les États-Unis et la communauté mondiale poursuivront leurs efforts pour améliorer les conditions de vie de tous les habitants d'Afghanistan.

Nous traversons une période où les défis à relever sont vastes, et les opportunités à saisir nombreuses. Alors que nous œuvrons à la construction d'un monde plus sûr, nous œuvrons aussi pour un monde meilleur.

Et pour les pays membres de l'OCDE, il n'existe pas de défi plus important que d'assurer une scolarité normale à chaque enfant de la planète. Tous ensemble, nous pouvons réellement changer considérablement les choses dans nos pays et dans les pays en développement. Avec de la détermination, des ressources et des dirigeants énergiques, nous pouvons toucher et enseigner les enfants du monde entier.

Une éducation de qualité est le cadeau le plus important que nous puissions offrir aux enfants du monde car c'est celui qui offre le plus de chance d'apporter la paix et la prospérité. Mesdames et Messieurs, je vous remercie de m'avoir invitée. ■



**Soyez le premier informé ...  
grâce à notre service d'information e-mail gratuit**

- Gratuitement et sans obligation d'achat
- Recevez en priorité les annonces des nouvelles parutions de l'OCDE
  - Choisissez parmi les services proposés et les newsletters
  - Modifiez vos critères ou annulez votre abonnement
- Désormais, ce service est disponible en anglais et en français
  - N'oubliez pas – vous gardez le contrôle !

Eregistrement gratuit

[www.oecd.org/OECDdirect](http://www.oecd.org/OECDdirect)

# La durabilité est l'affaire de tous

## Développement durable : les partenariats entre le secteur public et le secteur privé

- **MODÉRATEUR : CORRADO CLINI**, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU SERVICE INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DU TERRITOIRE, ITALIE
- **JACQUES LESOURNE**, CONSEILLER POUR LA PROSPECTIVE, EDF, FRANCE
- **JUAN MILLAN**, GOUVERNEUR DE L'ÉTAT DE SINALOA, MEXIQUE
- **MARTINA MOTLOVA**, VICE-MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- **LAURENCE TUBIANA**, CONSEILLÈRE POUR L'ENVIRONNEMENT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE, FRANCE



Membres du panel

Selon les experts réunis, le Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio de Janeiro en 1992 a permis d'entrevoir où nous devons aller, bien que nous soyons encore loin d'avoir résolu les problèmes qui se posent à l'échelle planétaire en matière d'environnement. Il faut maintenant espérer que le prochain Sommet mondial sur le développement durable qui se tiendra à Johannesburg va relancer le processus en nous montrant comment y parvenir.

Ce qui semble certain, c'est qu'il nous faudra recourir à des partenariats entre les secteurs public et privé si nous voulons progresser. **Corrado Clini** évoque la nécessité de renforcer les moyens disponibles pour gérer ces formules de partenariat.

L'État de Sinaloa au Mexique a été cité en exemple lors du Forum de l'OCDE. Ses ressources naturelles abondantes et la crainte qu'elles ne s'épuisent ont conduit, selon **Juan Millán**, le gouvernement et les citoyens à conclure un partenariat inédit qui a donné naissance à la Sinaloa Eco-region Foundation : celle-ci a permis de créer de

nouvelles usines de traitement des eaux usées et d'améliorer l'efficacité du système d'adduction d'eau.

Pour résoudre les problèmes d'ordre public, l'État a associé des représentants de différents mouvements citoyens à la formation de ce que Juan Millán appelle « la meilleure brigade anti-enlèvement du Mexique ». Un conseil en charge du développement économique a réussi à stimuler l'investissement et à accroître les possibilités d'emploi, malgré la récession observée aux niveaux national et international. Dans le domaine de l'éducation, les industries locales aident les écoles



Laurence Tubiana

à s'équiper en informatique. Tous ces progrès résultent selon Juan Millán de l'adoption d'une législation garantissant une grande transparence dans l'administration publique d'État.

**Martina Motlova** explique que même les économies qui ne sont peut-être pas prêtes à atteindre une telle transparence, se voient contraintes, sous la pression des militants, de la presse et de travailleurs désenchantés, de prendre des mesures en ce sens. Bien qu'étant une économie en transition, la République tchèque souhaite adhérer à l'Union européenne et participer davantage à l'économie mondiale, et ce double objectif l'a conduite à beaucoup améliorer sa politique environnementale. Martina Motlova indique qu'en République tchèque, le secteur industriel et le secteur de l'énergie « ont sensiblement réduit ces dix dernières années les effets de leurs activités préjudiciables à l'environnement ». Parmi les pays Membres de l'OCDE, c'est en effet la République tchèque qui enregistre la baisse la plus nette des émissions de dioxyde de soufre.

Martina Motlova rappelle qu'on ne peut ignorer la contribution des entreprises à la réalisation de ces progrès. Elle appelle les pouvoirs publics à instaurer un environnement propice au développement du secteur privé : « La mise en place d'un cadre réglementaire est une condition préalable indispensable ; le système fiscal et le système de subventions doivent être revus, et les prix des ressources rationalisés pour encourager une utilisation efficace de ces dernières. »

**Jacques Lesourne** indique que les partenariats entre les secteurs public et privé présentent un intérêt tout particulier dans son secteur. On ne peut pas parler de développement durable sans évoquer l'accès à l'électricité. Fournir de l'électricité à plus de 470 millions de foyers dans le monde qui en

sont privés, soulève la question de savoir qui va payer. Les compagnies privées sont des organisations à but lucratif qui ont des actionnaires à satisfaire. Parallèlement, les gouvernements de certains pays engagent des programmes de privatisation. Jacques Lesourne suggère d'expérimenter diverses formules de partenariat entre les secteurs public et privé et d'en évaluer l'efficacité.

Selon **Laurence Tubiana**, les pouvoirs publics et les entreprises, de même que les membres de la société civile, savent qu'ils doivent coordonner leurs activités mais la question de savoir comment agir en soulève bien d'autres encore. Faut-il recourir à des contrats, des codes de bonne conduite ou à un partage des obligations ? Si l'on opte pour les codes de conduite, est-ce aux entre-



Jacques Lesourne

prises de les élaborer ? Ou doivent-ils être intégrés dans les réglementations internationales ? « Jusqu'à maintenant, nous avons compté sur la bonne volonté des uns et des autres. Nous verrons à Johannesburg jusqu'où ce système peut nous mener. » ■

## L'apprentissage de la démocratie : un besoin vital

### L'éducation au service de la démocratie et de l'émergence de sociétés tolérantes

- MODÉRATRICE : **JOËLLE BOURGOIS**, REPRÉSENTANTE PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRÈS DE L'OCDE
- **GUDMUND HERNES**, DIRECTEUR, INSTITUT INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DE L'ÉDUCATION, UNESCO
- **DEAN HIRSCH**, PRÉSIDENT, WORLD VISION INTERNATIONAL, ÉTATS-UNIS
- **YAACOV KATZ**, DIRECTEUR, DÉPARTEMENT PÉDAGOGIQUE AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, ISRAËL
- **ANNEMIE NEYTS-UYTTEBROECK**, MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES, BELGIQUE
- **SUSAN SCLAFANI**, CONSEILLÈRE AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION, ÉTATS-UNIS

La généralisation de la démocratie à notre époque est un fait indéniable, mais si l'éducation y est pour beaucoup, son influence n'a pas toujours été bénéfique. Les intervenants estiment que les attentats du 11 septembre et les élections présidentielles françaises ont montré à quel point il était nécessaire de mettre l'éducation au service de la tolérance et de la démocratie.

Vivre dans des sociétés qui rassemblent une variété croissante de peuples, de religions et de cultures nous impose d'acquérir des compétences adaptées à notre mode de vie actuel, déclare **Joëlle Bourgois**.

De plus en plus de personnes ont leur mot à

dire sur l'orientation de leur gouvernement, et les dirigeants se sont rapprochés de leurs concitoyens, affirme **Gudmund Hernes**. L'information est beaucoup plus accessible, et l'éducation a contribué à une meilleure prise de conscience des droits, des possibilités



Joëlle Bourgois





Membres du panel

d'alternance politique et du pouvoir du bulletin de vote, ainsi qu'à une participation accrue aux élections.

Mais, selon Gudmund Hernes, l'éducation peut prendre une mauvaise tournure si elle est dévoyée pour façonner des esprits étroits, si les manuels scolaires servent à véhiculer des préjugés ou si un programme scolaire suggère qu'il n'existe qu'une seule « véritable religion ». « J'aimerais pouvoir dire que plus d'éducation est bénéfique » ajoute-t-il. « Mais ce qui compte, ce n'est pas la quantité mais le contenu. » C'est particulièrement vrai si l'on souhaite que l'éducation sache s'adapter aux besoins économiques évolutifs inhérents à une démocratie, par exemple, la nécessité d'une main-d'œuvre hautement qualifiée pour faire face à la mondialisation de l'économie, déclare **Susan Sclafani**.

Gudmund Hernes appelle également de ses vœux une éducation plus démocratique et des citoyens plus actifs dans des sociétés plus tolérantes, en affirmant que nous devons mettre en garde contre l'éducation comme forme d'endoctrinement. Non seulement les sociétés doivent encourager la tolérance, mais elles doivent aussi soutenir la durabilité et la culture du modèle démocratique, selon **Annemie Neyts-Uyttebroeck**. Son expérience au sein d'équipes de surveillance des pouvoirs publics et de formation aux élections en Afrique et aux quatre coins du monde, l'a sensibilisée au besoin

de bâtir des institutions politiques qui ne dépendraient pas d'une seule et unique personne, mais « de gouvernements installés sur une base juridique solide ».

« La démocratie de façade est très répandue », affirme **Annemie Neyts-Uyttebroeck**. Elle ajoute que le développement semble drainer davantage les énergies que la politique durable. Le débat et les partis politiques sont fondamentaux, parallèlement à l'édification d'un environnement propice au dialogue. Elle souligne aussi le fait que les mécanismes électoraux, aidés dans leur fonctionnement par une structure idoine, une bonne organisation, et tout autre structure, requièrent toute attention et capitaux humains et financiers.



Susan Sclafani

Encourager la tolérance dans une société développée comme celle d'Israël, où règne une extrême tension, n'est pas une tâche facile. Selon **Yaacov Katz**, « Israël est une

mosaïque traversée par de multiples fractures qui ne passent pas seulement entre Arabes et Juifs, mais aussi entre gauche et droite, voire hommes et femmes ».

Dans les années 1990, le rapport de la Commission Kremnitzer sur la Citoyenneté, la Démocratie et la Cohabitation dans le système éducatif israélien (Citizenship, Democracy and Co-existence in the Israeli Education System) a dressé une liste de critères pour aplanir certaines différences : publication de manuels et de programmes scolaires identiques pour chaque secteur, création d'un groupe de travail chargé d'évaluer une fois par mois la qualité de l'enseignement et réunions d'élèves, sans discrimination de religion, de nationalité et de race. Les discussions portent sur le sport et tout autre sujet consensuel, afin d'offrir au progrès un terrain d'amitié.



Yaacov Katz

Inculquer les valeurs de la démocratie aux habitants des pays en développement commence par des problèmes élémentaires. **Dean R. Hirsch** estime qu'il suffit d'observer les sociétés africaines pour comprendre l'importance de l'éducation, notamment des jeunes filles, « non seulement pour encourager la démocratie et la tolérance, mais aussi pour poursuivre le développement humain ».

Une démocratie ne peut fonctionner efficacement que si l'on admet qu'il n'y a rien de naturel ni d'automatique dans ses principes, conviennent les intervenants. L'éducation doit les enseigner et les défendre non seulement dans les démocraties émergentes, mais aussi dans les démocraties établies de longue date. ■

# L'avenir de l'euro

## Discussion thématique

- **MODÉRATEUR : DOUGLAS C. WORTH**,  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, COMITÉ  
CONSULTATIF ÉCONOMIQUE ET  
INDUSTRIEL (BIAC) AUPRÈS DE L'OCDE
- **GUY QUADEN**, GOUVERNEUR, BANQUE  
NATIONALE DE BELGIQUE

En introduction, **Douglas Worth** constate que le passage à l'euro s'est remarquablement bien déroulé pour le franc, le mark, le florin et la lire. Mais il faut dire que ce n'était pas un coup d'essai pour la France, qui a déjà changé de monnaie auparavant, et que les cours de ces monnaies européennes ont pas mal varié ces cinquante dernières années.



Douglas C. Worth

Cependant, lorsqu'un facteur économique fondamental se stabilise, la volatilité, ou du moins la tension, se déplace, et comme le dit une vieille chanson américaine : « Something's gotta give » (quelque chose doit lâcher) !

Nous avons maintenant une idée de la menace qui pèse sur le pacte de stabilité en Irlande, au Portugal, en Allemagne et en France. Si c'est à ce niveau que « quelque chose doit lâcher », les questions concernant l'harmonisation fiscale, les subventions, voire l'intérêt de la libéralisation du

marché doivent-elles pour autant être abandonnées ?

L'Union européenne est l'un des plus nobles efforts de redéfinition de la notion de souveraineté jamais entrepris. Va-t-on tout détruire pour une simple question d'argent ?

Selon **Guy Quaden**, le succès du passage à l'euro « a dépassé toutes les espérances » et les citoyens européens ont accepté leur nouvelle monnaie rapidement et avec enthousiasme. L'euro a créé l'une des plus importantes zones économiques du monde, représentant près de 300 millions d'habitants et quelque 5 % du PIB mondial et un pouvoir d'achat global se plaçant juste derrière celui des États-Unis. L'union monétaire a totalement éliminé l'instabilité des taux et, partant, les risques de change dans les 12 pays de la zone. Elle a également contribué à la stabilité des prix et à la stabilité budgétaire et a favorisé l'amélioration du potentiel de croissance dans la zone euro.

Mais la zone euro est aujourd'hui confrontée à trois enjeux majeurs, selon Guy Quaden : accroître son potentiel de croissance et améliorer ses performances, renforcer la coordination des actions et la cohésion politique entre les différents pays membres, préparer et réussir pleinement l'élargissement de l'UE.

Pour ce qui est de la croissance, Guy Quaden souligne que les perspectives économiques restent incertaines, mais que, après une année 2001 globalement décevante, la confiance des entreprises s'est sensiblement renforcée dans la zone euro et les conditions nécessaires à une reprise durable sont en place. La croissance potentielle de la zone euro, qui se situe, selon les estimations, entre 2 et 2.5 % est néanmoins nettement inférieure au niveau observé aux États-Unis et il faudrait qu'elle s'accélère. Les pays de la zone euro doivent passer à la vitesse supérieure en continuant à accroître l'efficacité des marchés des produits et du travail, à encourager l'esprit d'entreprise et à promouvoir une économie fondée sur le savoir. Il n'est pas forcément nécessaire de copier le modèle américain pour y parvenir, considère Guy Quaden. L'expérience de plusieurs pays d'Europe du Nord montre qu'il est possible de conjuguer un niveau de protection sociale conforme aux préférences



Guy Quaden

européennes et des taux d'activité, d'innovation technologique et de croissance économique élevés et comparables à ceux des États-Unis.

S'agissant de la dimension politique, on s'interroge fréquemment sur le point de savoir s'il était indiqué d'instaurer l'union monétaire avant l'union politique. Les trois années écoulées prouvent que l'union monétaire peut fonctionner dans le cadre institutionnel actuel : la politique monétaire est déterminée au niveau central par le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, qui jouit d'une grande indépendance et s'appuie sur un mandat clairement défini, alors que les politiques budgétaires nationales, bien qu'autonomes, sont soumises aux règles du Pacte de stabilité et de croissance. Mais Guy Quaden se réjouirait personnellement de progrès supplémentaires dans la coordination des politiques économiques entre les États membres de la zone euro ainsi que d'une plus grande cohésion politique en vue de consolider l'union monétaire et de renforcer l'intégration européenne.

Le troisième enjeu majeur est l'élargissement de l'UE, 10 nouveaux États devant adhérer dans les années à venir. Les candidats à l'adhésion doivent réunir certaines conditions politiques et économiques, mais pour entrer dans la zone euro, ils doivent également satisfaire aux critères de Maastricht, qui imposent de modérer l'inflation, de ne pas enregistrer de déficits publics excessifs et d'assurer la stabilité du taux de change. Même s'il reste beaucoup à faire, nombre d'entre eux ont accompli de sensibles progrès dans bien des domaines ces dernières années.

Leuro a également une dimension internationale. Il est déjà devenu la deuxième monnaie internationale, derrière le dollar des États-Unis, et joue un rôle presque aussi important que certaines des monnaies qu'il a remplacées (le deutschmark et le franc français, par exemple). Le dollar des États-Unis n'en reste pas moins la principale monnaie de réserve et la devise de référence en matière de fixation des prix et de cotation. Mais un vaste marché financier liquide dans la zone euro pourrait à l'avenir conduire à une utilisation accrue de la monnaie européenne dans le monde. En outre, les inves-

tisseurs et émetteurs internationaux augmenteront leurs actifs en euro s'ils estiment que c'est une devise stable, afin de réduire le plus possible les risques dans leurs portefeuilles internationaux.

Des membres du public posent plusieurs questions, demandant notamment s'il y a trop d'union économique en Europe. Guy Quaden répond que davantage d'union politique serait une bonne chose et permettrait d'accroître l'efficacité des actions des pouvoirs publics. Il estime en outre que la montée de la droite dans quelques pays

européens n'a rien à voir avec l'euro. Interrogé sur la faible valeur de l'euro, le directeur de la Banque centrale belge rappelle que le deutschmark avait aussi en son temps une valeur inférieure à celle du dollar des États-Unis et que cela ne voulait pas dire grand chose. Il est convaincu que les taux d'intérêt de la BCE diminueront lorsque les tensions inflationnistes se relâcheront à nouveau et demande instamment aux États membres de l'UE de respecter les obligations budgétaires qu'ils ont contractées aux termes du Pacte de stabilité et de croissance. ■

# Une guerre sur de multiples fronts

## Lutter contre la corruption

- **MODÉRATEUR : MARK PIETH**, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE BÂLE, SUISSE, ET PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'OCDE SUR LA CORRUPTION DANS LE CADRE DE TRANSACTIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES
- **JERMYN BROOKS**, DIRECTEUR EXÉCUTIF, TRANSPARENCY INTERNATIONAL, ALLEMAGNE
- **YVONNE T. CHUA**, DIRECTRICE DE LA FORMATION, CENTRE POUR LE JOURNALISME D'INVESTIGATION, PHILIPPINES
- **JEAN-DANIEL GARDÈRE**, DIRECTEUR GÉNÉRAL, CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTÉRIEUR (CFCE), FRANCE
- **JOONGI KIM**, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE YONSEI, CORÉE
- **JOHN SWEENEY**, PRÉSIDENT DE L'AFL-CIO, ÉTATS-UNIS

La corruption est probablement née avec le pouvoir lui-même et ne sera sans doute jamais totalement éradiquée. Il serait néanmoins hypocrite de vivre dans une société qui se veut démocratique alors qu'elle ne fait rien pour lutter contre ce problème. C'est dans cet esprit que les participants ont abordé ce vaste et épineux sujet. Il s'agit en réalité d'un fléau que la mondialisation semble avoir entraîné dans son sillage, tout du moins pour ce qui est de la perception que l'on en a.

La lutte contre la corruption, qui revêt différentes formes, exige une réforme systématique des institutions tant publiques que privées. La corruption est à la fois active (celui qui verse les pots-de-vin) et passive (celui qui les reçoit), ce que les organismes



Membres du panel

de lutte contre la corruption ne doivent pas oublier.

Comme l'explique **Jermyn Brooks**, la lutte contre la corruption s'appuie sur deux « armes » : l'indice des perceptions de la corruption (IPC) et le Bribe Payers Index



Jean-Daniel Gardère

(Indice des corrupteurs), tous deux mis au point par Transparency International, et qui, à partir des rapports rédigés par des hommes d'affaires, ont permis de définir une norme de façon à mesurer le degré de corruption perçu dans un pays ou une entreprise. « La Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et nos propres indices tracent la ligne à suivre pour un bon gouvernement d'entreprise » dit-il. « Toutefois, il faut aller plus loin de manière à apporter des preuves concrètes sur la base de nos enquêtes et des éventuelles condamnations. Il faut faciliter les poursuites judiciaires et améliorer la diffusion de l'IPC auprès des ONG et des chambres de commerce. »

« Le lien entre le niveau de corruption ressenti et un mauvais gouvernement d'entreprise n'est plus à démontrer », explique **Joongi Kim**. « Un bon gouvernement d'entreprise consiste notamment pour l'entreprise à s'occuper de ses propres intérêts, et non de ceux de filiales mal en point, comme dans l'affaire Enron. » Bref, une évaluation

interne et externe du gouvernement d'entreprise s'impose.

L'existence de médias indépendants est un moyen efficace d'assurer un suivi externe du gouvernement d'entreprise. **Yvonne T. Chua** admet que l'action de son organisation a permis de considérables avancées, mais qu'il reste tout de même un long chemin à parcourir. « Après avoir joué un rôle fondamental dans la chute du régime kleptocrate de Marcos, les journalistes d'investigation philippins ont certes permis l'éviction de Joseph Estrada. Néanmoins, la corruption est loin d'être éradiquée dans le pays et ce n'est pas la cible prioritaire du Centre philippin pour le journalisme d'investigation. »

La corruption est indubitablement un phénomène qui touche toutes les cultures, mais sa visibilité s'accroît proportionnellement aux investissements, et donc aux nouvelles richesses source de corruption, que la mondialisation apporte aux pays en développement. C'est à ce stade que la corruption favorise le plus ouvertement de nouvelles formes d'injustice, et entrave le processus de développement économique lui-même.

Selon **Jean-Daniel Gardère**, « la rapidité avec laquelle les systèmes bureaucratiques opèrent lorsqu'ils reçoivent des fonds est la cause du problème ». Mettre en place un arsenal législatif à l'échelle de l'Union européenne est peut-être un bon moyen de lutter contre ce fléau, mais il faut garder à l'esprit que les entreprises fonctionnent avec, pour et grâce aux capitaux. « Lorsqu'une

entreprise se dote en interne de politiques sociale, environnementale et obéit à des règles de transparence, on constate une baisse des indicateurs de corruption. Par ailleurs, dans le domaine de la politique, il convient d'examiner une autre cause fondamentale : le financement des partis politiques à une époque où les campagnes sont de plus en plus onéreuses. »



John Sweeney

**John Sweeney** décrit la corruption comme le symptôme d'une culture généralisée de l'exploitation. « Ces vingt dernières années ont été marquées par la primauté flagrante de la défense des investissements et des capitaux sur celle de la personne », dit-il. « De plus, le Fonds monétaire international (FMI) met systématiquement en coupe réglée les pays en développement. » Lorsqu'on considère la corruption dans le cadre plus large de la responsabilité des entreprises, estime-t-il, il faut se souvenir que « la mondialisation ne travaille pas pour ceux qui travaillent ». ■

SourceOCDE 

Un service parfaitement adapté aux universités,  
entreprises, consultants et administrations

[www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

# Comment mieux utiliser votre cerveau

## Le cerveau et l'apprentissage : une révolution pour l'éducation

- MODÉRATEUR **EMILE SERVAN-SCHREIBER**, PRÉSIDENT, NEWSFUTURES.COM, FRANCE
- **CHRISTOPHER BALL**, PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE DERBY ET ANCIEN DOYEN DE L'OXFORD COLLEGE, ROYAUME-UNI
- **BRUNO DELLA-CHIESA**, ADMINISTRATEUR, CENTRE POUR LA RECHERCHE ET L'INNOVATION DANS L'ENSEIGNEMENT, OCDE
- **HIDEAKI KOIZUMI**, DIRECTEUR DE RECHERCHE, LABORATOIRE DE RECHERCHE AVANCEE, HITACHI LTD., JAPON
- **VALERIE REYNA**, CONSEILLÈRE PRINCIPAL, OFFICE OF EDUCATIONAL RESEARCH AND IMPROVEMENT, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, ÉTATS-UNIS
- **MANFRED SPITZER**, PRÉSIDENT DE L'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE DE L'UNIVERSITÉ D'ULM, ALLEMAGNE

Les recherches menées ces dernières décennies sur le fonctionnement du cerveau ont certes permis d'éclairer de nombreux aspects des processus d'apprentissage mais n'ont guère influé sur la pédagogie scolaire. Il importe de combler le fossé entre les recherches menées en laboratoire et les méthodes d'enseignement si l'on veut améliorer l'efficacité de l'éducation au XXI<sup>e</sup> siècle.

« Les progrès accomplis par les sciences cognitives durant ces 40 dernières années n'ont jusqu'ici eu aucune répercussion sur les méthodes d'enseignement », déclare **Émile Servan-Schreiber**. Les méthodes actuelles de formation des enseignants ressemblent encore à celles qui avaient cours



Membres du panel

au XVIII<sup>e</sup> siècle pour former les médecins : « on apprend son métier en regardant faire les autres », remarque **Christopher Ball**. Selon lui, la responsabilité des défaillances du système d'enseignement durant le siècle dernier n'est pas à imputer aux enseignants mais à la manière dont ils ont été formés. La formation des enseignants devrait évoluer comme a évolué celle des médecins, en tenant compte des progrès de la connaissance. « La science de l'apprentissage doit être enseignée, en faisant la synthèse des connaissances théoriques et pratiques. »

« La science du cerveau n'est pas pure théorie, elle apporte aussi des solutions pratiques aux problèmes quotidiens », ajoute **Christopher Ball**. Au Royaume-Uni un projet financé par l'État « Learning how to learn » (Apprendre à apprendre) a donné des « résultats remarquables ». Les enfants perdent rapidement la capacité de résistance à l'échec que l'on observe chez les bébés. En effet, les tout petits ont beau tomber sans arrêt lorsqu'ils apprennent à marcher, ils ne

se découragent pas pour autant. Par contre, durant les années de scolarité, on constate que l'échec sape la motivation, et les enseignants doivent en être conscients et savoir comment y remédier. « Le projet « Apprendre à apprendre », qui enseigne aux élèves, aux enseignants et aux parents comment le cerveau absorbe les éléments d'information a permis d'obtenir des améliorations, chiffrables, de la qualité de l'apprentissage, de la motivation et l'estime de soi », conclut **Christopher Ball**.



Emile Servan-Schreiber



Bruno Della-Chiesa

**Manfred Spitzer** explique avec précision comment le cerveau absorbe de nouveaux éléments d'information et comment évoluent les synapses du cerveau pendant le processus d'apprentissage. Il démontre que l'environnement influe sur la perception. Les personnes qui sont habituées à vivre dans des pièces carrées ou rectangulaires ont une perspective du monde littéralement différente de celles qui sont habituées à vivre dans des huttes rondes. « Votre perception dépend de vos expériences antérieures », affirme Manfred Spitzer et il en est de même pour l'éducation. C'est pourquoi il est important de donner la meilleure éducation dès le début. Les processus d'apprentissage précoce influenceront sur le développement ultérieur.

Il est important de tirer parti de ces découvertes dans l'éducation et la formation mais

il faut savoir que les résultats seront très tributaires des finalités des enseignants, note **Hideaki Koizumi**. « La science et la technologie sont neutres, de sorte qu'il dépend entièrement de l'humanité d'en appliquer les découvertes à des fins bonnes ou mauvaises », rappelle-t-il en citant Marie Curie.

**Valerie Reyna** ajoute que « Dès lors que les enseignants comprennent comment l'enfant traite l'information, ils sont en mesure de changer vraiment les choses ». Les États-Unis avancent dans cette direction en faisant bénéficier la pédagogie des découvertes neurologiques dans le but de développer l'aptitude du cerveau à apprendre, à raisonner et à faire appel à la logique pour résoudre les problèmes. En réponse à une question soulevée par le public sur les moyens de renforcer la motivation du personnel enseignant, Valerie Reyna précise que les États-Unis se soucient d'offrir des incitations mais ajoute que « le niveau de la rémunération n'est pas le seul facteur de motivation pour les êtres humains ».

Tous les éléments présentés durant cette séance soulignent la pertinence du projet entrepris par le Centre de l'OCDE pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), qui vise à appliquer à l'éducation les sciences de l'apprentissage et la



Hideaki Koizumi

recherche sur le cerveau en réunissant des scientifiques, des enseignants et des décideurs pour réfléchir aux meilleurs moyens de tirer parti des recherches sur les processus cognitifs et en neurosciences en vue d'optimiser les possibilités d'apprentissage, conclut **Bruno Della-Chiesa**, du CERI.

L'ensemble des intervenants s'accordent sur la nécessité d'exploiter les résultats de la recherche pour améliorer les méthodes pédagogiques de manière à améliorer l'efficacité du travail des enseignants et, par voie de conséquence, les perspectives d'avenir des enfants. ■



Plus qu'une librairie en ligne ... un véritable service adapté aux besoins des particuliers.

[www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

# Énergie nucléaire : un débat toujours animé

## La contribution de l'énergie nucléaire au développement durable

- **MODÉRATEUR : JEREMY WEBB**, RÉDACTEUR EN CHEF, NEW SCIENTIST, ROYAUME-UNI
- **ORATEUR PRINCIPAL : BURTON RICHTER**, PRIX NOBEL DE PHYSIQUE ET PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE STANFORD, ÉTATS-UNIS
- **HÉLÈNE BALLANDE**, MILITANTE POUR LA RÉFORME DES AGENCES DE CRÉDITS À L'EXPORTATION, LES AMIS DE LA TERRE, FRANCE
- **MORIO KIMURA**, GOUVERNEUR, PRÉFECTURE DE AOMORI, JAPON
- **ANNE LAUVERGEON**, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, AREVA, FRANCE
- **PAUL MENTRÉ**, CONSULTANT, EDF, FRANCE

L'énergie nucléaire est depuis bien longtemps un sujet de discorde entre partisans et opposants, et la rencontre programmée dans le cadre du Forum 2002 ne fait pas exception. Les intervenants sont toutefois au moins d'accord sur un fait : la température du globe et la consommation d'énergie mondiale accusent une forte augmentation. Ils estiment que l'énergie nucléaire est probablement plus sûre que certains ne le pensent et ne dégage pas de gaz à effets de serre, mais que le secteur devra néanmoins poursuivre ses efforts de transparence car, même quand le grand public a accepté le nucléaire, il ne lui fait pas entière confiance. Les intervenants reconnaissent également que les conséquences qu'aurait une éventuelle catastrophe nucléaire majeure restent très floues. Il faudrait donc procéder à l'étude de scénarios sur les effets potentiels d'un désastre nucléaire (provoqué par un attentat



Burton Richter

terroriste par exemple). En dehors de ces points généraux, les intervenants ne parviennent pas à s'accorder.

Selon **Burton Richter**, le réchauffement de la planète représente un danger vaste et imminent pour l'humanité, et le nucléaire est l'unique source d'énergie qui répondrait à la demande énergétique mondiale des 30 ou 40 années à venir sans provoquer de catastrophe écologique.

Bertrand Richter souligne que la priorité absolue pour tous les pays est de promouvoir les économies et l'efficacité énergétiques, et il appelle les pays développés à subventionner la mise en place de nouvelles centrales électriques classiques efficaces dans les pays en développement. Il fait néanmoins valoir que le nucléaire est la seule source d'énergie réellement disponible en grande quantité sur le long terme qui ne contribuerait pas au réchauffement de la planète. « C'est la seule énergie non émettrice de dioxyde de carbone actuellement prête à être déployée à grande échelle. Certes, le développement des énergies renouvelables comme l'énergie solaire ou éolienne et les piles à hydrogène doit bénéficier d'un appui solide, mais nous ne pouvons pas attendre que les sources d'énergie renouvelables arrivent à maturité. »

Les évaluations de Burton Richter concernant le réchauffement de la planète et la consommation d'énergie sont peu discutées, et le débat s'oriente plutôt vers l'économie de la filière nucléaire et les questions de sûreté, notamment la gestion des déchets.

Selon **Anne Lauvergeon**, « l'énergie nucléaire est aujourd'hui très rentable » en dépit de la mobilisation de fonds pour le démantèlement des centrales en fin d'exploitation. Elle ajoute qu'Areva, qui construit actuellement plusieurs centrales en dehors de la France, ne traite qu'avec des pays qui pratiquent la surveillance vidéo permanente des réacteurs, suggérant que la sûreté serait ainsi assurée. Anne Lauvergeon est par ailleurs catégorique : il est important et nécessaire que les citoyens puissent exprimer leur avis sur l'industrie nucléaire. Elle déclare en conclusion « le nucléaire n'est pas la seule solution, mais qu'il n'y aura pas de solution sans le nucléaire ».



Anne Lauvergeon

**Paul Mentré** fait pour sa part remarquer que les récentes propositions et modifications de textes de la Maison Blanche dans le secteur énergétique indiquent que les États-Unis vont accroître leur utilisation d'énergie nucléaire. Interrogé sur les coûts de démantèlement des centrales EDF et les dépassements potentiels, Paul Mentré déclare

qu'EDF possède suffisamment de fonds pour couvrir ces coûts.

**Morio Kimura**, dont la Préfecture au Japon compte plusieurs centrales nucléaires, fait également part des inquiétudes des citoyens concernant la sûreté nucléaire. « La sûreté est de la plus haute importance... Si nous



**Paul Mentré**

n'en faisons pas notre priorité, le public continuera à s'inquiéter ». Il invite les gouvernements à unir leurs efforts pour veiller au respect des normes de sûreté, et souligne notamment qu'il faudra susciter la participation de la Russie et de la Chine afin de s'assurer que les deux pays adoptent un comportement responsable.

Toutes ces interventions n'impressionnent guère **Hélène Ballande** qui taxe le nucléaire d'« énergie la plus subventionnée au monde » et affirme que ce « n'est pas une solution pour le développement durable ». Hélène Ballande se montre préoccupée par les coûts à long terme et la question des générations futures, deux thèmes phares du développement durable. En outre, elle met en avant les inquiétudes du public quant aux effets d'une catastrophe nucléaire, et émet des doutes sur l'efficacité de la vidéo-surveillance pour parer un attentat terroriste ou un crash aérien sur une centrale.

Les participants se livrent à une véritable joute oratoire s'accusant les uns les autres de communiquer des données erronées tandis

que l'auditoire s'agite. **Burton Richter** déclare que le débat entre les pro- et anti-nucléaires est un « dialogue de sourd » du fait de leur incapacité à s'accorder sur des chiffres de base comme les coûts en capital de la construction de nouvelles centrales, les niveaux de subvention gouvernementale, et le niveau d'émission de dioxyde de carbone des différentes sources d'énergie. Il concède néanmoins qu'il faut évaluer les risques terroristes. « Nous ne pouvons pas nous contenter de rester assis à discuter sans rien faire », conclut-il.

Lorsque **Jeremy Webb** demande pourquoi le public semble globalement toujours méfiant vis-à-vis du nucléaire en dépit des efforts des experts, **Anne Lauvergeon** rétorque que selon les résultats d'enquêtes menées aux États-Unis et en France, les ménages ne sont pas disposés à renoncer à l'énergie nucléaire.

L'auditoire demande alors à **Burton Richter** d'évaluer l'impact qu'aurait une catastrophe majeure comme le naufrage d'un navire



**De gauche à droite : Anne Lauvergeon, un interprète et Morio Kimura**

transportant des déchets nucléaires. **Burton Richter** répond qu'« il ne se produirait rien du tout » car les océans présentent un certain taux de radioactivité naturelle et que les déchets seraient dilués. Il déclare que les fosses océaniques sont des zones favorables au stockage des déchets du fait de leur sta-

bilité géologique, mais reconnaît que cette solution a peu de chance d'être adoptée. Les intervenants se montrent plus préoccupés par l'éventualité d'un attentat terroriste contre une centrale nucléaire.



**Hélène Ballande**

**Jeremy Webb** considère que les doutes des experts pro-nucléaires concernant les effets d'une attaque terroriste répondent à sa question sur la méfiance du public et déclare donc en conclusion de ce débat qu'il serait « utile » de se pencher sur une série de scénarios fiables. Il souligne également qu'il sera difficile de statuer sur la viabilité ou l'attraction du nucléaire comme principale source d'énergie future tant que les forces pro- et antinucléaires ne parviendront pas à s'accorder sur le bilan économique et les risques d'accidents.

**Morio Kimura** soulève quant à lui un problème très simple : « J'ai entendu beaucoup de sujets de préoccupation, mais pas une seule proposition d'alternative. » On convient néanmoins que les énergies de substitution mériteraient des investissements plus importants ; **Areva** s'engage par exemple dans la voie de l'énergie éolienne.

**Jeremy Webb** clôt le débat en indiquant que le nucléaire est bel et bien une réalité, et que le secteur doit donc pratiquer encore davantage la transparence. ■



# La croissance, c'est une bonne chose !

## L'économie mondiale en 2002

- **MODÉRATRICE : BRONWYN CURTIS**, RÉDACTEUR EN CHEF, BLOOMBERG TELEVISION, ROYAUME-UNI
- **ARKADY DVORKOVICH**, MINISTRE DÉLÉGUÉ, MINISTÈRE DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, FÉDÉRATION DE RUSSIE
- **R. GLENN HUBBARD**, PRÉSIDENT DU COMITÉ DES CONSEILLERS ÉCONOMIQUES DE LA MAISON BLANCHE, ÉTATS-UNIS
- **CHRISTIAN SAUTTER**, ANCIEN MINISTRE DES FINANCES, FRANCE ET ADJOINT AU MAIRE DE PARIS, CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DES FINANCES
- **BRIGITA SCHMÖGNEROVÁ**, SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE, COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE DES NATIONS UNIES (CNUEE)
- **SHUNICHIRO USHIJIMA**, CONSEILLER POUR LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES AUPRÈS DU MINISTRE D'ÉTAT POUR LA POLITIQUE FISCALE ET ÉCONOMIQUE, CABINET DU GOUVERNEMENT JAPONAIS



R. Glenn Hubbard

tentaculaires ? Et si l'on introduit dans le débat le thème de la sécurité, y compris la sécurité du marché, le développement économique mondial devient plus qu'une simple affaire de marché. Le pragmatisme impose d'examiner les situations politiques et sociales susceptibles d'être à l'origine de l'instabilité.

Selon Arkady Dvorkovich, les gouvernements s'efforcent de concilier souveraineté et intégration ; or, l'instabilité constitue le ressort de l'intégration en matière de sécurité. « Il faut instaurer une coopération et un dialogue entre le secteur privé et les pouvoirs publics, en particulier sur les nouveaux marchés. »

En raison des liens étroits qui unissent l'économie européenne à celle des États-Unis, le retour à une croissance américaine positive aura, de toute évidence, des répercussions sur le Vieux Continent. « La reprise est bien amorcée aux États-Unis, à en croire les estimations les plus prudentes du secteur privé qui tablent sur une croissance de 3 à 3,5 % », déclare R. Glenn Hubbard. L'enracinement de la croissance à long terme ne passe pas uniquement par des gains de productivité, souligne-t-il, et le libre-échange compte aussi parmi les principaux facteurs de croissance.

Shunichiro Ushijima apporte des précisions sur les efforts de réformes en cours au

Japon, et admet que l'Archipel devrait connaître une croissance modérée à court terme. « Actuellement, le Gouvernement japonais procède à l'élargissement de l'assiette fiscale tout en réduisant les taux marginaux d'imposition, ce qui constitue un pas très important dans le sens des réformes. » Il précise, par ailleurs, que « l'ampleur limitée de la reprise sera due à la faiblesse de la consommation des ménages et à la stagnation des investissements (voir la séance sur « L'économie japonaise : le chemin à suivre »).



Christian Sautter

Les intervenants admettent que les marchés ont besoin de règles pour fonctionner correctement et remédier aux accidents de parcours, notamment lorsque ce sont les pays pauvres qui en sont les principales victimes. « L'accroissement des inégalités dans des domaines tels que l'alimentation, l'éducation et la santé en Afrique subsaharienne, et dans d'autres régions du monde, est directement lié à la sécurité. Partant, ce n'est pas seulement une question morale pour les pays développés », déclare Christian Sautter. Selon lui, favoriser le dialogue entre les pays du G20 et les pays fournisseurs d'énergie serait un pas dans la bonne direction et l'OCDE pourrait jouer un rôle à part entière dans ce dialogue.

C'est un point de vue que partage Brigita Schmögnerová. D'après elle, « la

Confiance dans l'avenir de la croissance mais enthousiasme mitigé pour le rythme de cette croissance : c'est, en résumé, les sentiments qu'inspirent aux intervenants les perspectives économiques mondiales pour l'année 2002. L'économie est sur la voie ascendante, mais si la croissance est insuffisante, il sera difficile de régler les divers problèmes que nous affrontons aujourd'hui. Malgré quelques conditions ou réserves, tous s'accordent sur un point : la croissance est une bonne chose.

Il en va de même pour la coopération économique mondiale, dont l'édification demande tellement de temps. Mais, comment pourrait-il en aller autrement pour une économie mondiale aux ramifications



Bronwyn Curtis

mondialisation doit gagner en efficacité et en humanité, sinon le fossé existant entre

les pays développés et les pays en développement ne cessera de se creuser ».

Le modératrice, **Bronwyn Curtis**, demande aux participants si l'apparent basculement politique à droite observé dans plusieurs pays ne va pas avoir des incidences sur les performances économiques mondiales. Par ailleurs, certains intervenants craignent une éventuelle réaction anti-mondialisation de grande ampleur de la part de certains grands pays, ce qui pourrait porter préjudice à la confiance dans les bienfaits de l'ouverture

des marchés ainsi qu'aux conditions de l'activité des entreprises à l'échelle mondiale.

Répondant à une question de l'auditoire sur les pressions exercées sur les entreprises pour qu'elles renforcent leurs normes éthiques et sociales dans le cadre de la gestion de la qualité, R. Glenn Hubbard espère que les entreprises vont devenir plus transparentes pour ainsi raffermir la confiance du citoyen. ■

## Vers un monde en pleine santé

### Santé, commerce et développement

- **MODÉRATEUR : MICHAEL ROESKAU**, DIRECTEUR DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT, OCDE
- **JAGDISH BHAGWATI**, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE, UNIVERSITÉ DE COLUMBIA, ÉTATS-UNIS
- **JULIO FRENK MORA**, SECRÉTAIRE À LA SANTÉ, MEXIQUE
- **RAYMOND GILMARTIN**, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, MERCK & CO LTD., ÉTATS-UNIS
- **JAN VANDEMOORTELE**, CONSEILLER PRINCIPAL, BUREAU DE LA POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT, PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD)

Les intervenants s'accordent à dire que, parmi les priorités mondiales, la corrélation à établir entre la santé, le commerce et le développement l'emporte largement sur les autres. Néanmoins, leurs avis sur les démarches proposées pour résoudre les problèmes d'accès aux médicaments et aux soins (qui les reçoit et



De gauche à droite : Julio Frenk Mora et Jagdish N. Bhagwati

comment sont-ils prescrits), et les questions posées quant à la protection des droits de propriété intellectuelle varient considérablement. **Michael Roeskau**, modérateur de cette séance, demande aux intervenants quels sont les avantages et risques présentés par la mondialisation croissante du commerce et quel est l'impact de cette dernière sur la prestation des soins de santé.

Selon **Julio Frenk Mora**, « on considère habituellement qu'en stimulant la croissance

économique, le commerce active le développement, qui s'accompagne d'une amélioration des soins de santé et des autres prestations sociales. Mais cette théorie fonctionne également dans l'autre sens » : la santé a un effet positif direct sur la pauvreté. Pour confirmer cette théorie, il nous suffit d'examiner, comme nous l'a enseigné la Conférence de Monterrey, les mécanismes liant la qualité de la santé à la croissance économique. Julio Frenk Mora explique que les pays d'Afrique où le taux d'infection par

le VIH/SIDA atteint 20 % ne peuvent pas attirer les investissements.

« S'il ne fait aucun doute que la croissance concourt à l'état de santé d'un pays, certaines ONG ne souhaitent pas moins freiner la croissance », déclare **Jagdish Bhagwati**. « Ce serait selon moi un acte criminel car permettre aux individus de travailler contre un salaire contribuera indirectement à réduire la pauvreté, ce qui n'est pas le cas des allocations chômage – à supposer que les millions de démunis des pays en développement puissent avoir accès à ce type d'indemnités. »

Le monde développé va quant à lui être amené à trouver des solutions toujours plus créatives pour la prestation de soins de santé, notamment du fait du vieillissement de la population. Selon Jagdish Bhagwati, les pays développés et en développement auraient moyen de s'associer pour économiser des sommes énormes. « Pourquoi ne pas instaurer un système d'échanges de services dans lequel les compagnies d'assurance, par exemple, proposeraient aux patients devant subir un traitement médical lourd de se rendre dans un pays possédant des spécialistes éminents dans ce domaine, puis de rentrer chez eux pour le suivi ? Nous importons déjà des médecins, nous pourrions donc exporter des patients. »

Le principal problème pour les pays en développement reste l'accès aux produits pharmaceutiques et le manque d'efficacité des systèmes de prestation des soins de santé. **Jan Vandemoortele** constate que « la prospérité mondiale et l'essor du commerce

qui en découle n'ont eu aucun effet palpable sur la pauvreté. Les années 90 auront été jalonnées de promesses non tenues », déclare-t-il avant d'ajouter que « les écarts se creusent non seulement en matière de revenus, mais aussi de mortalité infantile et d'accès à l'eau et à l'éducation ».



Raymond Gilmartin

Selon Jan Vandemoortele, qui souligne au passage que l'ADPIC sur les droits attachés aux brevets s'est soldé par un manque d'innovation et un accès extrêmement limité aux médicaments dans les pays les plus pauvres, les prix des médicaments sont susceptibles d'augmenter dans de nombreux pays.

« Il est vrai que les pays en développement ne disposent pas des fonds nécessaires pour prodiguer les soins de santé adéquats et avoir accès aux produits pharmaceutiques », déclare Julio Frenk Mora. « Cependant, certains pays en développement violent les accords liés aux droits de propriété intellectuelle pour mettre des médicaments peu coûteux à la disposition de leurs populations. Bien qu'un impératif moral ne

soit pas exclu, ces pratiques pourraient avoir un effet pervers et limiter l'innovation technologique et les soins de santé futurs. » Selon **Raymond Gilmartin**, « on distingue généralement trois catégories d'obstacles à l'accès aux soins de santé dans les pays en développement : la propriété intellectuelle, le coût, et les infrastructures de santé. Une chose est certaine, les brevets ne constituent pas un obstacle à l'accès aux soins puisque dans de nombreux pays en difficulté, ils n'existent pas. » Dans le même temps, « bien des médicaments indispensables pour les traitements ne sont pas brevetés. Baisser les prix ne suffit pas non plus à régler ce problème d'accès. En fournissant aux pays les plus pauvres des médicaments contre le SIDA à des prix non générateurs de profits, nous avons atteint beaucoup plus de personnes », souligne Raymond Gilmartin, « mais pas les millions de malades qui sont dans le besoin ».

« Cela nous porte à croire que pour les systèmes de prestation des soins des pays en développement, le problème le plus aigu est un problème de capacités », poursuit-il. Les travaux effectués par Merck en partenariat avec la Bill and Melinda Gates Foundation et le gouvernement du Botswana pour traiter le Sida dans ce pays peuvent servir de modèle. Grâce à ce partenariat public/privé, nous nous efforçons de former du personnel médical et de contribuer au développement de l'organisation matérielle des prestations de soins. « Nous avons mis ce partenariat en œuvre car nous savions pertinemment qu'à eux seuls, ni les gouvernements, ni les acteurs du secteur privé ne pourraient régler ces problèmes d'accès. » ■

SourceOCDE 

Un service parfaitement adapté aux universités,  
entreprises, consultants et administrations

[www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

# Développement durable à Johannesburg : le rôle fondamental de l'éducation, de la communication et du commerce

## Comment réussir le Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable

- **MODÉRATEUR : SIMON UPTON**, PRÉSIDENT DE LA TABLE RONDE DE L'OCDE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
- **BELMIRO DE AZEVEDO**, PRÉSIDENT, SONAE SGP, SA, PORTUGAL
- **ANNA FIELDER**, DIRECTRICE DU BUREAU POUR LES ÉCONOMIES DÉVELOPPÉES ET EN TRANSITION, CONSUMERS INTERNATIONAL
- **CLAUDE MARTIN**, DIRECTEUR GÉNÉRAL, WWF INTERNATIONAL



**Belmiro de Azevedo**

derniers à offrir de réels éléments de compréhension des problèmes qui seront posés à Johannesburg plutôt que de revenir sur les échecs du Sommet « Planète Terre » de Rio de Janeiro en 1992 et de la Conférence sur le changement climatique de Kyoto en 1997. Il ajoute que WWF International emmène des journalistes en Afrique pour leur faire découvrir différents projets et leur permettre de mieux comprendre les données du problème. Il fait également part de son inquiétude alors que se dessine une tendance à la simplification à outrance de certaines questions, due au manque de journalistes qualifiés dans le domaine. Cette schématisation conduit à des affirmations telles que « l'incitation à accroître l'aide publique au développement en Afrique du Sud se révélera catastrophique du point de vue de la durabilité ».

**Belmiro de Azevedo** reconnaît qu'il est essentiel de promouvoir l'éducation et de sensibiliser davantage le public : « Nous devons éduquer les enfants dès leur plus jeune âge ». Il fait remarquer par ailleurs

que les ONG elles-mêmes ont leur part de responsabilité dans le déficit de prise de conscience constaté chez le public en matière de développement durable. « Les ONG rejettent l'idée de prendre modèle sur les entreprises qui réussissent tout en adoptant un comportement responsable et en affichant des résultats solides, de peur de discréditer leur cause. Elles ne pointent du doigt que les mauvais élèves. »

Toutefois, le manque d'information n'est pas uniquement le lot du public, indique **Anna Fielder**, qui attire l'attention sur des travaux concernant la manière dont les gouvernements mettent en œuvre les lignes directrices pour le développement durable instaurées par les Nations unies en 1999. D'après l'enquête réalisée conjointement par Consumers International et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), 38 % des gouvernements ignorent l'existence même de ces lignes directrices. « Les gouvernements doivent renforcer leurs capacités afin que les décisions prises au Sommet de Johannesburg puissent être appliquées efficacement. » Anna Fielder cite les résultats des négociations de Doha comme exemple de la façon dont un accroissement des capacités a pu porter ses fruits en prenant en compte la voix des pays en développement, ce qui est forcément perçu comme un signal positif. En outre, Consumers International s'emploie actuellement à développer la sensibilisation des consommateurs dans les pays pauvres.

L'assistance manifeste néanmoins son pessimisme quant aux chances de succès du



**Claude Martin**

**L**e principal obstacle au succès du prochain Sommet mondial sur le développement durable pourrait résider dans le manque de communication véritable sur les thèmes abordés : c'est le message clé émis lors de la séance sur la préparation du Sommet de Johannesburg, qui doit s'ouvrir à la fin du mois d'août 2002. « Selon le traitement qu'ils privilégieront, les médias peuvent jouer en notre faveur ou faire le jeu contre nous », explique **Claude Martin**, qui invite ces

Sommet de Johannesburg et s'interroge sur la capacité de ce dernier à se démarquer notablement des précédentes grandes conférences internationales, craignant que les débats ne soient une fois de plus suivis d'aucun effet concret. Anna Fielder et Claude Martin insistent sur le fait que les discussions doivent permettre de transcender les barrières nationales et régionales et d'établir une synergie entre toutes les parties prenantes. « Les objectifs doivent être définis précisément et planifiés. Il est indispensable que les gouvernements, les ONG et la société civile entretiennent un échange permanent », selon les propos de Claude Martin. Celui-ci se déclare inquiet dans la mesure où un échec à Johannesburg pourrait avoir des conséquences négatives pour le WWF et entraînerait probablement l'abandon de certains projets d'importance. Anna Fielder considère que la solution à la mise en œuvre des décisions repose sur un système de reddition de comptes dirigé par



Simon Upton

une autorité compétente. Belmiro de Azevedo reconnaît pour sa part la nécessité de recourir à des travaux statistiques sur le développement durable afin de garantir l'efficacité des mesures.

Le pessimisme semble plus marqué au vu du nombre pour le moins ambitieux de thèmes devant être traités à Johannesburg (un document de préparation élaboré par le président du Sommet fait état de 100 points à l'ordre du jour). Lorsque le modérateur,

Simon Upton, demande d'identifier le problème majeur à résoudre pour que se concrétise pleinement le concept de développement durable, les intervenants s'accordent à dire que l'éradication de la pauvreté est une priorité, laquelle exigerait une levée des obstacles au commerce. C'est néanmoins le scepticisme qui prédomine quant à la réalité de cette levée dans un futur proche. Comme le souligne Belmiro de Azevedo au terme de la séance, le succès du Sommet de Johannesburg sera évalué à l'aune de la mise en œuvre des décisions, qu'il conviendra de fonder sur l'éducation et le dialogue ; les pays, les entreprises et les autres parties prenantes auront pour rôle de montrer l'exemple. Seule l'éducation permettrait en effet de convaincre les consommateurs de « ne pas systématiquement opter pour le produit le moins cher » mais, au contraire, de se montrer plus responsables dans leurs choix. ■

# L'entrepreneuriat marche

## Entrepreneuriat et transition économique

- **MODERATRICE : MARIA CATTUI**, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE, CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE
- **ALMIRA GINYTULLINA**, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, CHAMBRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT DE BISHKEK, KIRGHIZISTAN
- **CHARLES KOVACS**, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE SPB INVESTMENT LIMITED, HONGRIE
- **GIDEON SAGEE**, PRÉSIDENT, ISRAËL SMES AUTHORITY (ISMEA), ISRAËL
- **ARYL SEREN**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION DES BOURSES EURASIATIQUES ET VICE-PRÉSIDENT PRINCIPAL DE LA BOURSE D'ISTANBUL, TURQUIE

Les intervenants s'accordent sur un point : l'entrepreneuriat est un catalyseur essentiel de la croissance économique, qui génère également des changements d'ordre social et humain dont bénéficient tout particulièrement les économies en transition. L'effort doit toutefois s'intensifier pour permettre à cette dynamique de donner sa pleine mesure.

L'entrepreneuriat n'est pas un phénomène nouveau. Ses origines remontent à la Grèce antique, à l'époque où les cité-États les plus florissantes du Sud des Balkans tiraient la majeure partie de leurs richesses et de leur puissance de la culture de l'entreprise des négociants et des commerçants. Charles Kovacs précise que « si l'on se réfère à une



Charles Kovacs

époque plus récente, on peut mettre en regard les avantages dont ont bénéficié les systèmes anglo-américain et européen, qui ont depuis longtemps opté pour le libre-échange, et l'hégémonie exercée par les empires autrichien, ottoman et russe qui a finalement créé les conditions propices à



Maria Cattai

l'émergence du communisme soviétique et à l'évolution qu'a connue l'Europe de l'Est. » « Ces handicaps rendent », selon M. Kovacs, « les progrès accomplis dans cette région au cours des dix dernières années encore plus remarquables. » Aujourd'hui, les pays d'Europe orientale disposent d'institutions démocratiques solides, leur économie est détenue à hauteur de 60 à 80 % par le secteur privé, et ils réalisent 80 à 90 % de leurs échanges extérieurs avec des pays de l'OCDE. Pour M. Kovacs, « rien de tout cela n'aurait été possible sans les entreprises ».

Maria Cattai indique que « la transition vers des marchés libres et ouverts ne s'est pas faite sans heurts, mais que le jeu en valait la chandelle ». À son tour, l'entrepreneuriat procure des avantages : amélioration du respect des droits de l'homme, relèvement des normes du travail et des normes d'environnement. « Plus important encore, il favorise les investissements locaux en encourageant les populations à rester dans leur pays d'origine pour y créer des sociétés stables. »

Selon **Almira Ginyatullina**, « dans les petits pays comme le Kirghizistan, qui compte tout juste cinq millions d'habitants, le développement de l'esprit d'entreprise a contribué à ouvrir la voie de la démocratie et de l'auto-suffisance ». Grâce au soutien international et à une politique destinée à stimuler l'entrepreneuriat, 87 % de l'activité économique sont désormais l'œuvre du secteur privé.

Almira Ginyatullina estime cependant que les avancées ne sont pas seulement économiques puisqu'elle attribue en partie la mutation paisible des systèmes politique, économique et social au développement, dont le moteur est l'entrepreneuriat.



Almira Ginyatullina

Au Moyen-Orient, c'est grâce à l'entrepreneuriat qu'Israël a pu intégrer et absorber ces dix dernières années plus d'un million d'immigrants venus de la Communauté des États indépendants (CEI). Lorsque l'ISMEA, l'administration en charge des PME, a été fondée en Israël en 1993, l'un de ses principaux objectifs était de soutenir les

activités des chefs d'entreprise et des entrepreneurs originaires des pays de la CEI. **Gideon Sagee** indique que depuis, le taux de chômage chez les immigrants a chuté, passant de 40 à 12 %, soit approximativement la moyenne nationale. Au-delà de la réussite financière, Gideon Sagee précise que « le dynamisme de ces entreprises a eu des effets notables sur la façon dont les immigrants de la CEI se sont intégrés à la société israélienne ».

La plupart des pays voisins d'Israël concentrent leurs efforts sur le soutien aux entreprises en mettant en place des structures ayant vocation à les aider. La Fédération des bourses eurasiatiques en est un exemple. Ses membres représentent une zone géographique qui s'étend du Sud-Est de l'Europe au Moyen-Orient et à l'Asie et l'obstacle fondamental auquel elle se heurte est « l'absence d'un cadre institutionnel qui favoriserait le développement d'entreprises légalement organisées », comme l'indique **Aryl Seren**. La Fédération s'est inspirée des politiques des pays de l'Union européenne et de l'OCDE et rédige actuellement un rapport qui prêterait une attention particulière aux problèmes de financement. Aryl Seren souligne que ce rapport « ne sera pas un catalogue de prescriptions, mais un guide des politiques et des mesures qui peuvent être adaptées aux conditions propres à un pays ou à une région ». ■



Plus qu'une librairie en ligne ... un véritable service adapté aux besoins des particuliers.

[www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

# Récoltez ce que vous semez, exportez ce que vous récoltez

## Cohérence des politiques – la dimension développement des échanges agricoles

- MODÉRATEUR : **STEFAN TANGERMANN**, DIRECTEUR DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DES PÊCHERIES, OCDE
- **TOM ARNOLD**, DIRECTEUR EXÉCUTIF, CONCERN WORLDWIDE, IRLANDE
- **ILEANA DI GIOVAN**, AMBASSADEUR ET DIRECTEUR DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ARGENTINE
- **MAGDI FARAHAT**, MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, MISSION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE AUPRES DES NATIONS UNIES, ÉGYPTE
- **LIONEL FONTAGNÉ**, DIRECTEUR, CENTRE D'ÉTUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES (CEPII), FRANCE
- **JOHN PAGE**, RÉSEAU POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET POUR LA GESTION ÉCONOMIQUE, BANQUE MONDIALE

Selon les intervenants, les échanges agricoles se caractérisent souvent par l'incohérence des politiques suivies dans ce domaine. L'efficacité des politiques qui visent à encourager l'agriculture et à réduire la pauvreté dans les pays en développement est compromise par les obstacles aux échanges qui limitent leurs exportations.

L'adoption récente du nouveau projet de loi agricole des États-Unis, qui prévoit le relèvement des subventions versées aux agriculteurs de ces pays est tombée à point



Magdi Farahat

nommé pour alimenter les débats de cette séance. Ce texte est jugé critiquable pour plusieurs raisons. **Tom Arnold** craint que la nouvelle loi n'aggrave la situation des pays pauvres dans la mesure où il risque d'être « plus difficile dans le cadre du cycle de négociations de l'OMC » de réduire les niveaux d'aides intérieures et les obstacles aux échanges dans les pays de l'OCDE. Il signale que cette loi risque « de faire évoluer ce nouveau cycle de négociation dans le mauvais sens alors qu'il avait bien commencé ». **Ileana Di Giovan** déclare que cette loi « adresse un message négatif grave au monde en développement ». **Magdi Farahat** ajoute que l'Égypte « ne peut concurrencer sur le plan des aides le ministère des finances des États-Unis. La situation n'est donc pas équitable ».

Tom Arnold définit trois critères de cohérence des politiques. Premièrement, les politiques devraient s'articuler et se compléter les unes les autres. Deuxièmement, elles devraient être hiérarchisées en fonction de leur impact et de leur efficacité par rapport aux coûts. Troisièmement, elles devraient être assorties

de délais réalistes. Il lui paraît urgent d'accorder la priorité au règlement des différends et à la santé, domaines dans lesquels il serait possible d'atteindre rapidement des résultats, car les réformes des politiques commerciales n'exercent des effets sensibles qu'au bout d'un certain temps. Il attire l'attention sur la crise alimentaire qui, selon des informations récentes, menace en Afrique du Sud et sur la nécessité d'agir sans attendre face à cette situation. S'agissant du long terme, Tom Arnold souligne l'importance de la bonne gouvernance, d'une politique économique privilégiant davantage les zones rurales et « d'aides bien ciblées et efficaces ».

Magdi Farahat fait observer qu'il est assez paradoxal que les deux secteurs les plus protégés des échanges, à savoir l'agriculture et les textiles, soient précisément ceux dans lesquels les pays en développement disposent d'avantages comparatifs. Magdi Farahat et Ileana Di Giovan font valoir que l'agriculture devrait être placée de manière claire au cœur du système multilatéral des échanges, y compris du processus de Doha. En réponse à une question du public, il



Tom Arnold

ajoute que cela exigera beaucoup de volonté politique. Les deux intervenants préconisent la nécessité de laisser plus de marge de manœuvre aux pays en développement pour mettre en œuvre les directives de l'OMC, afin de tenir compte de leur situation et de leurs besoins particuliers. Ileana Di Giovan va plus loin et fait valoir qu'il serait souhaitable de leur accorder une liberté spéciale pour augmenter les droits de douane et accorder des aides aux agriculteurs menacés par les importations subventionnées à bon marché. Magdi Farahat redoute que des évolutions récentes n'aient suscité de graves inquiétudes qui pourraient conduire certains pays en développement à revenir sur les engagements souscrits dans le cadre du processus de Doha et à durcir leurs positions.

John Page fait valoir que les pays en développement disposent de beaucoup de marge de manœuvre pour réduire leurs obstacles aux échanges, non seulement dans le sens « Nord-Sud » mais aussi dans le sens « Sud-Sud ». L'idée de la constitution de blocs commerciaux régionaux par des groupes de pays en développement est soulevée dans la discussion comme pouvant permettre d'avancer dans cette direction.



Lionel Fontagné

John Page ajoute que les politiques commerciales nationales actuelles ont pour effet de renforcer la volatilité des prix agricoles et aussi de les déprimer. Il considère que la protection pouvant être appliquée aux quantités hors contingents tarifaires pose un grave problème. Il ajoute que les pays en développement ont des difficultés à exporter leurs produits finis car les droits sont majorés à chaque stade d'élaboration. John Page introduit ensuite d'autres questions dans le débat qui concernent principalement l'accès au marché. La possibilité de tirer parti des marchés des pays développés dépendra de la réaction effective du côté de l'offre, laquelle dépendra à son tour des investis-

sements dans des infrastructures adaptées de transport et autres. Comme le fait observer Tom Arnold : « la réforme de la politique commerciale agricole est nécessaire mais pas suffisante ».

Lionel Fontagné aborde la question des inquiétudes dans le domaine de l'environnement, notamment celles qui touchent aux risques biologiques et au manque d'information sur les produits. Elles menacent les exportations des pays en développement, car les pays importateurs « pourraient s'en prévaloir pour appliquer des mesures aux frontières ». Doit-on parler de mesures de « protection ou de protectionnisme », se demande-t-il ? Mais il lui paraît probable que « dans le cas des produits agricoles, la nécessité de protéger l'environnement soit parfois abusivement invoquée pour justifier des mesures en fait protectionnistes, notamment des mesures non tarifaires. Il est intéressant de constater », conclut-il « que ce sont les grands pays développés exportateurs qui imposent à leurs importations les normes les plus élevées de contrôle pour des raisons de protection de l'environnement, tandis que ce sont les pays moins développés qui sont les plus touchés par ces obstacles. » ■

# OECD *direct*

**Soyez le premier informé ...  
grâce à notre service d'information e-mail gratuit**

- Gratuitement et sans obligation d'achat
- Recevez en priorité les annonces des nouvelles parutions de l'OCDE
  - Choisissez parmi les services proposés et les newsletters
  - Modifiez vos critères ou annulez votre abonnement
- Désormais, ce service est disponible en anglais et en français
  - N'oubliez pas – vous gardez le contrôle !

**Eregistrement gratuit**

**[www.oecd.org/OECDdirect](http://www.oecd.org/OECDdirect)**



# Des eaux troubles pour la sécurité des transports

## Transports – Efficience et sécurité

- MODÉRATEUR : **WOLFGANG HÜBNER**, CHEF DE LA DIVISION DES TRANSPORTS DE L'OCDE
- **LÉO DELWAIDE**, PRÉSIDENT, AUTORITÉS PORTUAIRES D'ANVERS, BELGIQUE
- **JOHN EVANS**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, COMMISSION SYNDICALE CONSULTATIVE AUPRÈS DE L'OCDE
- **PIERRE-HENRI GOURGEON**, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL, AIR FRANCE
- **PIERRE JEANNIOT**, DIRECTEUR GÉNÉRAL ET PDG, ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRANSPORTS AÉRIENS (IATA)

Plusieurs responsables du secteur des transports, depuis les compagnies aériennes jusqu'aux syndicats en passant par des autorités portuaires, s'accordent que désormais leur responsabilité première est de gérer les risques découlant de l'aggravation de l'insécurité, mais ils préconisent aussi la nécessité de renforcer l'efficience des actions menées, de disposer de règles internationales claires et d'instaurer un partage des coûts.

Les intervenants qui représentent le secteur des transports aériens font observer que l'accumulation de mesures de sécurité prises au lendemain des attentats survenus le 11 septembre aux États-Unis suscitent la colère des clients et demandent à être simplifiées pour ne pas décourager les voyageurs de la classe affaires. Ils font par ailleurs valoir que les gouvernements et les autres secteurs des transports devraient se répartir la hausse des primes d'assurance contre les risques de guerre.

« La lutte contre le terrorisme doit être, avant tout, la responsabilité des États. Il

s'agit d'un risque collectif », note **Pierre-Henri Gourgeon** qui ajoute que les autres secteurs des transports devraient aussi acquitter leur part de l'augmentation des coûts d'assurance. Il précise que pour Air France, ces coûts ont plus que triplé par an depuis les attentats du 11 septembre.

**Pierre Jeannot** signale que les normes de sécurité mises en place après ces attentats « sont loin d'être conviviales » et que certains voyageurs choisissent, lorsque cela est possible, de délaissier l'avion au profit d'autres modes de transport. Pour y remédier, il préconise d'établir un « profil positif » des voyageurs qui prennent souvent l'avion et ne posent pas ou guère de risques pour la sécurité afin de leur permettre de s'acquitter rapidement des formalités dans les aéroports. Il reconnaît les aléas de la formule mais considère qu'elle pourrait être utile dans la mesure où elle privilégierait des critères positifs.

**Pierre-Henri Gourgeon** comme **Pierre Jeannot** préconisent aussi l'adoption d'une convention internationale sur la couverture d'assurance contre les risques de guerre. Ils suggèrent des formules analogues à celles qui sont actuellement en cours d'élaboration au niveau régional en vue de plafonner le montant des indemnités à 50 millions de dollars par exemple par accident, étant entendu que les indemnités supérieures à ce montant seraient couvertes en partie par les États.

« Les États-Unis ont montré, clairement dans le cas du 11 septembre, qu'il est possible d'aller très vite lorsqu'il s'agit de l'intérêt d'un secteur d'activité national. Je pense qu'à l'échelle mondiale, nous



De gauche à droite: Pierre Henri Gourgeon et Pierre Jeannot

pourrions nous aussi nous attendre à ce que des actions rapides soient prises », déclare Pierre Jeannot.

Dans le cas des transports maritimes, **Léo Delwaide** signale que le port d'Anvers a décidé d'accéder entièrement aux vœux des États-Unis pour ce qui touche au renforcement de la sécurité des cargaisons et des transports maritimes. « En matière de sécurité, les États-Unis imposeront leur volonté à leurs partenaires européens, de sorte que nous nous y conformerons tout simplement ». Les États-Unis sont le principal client du port d'Anvers.

Léo Delwaide énumère ensuite une série de mesures de sécurité mises en place à Anvers, notamment le contrôle informatisé par recoupement des chargements, l'évaluation des risques pour la sécurité avant l'arrivée de la cargaison dans le port et l'imposition de mesures strictes de vérification des camions qui pénètrent dans la zone portuaire pour y décharger leur cargaisons.

Mais le secteur du transport maritime se caractérise par de nombreuses lacunes en matière de sécurité et par la fréquence des cas de violation des droits de l'homme

rappelle **John Evans**. Il incrimine en particulier les « pavillons de complaisance » qui permettent à des propriétaires de navires d'immatriculer, indépendamment de leur pays d'origine, leurs navires dans les pays qui offrent le cadre réglementaire le plus laxiste ou la fiscalité la plus avantageuse.

S'il était en son pouvoir de formuler une seule demande, ce serait celle de « s'acheminer vers une plus grande transparence au niveau de la propriété et du contrôle des navires. Saisissons cette occasion de commencer à lever une partie du secret qui entoure l'identité des

propriétaires, en particulier dans le secteur des transports maritimes ».

John Evans met aussi en garde contre les propositions visant à établir des cartes d'identité personnelles pour les gens de mer, en raison du manque de garanties prévues concernant les possibilités d'utilisation des informations, les personnes qui seraient chargées de les contrôler et les risques de discrimination à l'encontre de certains employés. Il ajoute que les pays doivent s'unir pour définir, en concertation avec les entreprises et les syndicats, une approche commune en matière de sécurité dans les



John Evans

transports maritimes et s'efforcer de lutter contre le fléau toujours d'actualité qu'est la piraterie maritime. ■

## Un accord partiel

### Le système commercial multilatéral – Faire en sorte que la Déclaration de Doha profite à tous les pays

- **MODÉRATEUR : LUZIUS WASESCHA**, DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LE COMMERCE MONDIAL, SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SUISSE, ET PRÉSIDENT DU COMITÉ DES ÉCHANGES DE L'OCDE
- **NICHOLAS BIWOTT**, MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, KENYA
- **NIAL FITZGERALD**, PRÉSIDENT, UNILEVER, ROYAUME-UNI
- **SUPACHAI PANITCHPAKDI**, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉSIGNÉ, ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)
- **GOVINDASAMY RAJASEKARAN**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CONFÉDÉRATION SYNDICALE MALAYSIENNE, MALAISIE
- **ADOLFO URSO**, MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, ITALIE



Niall FitzGerald

Une convergence de vues s'est dégagée entre les intervenants sur la question de l'accès aux marchés, les pays en mesure de développer leurs exportations étant ceux appelés à tirer le plus d'avantages d'une plus grande ouverture. Luzius Wasescha note, cependant, la réalité des craintes de l'Afrique, exprimées par Nicholas Biwott du Kenya, selon lequel une érosion des préférences est à attendre et une dégradation des termes de l'échange ne saurait être exclue.

Il ressort nettement des interventions que les incertitudes apparues après Doha sont dues à des facteurs comme le manque de

volonté politique et les doutes quant à l'incidence probable de l'entrée de la Chine à l'OMC.

Selon **Niall Fitzgerald**, tous les non-américains sont atterrés par l'effet négatif du projet de loi sur l'agriculture des États-Unis. Malheureusement, certains en Europe saisissent cette occasion pour contester l'urgence de la réforme de la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne. L'agriculture doit jouer un rôle multifonctionnel et, en sa qualité d'Européen, Niall Fitzgerald estime devoir insister sur « la nécessité de créer un environnement commercial équitable d'ici à 2004, conformément à l'engagement de Doha ».

Saluant le rôle immense joué par la libéralisation des échanges dans l'amélioration du développement humain au cours des cinquante dernières années, Niall Fitzgerald ajoute que « bien d'autres pays souhaitent faire bénéficier l'ensemble de leurs citoyens des avantages du commerce mondial. Tous les pays doivent négocier une amélioration de l'accès aux marchés avec un large éventail d'autres pays ». Pour que la Déclaration de



Nicholas Biwott

Doha aboutisse à des résultats tangibles pour tous les participants, plusieurs conditions essentielles doivent être remplies : arriver à des progrès et à des résultats suffisants dans les principaux domaines du programme de travail, en respectant le calendrier fixé à Doha ; gérer de façon concertée et coordonnée les engagements pris à Doha en matière de renforcement des capacités dans le domaine commercial ; montrer l'exemple, notamment dans le cas des États-Unis et du Royaume-Uni ; compléter l'action dans le domaine commercial par une action sur le front du développement durable dans d'autres enceintes ; et, enfin, appuyer l'ensemble de l'entreprise en prônant en permanence les avantages de la libéralisation des échanges.

Nicholas Biwott souhaite que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales soient encore développés, car ils constituent un cadre d'action souple et utile pour les pays. Il souligne que les accords doivent être

respectés et que, pour cela, des engagements fermes doivent être pris. Un langage peu clair comme « en vue d'éliminer progressivement » n'a pas de place dans un accord, quel qu'il soit. « Il y a aujourd'hui une lueur d'espoir, mais la question de l'équité des échanges doit donner lieu à un engagement clair de la part de chacun », ajoute Nicholas Biwott. Pour les pays en développement, il importe de savoir sur quels garde-fous ils peuvent compter.

En réponse à une question sur la Chine, **Supachai Panitchpakdi** souligne qu'il s'agit d'un marché immense, ajoutant environ 1 % au volume global des échanges. En outre, l'entrée de la Chine à l'OMC favorisera la mise en œuvre de réformes dans ce pays. Interrogé sur les tentatives faites pour lier les échanges et les droits du travail, Supachai Panitchpakdi souligne que les pays n'ont pas reçu de mandat à cet égard. « A mon avis, nous devons éviter de toujours entrer dans des contentieux, car cela prend trop de temps et, en tout état de cause, il faut d'abord pousser plus avant les débats sur le fond. »

**Adolfo Urso** demande aux pays « forts » d'adopter une attitude plus responsable en ce qui concerne les problèmes du commerce mondial. Il note que la Chine fait désormais partie de ce groupe de pays, comme ce sera le cas plus tard de la Russie. La mondialisation touche une grande partie de la



Supachai Panitchpakdi

population, ce qui est une évolution positive mais délicate. Pour le continent africain, l'égalité dans les échanges ne suffit pas. Il faut aussi des échanges « justes ». A ce propos, un membre du public fait remarquer que le montant des subventions agricoles européennes est supérieur à l'ensemble des apports d'aide au développement consenti par l'Europe aux nations africaines.

Parmi les autres points essentiels soulignés par les participants, **Govindasamy Rajasekaran** met en avant l'importance du respect des normes et pratiques internationales du travail, alors que Nicholas Biwott estime que, si les pays en développement ont de toute évidence tiré des avantages au niveau national des accords commerciaux multilatéraux, certains risquent toujours d'être « désarçonnés » face aux complexités juridiques et aux méandres des négociations. ■

## Des chiffres, et encore des chiffres...

### Mesurer la mondialisation – Les statistiques reflètent-elles bien la réalité ?

- **MODÉRATEUR : ENRICO GIOVANNINI**, STATISTICIEN EN CHEF, OCDE
- **KATHLEEN COOPER**, SOUS-SECRÉTAIRE AUX AFFAIRES ÉCONOMIQUES, DÉPARTEMENT DU COMMERCE, ÉTATS-UNIS
- **YVES FRANCHET**, DIRECTEUR GÉNÉRAL, EUROSTAT, COMMISSION EUROPÉENNE

- **LELIO IAPADRE**, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE ROME « LA SAPIENZA », ITALIE
- **PAUL VAN DEN BERGH**, BANQUE DES RÉGLEMENTS INTERNATIONAUX

La mondialisation est un phénomène qu'il est par nature difficile de définir et, partant, de mesurer. Le rapide essor des échanges internationaux de biens et de services est sans doute l'un des traits caractéristiques de ce phénomène, l'envergure et les ramifications des entreprises multinationales telles qu'on les connaît aujourd'hui en sont un autre. Faute d'avoir

15 Mai 2002

suivi cette évolution mondiale, les indicateurs statistiques manquent désormais de pertinence face aux quelque 5 000 milliards de dollars des États-Unis qui circuleraient chaque jour dans le monde. Sans compter que les données statistiques disponibles auprès des organismes gouvernementaux et du secteur privé sont rarement comparables.

Bénéficier d'une coopération entre les offices nationaux de statistiques est le rêve que nourrissent les statisticiens. Néanmoins, il n'appartient pas à ceux-ci d'élaborer les politiques. **Kathleen Cooper**, qui travaille depuis peu au sein de l'administration Bush après avoir gagné ses galons d'économiste dans le secteur privé, espère renforcer l'attention que les pouvoirs publics américains portent à l'intégration des données. « Le gouvernement des États-Unis vient d'annoncer son intention d'avancer de vingt jours la publication des chiffres du commerce », déclare-t-elle, ajoutant que « les indicateurs relatifs à la mondialisation, quels qu'ils soient, ne doivent pas seulement rendre compte des transactions de biens et de services ».



Kathleen Cooper

Tous les participants admettent la nécessité d'harmoniser les bases de données statistiques pour permettre une analyse efficace des interactions au niveau international, sans cesse plus nombreuses. « La mondialisation peut même se révéler une aubaine pour les statisticiens, étant donné que les décideurs prennent désormais conscience qu'ils ont tout à gagner à disposer de données plus complètes », explique **Yves Franchet**, Directeur général

d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat a joué un rôle de premier plan dans l'intégration des données démographiques et économiques des pays de l'Union, une harmonisation qu'Yves Franchet considère comme un exemple de « mini-mondialisation ». Ce dernier fait cependant remarquer qu'il reste beaucoup à faire avant de parvenir à une véritable coopération statistique à l'échelle mondiale, prenant pour exemple l'écart de 100 milliards de dollars des États-Unis entre les chiffres du commerce extérieur diffusés aux États-Unis et ceux publiés par l'UE.



Yves Franchet

Bien qu'elles soient davantage intégrées dans certains domaines financiers grâce à l'intervention du Fonds monétaire international (FMI), les bases de données mondiales n'apportent pas toutes les réponses, car elles sont souvent incomplètes, incompatibles ou tout simplement obsolètes. « La réduction de la part de l'Italie dans les exportations mondiales de maroquinerie ou de chaussures, par exemple, reste inexplicée du fait de l'insuffisance de statistiques détaillées », fait observer **Lelio Iapadre**. « Il faudrait disposer de davantage de données dans des domaines tels que l'investissement direct étranger et la sous-traitance, ou encore pour ce qui est de la destination finale des exportations temporaires », précise-t-il. Constat qui vient évidemment renforcer la demande de données plus fiables pouvant être comparées sur le plan international.

Il semble toutefois que le secteur financier ait nettement pris une longueur d'avance en la matière. **Paul van den Bergh**, de la

Banque des règlements internationaux (BRI), située à Bâle, œuvre en collaboration avec différentes organisations, parmi lesquelles l'OCDE, le FMI, la Banque centrale européenne (BCE) et les Nations unies, pour mettre au point des normes d'échange de données permettant d'assurer un suivi des statistiques financières internationales. « La coopération statistique doit commencer au niveau micro-économique, représenté par les entreprises, pour être étendue à l'infrastructure comme aux marchés financiers ». La BRI, dont l'administration fait intervenir plus de quarante banques centrales, exploite l'une des banques de données les plus exhaustives au monde comme interface de dialogue financier.



Paul van den Bergh

Il n'en reste pas moins qu'il appartient aux décideurs de promouvoir la collecte de données statistiques compatibles, opération coûteuse par nature. Néanmoins, si l'on tient compte de l'analyse coût-avantages et de la volonté que manifestent depuis peu les pouvoirs publics de traiter les problèmes liés à la sécurité, et donc à la mondialisation, les élus ne devraient pas tergiverser trop longtemps. ■

# Enfants du monde

## Allocution thématique

- **CAROL BELLAMY**, DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE L'UNICEF
- **MODÉRATEUR: BARRY MCGAW**, DIRECTEUR ADJOINT DE L'ÉDUCATION, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES DE L'OCDE
- AVEC LA PARTICIPATION DES GAGNANTS DU CONCOURS DE DISSERTATION ORGANISÉ À L'OCCASION DU FORUM 2002 DE L'OCDE

Les Nations unies ont tenu leur première Session extraordinaire consacrée aux enfants il y a une semaine : **Carol Bellamy** rend compte de ses conclusions au Forum 2002 de l'OCDE.

La Session des Nations unies sur les enfants s'est conclue sur un accord, adopté à l'unanimité par plus de 180 États, sur un plan d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle en vue de construire « un monde digne des enfants ». Ce plan préconise des améliorations considérables dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection des enfants d'ici 2015.

Si l'état d'urgence dans lequel l'UNICEF s'est trouvé plongé au lendemain de la deuxième guerre mondiale n'est peut-être plus d'actualité selon Carol Bellamy, « qui peut nier que la situation reste aujourd'hui tout aussi effroyable en étendue et en complexité ? » Près de 11 millions d'enfants meurent chaque année de maladies dont les causes pourraient être évitées : diarrhées, rougeoles et infections respiratoires. Des centaines de millions sont victimes de la pauvreté et de l'inégalité, du SIDA, des conflits armés, de discrimination sexuelle et de la violence.

Plus de 170 millions d'enfants souffrent de malnutrition et près de 120 millions n'ont jamais mis les pieds dans une école. Selon



Carol Bellamy

Carol Bellamy, l'un des points forts de la Session des Nations unies est qu'« on dénote une prise de conscience grandissante qui facilitera l'adoption de décisions difficiles mais nécessaires en faveur des enfants et encouragera chacun de nous, à tous les niveaux, à évaluer le bien fondé de tous ses actes au regard d'un test décisif : sont-ils dans l'intérêt bien compris des enfants » ?



Le public dans l'amphithéâtre

Elle souligne que les enfants ont fait des remarques fort avisées lors de cette Session spéciale des Nations unies : une jeune fille bosniaque a ainsi déclaré que « la guerre et la politique étaient des jeux d'adultes auxquels les enfants perdaient toujours » ; une Bolivienne de 13 ans a, quant à elle, interpellé les participants en ces termes :

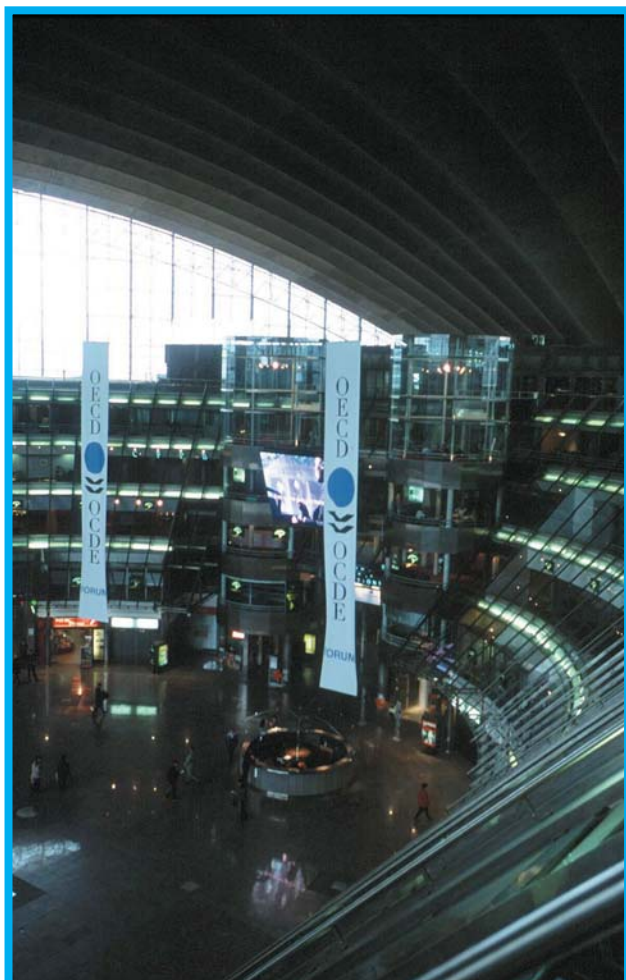
« vous dites que nous représentons l'avenir, mais nous sommes aussi le présent ».

A l'issue de son discours, Carol Bellamy se tourne vers les jeunes participants dont les dissertations sur la coopération internationale ont été primées par l'OCDE, afin de connaître leur avis. Le jeune Philippin **Cicero Habito** souligne que le débat peut fort bien porter sur les besoins fondamentaux des pays en voie de développement, « mais que les pays développés ont leurs propres problèmes : les besoins matériels et physiques y sont peut-être comblés, mais les enfants souffrent de voir leur famille partir en éclats ».

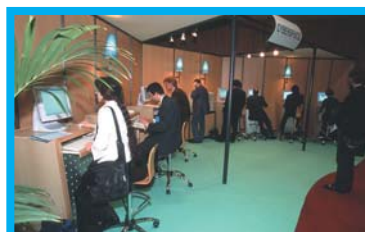
Le jeune Chilien **Tabilo Heavey** se fait l'écho de ce commentaire : « le problème pour ces enfants est que la famille et les autres institutions censées les aider à grandir ne sont pas très en vogue ».

Carol Bellamy déclare dans son résumé de la séance « que l'éducation de base est la clé de la survie » et de l'autonomie, et donc le meilleur moyen de relever des défis. Elle est essentielle si l'on veut réussir à réduire la pauvreté pour la prochaine génération. ■

## Le Forum 2002 de l'OCDE en images



Le dôme impressionnant du CNIT en toile de fond



Les participants restent connectés grâce au "cybercafé"



Les intervenants Judith Ayres et Gérard Mestrallet bavardent parmi la foule



Quelques moments de détente et de contacts entre les sessions

## Après le travail, la détente



Emi Oshima quartet



Karim Gherbi



Dixie Doctors

Les participants se détendent en musique et autour d'un verre en fin de session

Sound and lights sponsored by:

PROXIMAGES



De la bière et du chocolat grâce à la générosité des sociétés Belges Duvel et Godiva